

La Commune de Paris



RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION
À PARIS EN 1870-1871

Sommaire

Présentation	3
Introduction	7
1.1 Le contexte historique et international	8
1.2 Préliminaires terminologiques : qu'est-ce que <i>La Commune</i> ?	12
La révolution en marche	15
2.1 Jusqu'au 4 septembre 1870	15
2.2 Le 4 septembre 1870	20
2.3 Du 4 septembre au 31 octobre 1870	23
2.4 Du 31 octobre 1870 au 22 janvier 1871	28
2.5 Du 22 janvier au 18 mars 1871	34
Victoire et défaite du mouvement insurrectionnel	42
3.1 Le 18 mars 1871	42
3.2 Du 19 au 26 mars 1871	46
3.3 Le gouvernement de la Commune à l'œuvre	51
3.4 Le 3 avril 1871	53
3.5 Guerre bourgeoise ou guerre de classe	55
3.6 Les décrets du gouvernement de la Commune	59
3.7 Les comités de salut public	70
La défaite	76
4.1 La semaine sanglante	76
4.2 Autres facettes de la contre-révolution	84
Conclusion	85
5.1 Éléments de conclusion	85
5.2 Notes sur l'AIT, les blanquistes et autres militants	87
Annexes	102
6.1 Texte signé <i>un vieil hébertiste</i> du 28 avril 1871	102
6.2 Manifeste <i>Aux Communeux</i> . 1874	104
6.3 Article tiré du <i>Révolté</i> du 18 mars 1882	109
6.4 Témoignage d'Elisée Reclus. 1898	111

Présentation

Pourquoi ce livre sur la Commune de Paris ?

Parce que cet épisode de notre histoire fut un saut de qualité dans l'affirmation de la communauté humaine contre la terreur imposée par le capitalisme.

Ce fut une insurrection prolétarienne, un moment de rupture de la norme établie par la domination capitaliste, un coup d'arrêt à la guerre permanente que livre la bourgeoisie contre le prolétariat.

Ce fut un de ces moments où la classe exploitée sort de son abîme pour exprimer sa vitalité révolutionnaire, sa force d'ébranlement du monde qui l'emprisonne et brise la logique d'accumulation de marchandises, de réalisation de profit, de valorisation du capital.

Dans ces moments, tout vole en éclats, l'étau qui nous enserme à l'établi du travail, les casernes qui nous font marcher à la guerre, le salaire qui nous enchaîne à la pauvreté, la propriété qui nous prive des moyens de vie, le capital qui nous détruit toujours plus profondément.

L'association s'impose contre la concurrence et les séparations qu'entretient le capital pour assurer sa domination. De tout lieu d'enchaînement au travail ou d'encasernement, les prolétaires sortent, se réunissent, discutent de comment organiser la lutte, se défaire du joug du salaire, imposer leurs besoins, organiser l'insurrection.

Le monde bourgeois qui s'est hissé sur les guerres de rapine, l'accaparement de toutes les richesses du monde, l'expropriation générale, l'exclusion, la mise en esclavage, le salariat... vacille ! Les bourgeois bouffis d'or et imbus de leurs privilèges pâlisent de peur. Leur position de classe dominante est menacée !

Aujourd'hui dans le monde, renaissent des luttes qui posent, dans les faits, cette nécessité de donner un saut de qualité à l'affrontement contre la domination capitaliste. Les mouvements qui s'expriment aujourd'hui de l'Algérie à l'Irak, en passant par la Tunisie, la Libye, l'Egypte, le Yémen, le Bahreïn, la Jordanie, la Bolivie, la Chine... sont des moments puissants bien que le danger est d'en rester à une énième réforme politique, un énième changement de personnel à la tête de l'Etat... qui ne fera que perpétuer la domination capitaliste et aggraver la situation de guerre et de misère. Contre ce danger s'impose la nécessité de comprendre ces mouvements comme des expressions du mouvement d'abolition et non de réforme de l'ordre existant. Non comme des mouvements égyptien, tunisien ou libyen... mais comme des mouvements d'une seule et même classe cherchant mondialement à abattre cet Etat qui a imposé depuis des siècles la dictature du capital à l'ensemble de la planète.

Contrairement à ce qui est répandu dans les médias, il ne s'agit pas d'une explosion « spontanée » dans le sens qu'elle n'aurait ni passé ni antécédents et qu'elle n'aurait aucunement été préparée, organisée. Si nous revenons un peu en arrière :

- ★ les révoltes dans le bassin minier de Gafsa, en Tunisie, en 2008,
- ★ les nombreuses grèves entre autres dans l'industrie textile, en Egypte, en 2010,
- ★ les vagues d'émeutes, en Algérie, en 1988, 2001 et régulièrement jusqu'à aujourd'hui,

montrent que ce qui se passe dans cette région du monde est le fruit de multiples poussées de lutte ayant connu des moments d'avancée, de recul, de redémarrage. Et alors que nous écrivons cette présentation, les affrontements se poursuivent.

Par ailleurs, cette dernière décennie a été marquée par d'autres luttes de grande ampleur : Argentine (2001), Algérie (2001), Bolivie (2003), Oaxaca (2006), Bangladesh (2006-2010), Grèce (2008), Guadeloupe (2009), Thaïlande (2010)... Chine, Pérou, Equateur... ainsi que les « émeutes de la faim » dans plus d'une trentaine de pays, début 2008.

Tous ces mouvements ont en commun d'avoir été précédés par toute une série d'affrontements qui ont permis de renouer avec les habitudes de lutte : rétablir les liens d'entraide, reconstruire des réseaux de solidarité, réinstaller des lieux de discussion, redéfinir les moyens et les objectifs de la lutte... remémorer les expériences passées, se mettre d'accord sur les leçons à en tirer... autant de facteurs de maturation et d'aguerrissement.

Et il aura suffi d'une confrontation supplémentaire à l'intransigeance de l'Etat, d'une nouvelle augmentation de prix ou restriction salariale, d'un camarade tombé sous les balles ou la torture... pour que la révolte explose, d'autant plus forte et déterminée qu'auparavant il y aura eu tout ce renouveau d'association et d'organisation prolétarienne.

A la différence des explosions sociales qui ont marqué les années 1980 et le début des années 1990 qui retombaient aussi brusquement qu'elles avaient surgi, aujourd'hui l'extension internationale est très importante, l'organicité dépassant les frontières est devenue la norme et quand on proclame l'imposition du calme dans un pays, le prolétariat d'une autre région reprend le flambeau. De la richesse de ce mouvement, jaillissent aussi des discussions passionnées et passionnantes parmi les militants révolutionnaires interpellés par le développement de toutes ces luttes dont eux-mêmes font partie et sont l'expression. Quel développement donner aux luttes ? L'insurrection est-elle un passage obligé ? Le prolétariat pourrait-il faire l'économie de l'insurrection ? Ces questions et les débats qu'elles suscitent sont l'expression de ces multiples luttes qui, partant des besoins humains, se heurtent inévitablement à l'Etat. Mais le fait que l'insurrection ne s'impose pas comme une évidence est aussi l'expression de la rupture qui s'est opérée entre les expériences actuelles et les expériences plus anciennes (telle celle de la Commune de 1870-71 à Paris) dont la trace et la mémoire ont généralement été perdues.

La question centrale : *Comment nous organiser contre l'Etat pour en finir une bonne fois pour toute avec la guerre permanente de la bourgeoisie contre le prolétariat ?* n'est pas nouvelle. Toute lutte conséquente s'y est trouvée confrontée. Les générations de prolétaires qui ont vécu ces affrontements et ont été impliquées dans les efforts pour donner un saut de qualité à ces mouvements insurrectionnels nous ont laissé de précieux enseignements qu'il est important de se réapproprier. L'ignorance fait la force de la domination bourgeoise. La discontinuité dans la transmission de la mémoire des luttes passées est une lacune dans laquelle s'engouffrent les forces social-démocrates pour détruire nos luttes. Il y va de notre responsabilité. Ce débat n'est pas intellectuel, c'est une question qui se pose concrètement dans les luttes. Il nous faut parler de cette responsabilité.

Certains s'y refusent. Ils font l'apologie d'une sorte de pure « spontanéité » du prolétariat que les militants, par leur présence et activité, viendraient corrompre ou détourner de ses objectifs ! Le point de départ de cette attitude est l'*extériorité* par rapport au mouvement de lutte, le fait de ne pas se sentir partie prenante, de ne pas vivre comme expression du mouvement. Plus fondamentalement, il s'agit du poison démocratique qui, au nom de l'égalitarisme et de l'anti-autoritarisme, culpabilise et met au pilori ceux qui osent prendre des initiatives, mus par une plus grande clarté, nourris des leçons des luttes passées... et surtout qui s'associent pour faire de tous ces éléments une force contribuant aux sauts de qualité dans le développement d'une lutte. Il est temps de rompre avec ces séparations. Faire un avec l'ensemble des expressions du prolétariat aujourd'hui est crucial. Les divisions dans nos rangs sont l'atout majeur de la domination bourgeoise. Il est temps de dépasser ces attitudes antithétiques, cette extériorité, et de renouer

avec le besoin d'organisation, de responsabilisation militante, de développer la critique de ce monde et de la porter consciemment et volontairement afin que les élans d'abolition de l'ordre capitaliste soient toujours plus incisifs et puissants.

Concernant l'insurrection du 18 mars 1871, à Paris, beaucoup d'historiens ont, là aussi, prétendu qu'il s'agissait d'une insurrection « spontanée » dans le sens qu'elle ne serait pas le fruit d'une maturation. Rien n'est plus faux. Il y eut des émeutes en mai, juin 1869 et mai 1870 et une tentative insurrectionnelle en février 1870. D'août 1870 à mars 1871, il y eut plusieurs assauts insurrectionnels, vastes mouvements où de nombreux prolétaires –femmes, hommes, enfants- déferlèrent dans les rues, s'opposèrent aux soldats et montèrent des barricades. *Parmi eux*, des révolutionnaires ayant tiré des leçons des expériences passées –1793, 1830, 1848- s'étaient organisés en vue de l'insurrection. Nous verrons qu'ils sont très vite à l'œuvre pour donner un saut de qualité à ce superbe élan. A y regarder de plus près, nous voyons bien qu'il n'y a pas de séparation entre les uns et les autres. Le texte qui suit s'en veut être la démonstration pratique.

Certains révolutionnaires ont su agir avec intelligence, clarté et autorité, percevant que l'imposition de la Commune était une nécessité pour résoudre les graves problèmes posés par la misère et la poursuite d'une guerre exterminatrice. Pas nous. Pas toujours. A certains moments, des militants solides ont témoigné de graves inconséquences avec des idéologies nationalistes, communalistes, politicistes ou autres. Et c'est tragique, car dans ces moments décisifs, le rapport de force étant sur le point de basculer, de telles inconséquences ont, pour de longues années, rendu l'initiative à l'Etat.

Lors de la Commune de Paris comme aujourd'hui dans les mouvements de lutte en Tunisie, Egypte, Libye... l'Etat met en avant une formule de rechange plus moderne, républicaine, pluripartiste... L'accent est mis sur le départ de la fraction bourgeoise à la tête de l'Etat qui est jugé unique responsable de la misère et de la répression.

*« Là où il existe des partis politiques, chacun voit la cause de tout mal dans le fait que son adversaire est au gouvernail de l'Etat, et non pas lui. Même les politiciens radicaux et révolutionnaires cherchent la cause du mal non dans la nature de l'Etat, mais dans une forme spécifique de l'Etat qu'ils veulent remplacer par une autre forme d'Etat ».*¹

Le programme contre-insurrectionnel de la bourgeoisie c'est changer quelque chose pour que tout reste pareil, changer la tête de l'Etat pour préserver la dictature du profit, introduire quelque réforme démocratique pour que la dictature de la démocratie soit maintenue...

« *Que se vayan todos* » (« qu'ils s'en aillent tous ») mot de ralliement retentissant en Argentine, en novembre 2001, exprime un certain épuisement des formules de changements gouvernementaux. La marge de manœuvre des différentes fractions bourgeoises est de plus en plus réduite. Une fois à la tête de l'Etat, elles s'usent d'autant plus vite et peuvent laisser l'Etat mondial du capital devant un gouffre : plus aucune solution de rechange ne fonctionnera.

La généralisation internationale de la lutte actuelle ne permet plus que la bourgeoisie consolide ces changements et réimpose une paix sociale durable. Peut-être que la caractéristique la plus importante des luttes prolétariennes de 2011 est la renaissance du sentiment international de faire partie d'une même lutte et surtout que lorsque dans un pays la paix sociale semble relativement imposée, dans d'autres régions les prolétaires continuent à se battre sur les barricades

¹ Karl Marx, *Gloses critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la réforme sociale, par un Prussien »*. 1844.

et crient que tous ces changements ne sont que des magouilles pour préserver l'exploitation et l'oppression capitaliste.

De plus en plus le monde apparaît divisé en deux camps ennemis, la bourgeoisie et le prolétariat, comme disait déjà un Marx ou un Blanqui. Les limites historiques de la société bourgeoise font que la polarisation internationale devient irréversible ; le projet communiste du prolétariat est aujourd'hui plus vivant que jamais : la destruction de la propriété privée, de la société marchande et du capital, enfin l'affirmation de la communauté humaine mondiale sans exploitation, sans classes ni Etat.

★ Des prolétaires internationalistes. 2011 ★

internationalistes@gmail.com



RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION

À PARIS EN 1870-1871

I. Introduction

En France, pendant la période 1870-71, le prolétariat est monté à l'assaut du ciel. Cette lutte plus connue sous le nom de *Commune de Paris* est devenue une référence historique et mondiale, un phare éclairant les prolétaires d'où qu'ils soient et où qu'ils soient dans leur combat contre l'exploitation capitaliste, la propriété privée, l'Etat, un repère dans la nuit qui rappelle au prolétariat le chemin de sa lutte et la force qu'il détient, celle de renverser l'ordre existant.

Ce mouvement s'est principalement affirmé à Paris avec l'insurrection du 18 mars 1871, imposant un rapport de force obligeant la bourgeoisie à reculer, à céder du terrain. Très rapidement il a été l'épicentre d'une onde de choc qui s'est propagée au monde entier. Le 29 mai 1872, Johann Most écrivait:

« On voyait d'un côté les prolétaires de tous les pays qui, avec une fière assurance et de grandes espérances, avaient les yeux tournés vers les hommes de la Commune qu'ils considéraient à juste titre comme leur avant-garde dans la présente guerre sociale. De l'autre côté, il y avait les vampires des usines, les chevaliers de la Bourse et tout le reste des parasites qui, pleins d'angoisse, rentraient la tête dans les épaules. »²

Ce mouvement insurrectionnel devint de fait une référence incontournable. Des millions de prolétaires se sont reconnus dans les aspirations révolutionnaires contenues dans les entrailles de ce magnifique mouvement de remise en question de l'ordre bourgeois. Malgré la féroce répression qui vint sanctionner les forces et les limites du mouvement, *La Commune* laissa, écrits en lettres de sang, ces mots: la révolution est possible, une autre société sans classe, sans Etat, sans propriété privée, sans argent, sans travail peut devenir réalité. Le prolétariat y a trouvé courage et espoir.

Étant donné ses répercussions historiques et internationales l'analyse d'un tel mouvement de lutte du prolétariat est vitale. La compréhension et de ses forces et de ses errements est nécessaire pour faire que les luttes futures ne se fracassent pas contre les mêmes écueils. Le prolétariat ne peut que se renforcer des leçons qu'il tire de ses expériences passées. Ce regard n'a rien de passéiste, nous y retrouvons notre identité de classe exploitée et révolutionnaire, nos déterminations fondamentales et nous y puisons la force nécessaire pour reprendre l'initiative de la lutte, comme l'arbre qui plonge ses racines dans le sol pour en extraire les ressources nécessaires qui lui donneront vigueur et vitalité.

Bien entendu, cette puissante lutte fut l'objet de déformations, falsifications, occultations. Elle devint l'objet d'un mythe dont il est grand temps de faire la critique. Ce mythe fut construit par la social-démocratie. Exploitant les sentiments de défaite et de colère prolétariennes provoquées par les dizaines de milliers de morts, d'emprisonnés et d'exilés, elle a cherché à démontrer que les seules voies de transformation du monde possibles sont celles du pacifisme, de l'électoralisme, du parlementarisme, dénaturant le sens profond du mouvement qui s'affirmait comme mise à mort du système capitaliste et non comme sa réforme. Elle proclama que c'était là la

² G. Haupt, *L'historien et le mouvement social*. 1980.

force du mouvement et que toute lutte doit se couler dans ces ornières. Par contre les forces du mouvement, telle l'aptitude à organiser l'insurrection, elle en fit l'erreur à ne pas commettre, elle affirma que cela ne peut mener qu'à la défaite, à la répression. Bien sûr ce qu'elle nomme défaite *est notre défaite*, alors que notre victoire signifie la défaite de la social-démocratie.

Contre les multiples tentatives de déformer l'histoire de la lutte menée par le prolétariat en France, en 1870-1871, il nous importe de reprendre le tracé des affrontements de classe, d'en analyser les lignes forces et d'en cerner les limites. Il nous importe de revenir sur cet immense et généreux mouvement qui portait en lui la mise à bas du système bourgeois et affirmait le besoin de communisme, afin de mettre au clair qui des forces en présence étaient du côté de la révolution et qui du côté de la contre-révolution, quelles sont celles dans lesquelles nous nous reconnaissons et quelles sont celles qui définitivement sont ennemies.

1.1 Le contexte international et historique

Nous pouvons comprendre plus en profondeur le mouvement insurrectionnel de 1870-71 en France en le situant dans son contexte historique et international. Ce mouvement s'inscrit dans la continuité longue de différents mouvements insurrectionnels qui l'ont précédé et qui l'ont en retour influencé :

★ De 1773 à 1802, c'est une période de luttes intenses dans différentes parties du monde. Ce qui vient spontanément à l'esprit lorsqu'on évoque cette période ce sont les fortes luttes qui ont secoué la France pendant la *Révolution française*. L'accent généralement mis sur cet événement historique particulier fait passer à la trappe toute une série de révoltes importantes qui ont jalonné la fin du 18^{ème} et premièrement celles qui se sont déroulées en France de 1792 à 1797, dont la tentative insurrectionnelle dite de *l'Egalité*, organisée par Babeuf et ses camarades.

Par ailleurs, dans un ordre chronologique et très succinctement:

★ 1773 en Russie, révoltes profondes plus connues sous le nom de « Pougatchevina » ; déchaînement des luttes dans les colonies britanniques en Amérique aussi bien contre la présence coloniale que contre les bourgeois se revendiquant de l'indépendance; guerre des Farines en France en 1775; révoltes dans les Provinces-Unies (1781-1787); révoltes dans l'empire espagnol ; révolte des esclaves à St-Domingue (qui deviendra plus tard Haïti) en 1791 qui perdura plusieurs années; révoltes en Irlande en 1798 (qui se solda par 30.000 morts parmi les insurgés), etc.

Ce que nous retenons comme essentiel, c'est l'interactivité entre les différentes luttes. Les événements majeurs comme la *Révolution française* furent rendus possible par la conjonction de toute une somme de révoltes qui se sont déroulées en France même ainsi que dans d'autres parties du monde (présence d'exilés de différents pays, influence de ce prolétariat atlantique dont on commence à découvrir l'importance, composé de marins de différentes nationalités et ayant une approche internationaliste des luttes)³.

★ Le début des années 1830 voit un renouveau de ces mouvements insurrectionnels en France ainsi qu'en Belgique, en Pologne, en Russie.

³ Pour creuser cette période, on peut lire le livre de S. Bianchi, *Des révoltes aux révolutions, Europe, Russie, Amérique (1770-1802)*, ainsi que les livres de Marcus Rediker sur l'importance de ce prolétariat transatlantique et son rôle méconnu dans les liens tissés entre plusieurs continents du 16^{ème} au 18^{ème} siècle et de leurs conséquences quant à la « *maturation des esprits dans les métropoles* ».

★ Les années 1848-51 sont marquées par un embrasement généralisé de toute l'Europe, avec une série de soulèvements importants comme en février et juin 1848 en France, en Allemagne en 1848-49, en Italie...

Pendant toutes ces années, malgré des répressions féroces, les prolétaires ont su maintenir en vie une forte mémoire ouvrière: mémoire orale, mémoire écrite. Nous ne pouvons expliquer autrement la force des mouvements ouvriers de la fin des années 1860 dont le développement insurrectionnel de 1870-1871, en France, marque l'apogée, que par cette capacité du prolétariat à se nourrir de ses luttes passées, du bilan de leurs forces et faiblesses nourrissant celles du lendemain. Les vaincus d'un moment transmettaient malgré les défaites les expériences de lutte, les leçons à en tirer. Les générations ne s'ignoraient pas. Pour l'exemple, pensons à ces « anciens » de 1848 qui côtoyaient les tout jeunes révolutionnaires sur les barricades en 1871 ! Des rencontres informelles telles qu'elles peuvent se passer dans les cafés, sur le lieu de travail, aux points névralgiques de certains quartiers... aux réunions plus structurées (associations d'entraide, de résistance, sociétés secrètes, cercles de lecture, etc.) le besoin d'association, de solidarité restait vivant, par moment invisible, caché aux yeux de l'Etat tandis qu'à d'autres rejaillissant intempestivement aux coins des rues sous la pression lente, mais inexorable de l'approche de l'affrontement. Buonarroti⁴, Blanqui, Marx sont les militants les plus connus de ce fil rouge parcourant tout le siècle. Mais n'oublions pas pour autant les efforts d'autres militants moins connus comme Weitling, Flora Tristan, Bronterre O'Brien... et anonymes à jamais qui ont donné toutes leurs forces pour maintenir en vie et solidifier la richesse de cet associationnisme prolétarien.

Après la chape de plomb contre-révolutionnaire qui s'est abattue sur toute l'Europe insurgée (1848-1851), il faudra attendre le début des années 1860 pour qu'un renouveau des luttes se manifeste à l'échelle de ce continent :

★ En Allemagne, il y a de nombreuses luttes, en particulier dans les mines de Silésie. Pendant la guerre franco-prussienne de nombreuses manifestations contre la guerre et par la suite en solidarité avec la Commune ont lieu un peu partout. L'agitation durera jusqu'en 1872 de façon significative.

★ En Belgique, de grèves éclatent dans les mines du Borinage, dans la sidérurgie en 1867.

★ En Suisse, il y a des grèves parmi les ouvriers du bâtiment, en 1868-69.

★ En Grande-Bretagne, en Autriche-Hongrie, en Irlande, aux Etats-Unis... les prolétaires entrent en lutte...

A la même époque, que ce soit dans la décade qui précède la Commune ou la suivante, d'importants mouvements de lutte se déroulent:

★ En Chine, le mouvement de lutte dit des Taïpings et dont la répression fit plusieurs dizaines millions de morts, a duré de 1851 à 1864. « *Il s'agit peut-être de la plus grande guerre paysanne du monde moderne sinon de l'histoire universelle.* »⁵

⁴ Qui écrivit et publia en 1828 *Conspiration pour l'Egalité* tirant ainsi de l'oubli la tentative insurrectionnelle de 1797. Outre cette publication, il transmet de par son infatigable activité militante cette mémoire aux nouvelles générations de révolutionnaires dont Blanqui. On peut lire à ce sujet le livre d'Alessandro Galante Garrone *Philippe Buonarroti et les révolutionnaires du 19^{ème} siècle*.

⁵ Jean-Jacques Gandini, *Aux sources de la révolution chinoise, les anarchistes* (1986). Voir aussi le livre de Jacques Reclus, *La révolte des Taïpings* (1972).

★ Au Mexique. Un des mouvements insurrectionnels les plus importants que le continent américain ait connu, s'est déroulé dans ce pays, pendant deux ans, culminant au cours des sept premiers mois de 1869 par l'insurrection del Chalco, dans l'Etat de Mexico. Dans cette région, la bourgeoisie ne réussira à éteindre l'incendie révolutionnaire que beaucoup plus tard.

★ En Crète, commence un mouvement de lutte sociale, en 1866.

★ Au Japon, « *les mouvements de rébellion paysanne sont nombreux entre 1868 et 1877. On en compte, disent certains historiens du Japon, 190, alors qu'il n'y en avait eu que 600 en deux siècles et demi.* »⁶

★ Aux Etats-Unis, de nombreuses grèves insurrectionnelles déchirent les principales villes en 1877.

★ En Bosnie-Herzégovine, et plus généralement dans tous les Balkans, entre 1875 et 1878, il y a une suite ininterrompue de soulèvements prolétariens contre les exploiters de différentes nationalités.

★ En Espagne, tout au long de l'année 1873, des soulèvements, des grèves, des insurrections éclatent dans tout le pays. En particulier, le 12 juillet, est déclenchée la grande insurrection de Carthagène, qui est finalement battue le 13 janvier 1874. D'anciens communards en exil prirent part à cette *Commune* quelque peu oubliée.

★ L'Italie est secouée, en 1874, par d'importantes émeutes et révoltes contre la misère et la faim.

Nous ne cherchons pas à établir une liste exhaustive de toutes les émeutes, barricades, insurrections, organisations... d'autant plus que retrouver les traces d'un mouvement et mettre en lumière les enjeux de classe implique un difficile travail de recherche dans la mesure où les traces ont souvent été effacées, et signifie toute une bataille à mener contre le lavage de cerveau systématiquement organisé pour détruire la mémoire de ces luttes.

Ce qui nous importe est la qualité, la force de ces vagues de lutte qui toutes ont été dirigées contre le monde bourgeois qui tentait d'imposer son besoin de passer à un stade d'exploitation plus intense, plus généralisée et à un renforcement de l'Etat comme moyen de contrôle, de répression et de destruction de toutes communautés prolétariennes de résistance, de lutte.

Pourtant, même si ces luttes sont restées éparses et ont manqué de clarté, sans volonté nette de briser cet isolement, elles étaient de fait dirigées contre le même ennemi, le capital. Elles ont affirmé le même besoin humain d'en finir avec le monde de l'argent, du travail et des guerres, elles ont affirmé leur commune essence. Elles sont des expressions diverses d'un même être mondial, le prolétariat. Comment expliquer alors leur isolement, le manque d'affirmation de cette unicité pourtant existante⁷ ? Cette question est d'autant plus cruciale qu'elle est toujours d'actualité. Aujourd'hui encore, le grand problème des luttes du prolétariat est l'isolement, la

⁶ Robert Camoin, *Le mouvement socialiste en Extrême-Orient*.

⁷ Cette incapacité à se reconnaître dans la lutte des prolétaires menée à l'autre bout du monde s'est manifestée par exemple lors de l'insurrection kanake en 1878. Ce sont les mêmes prolétaires qui ont combattu en France contre la bourgeoisie qui, une fois déportés en Nouvelle-Calédonie, ont participé à la répression de cette révolte. Voir à ce sujet la thèse de Mathieu Plantet-Lanez, *Communards, Algériens et Kanaks, le regard des déportés sur la colonisation*, dans laquelle celui-ci montre que le « souci » des communards est de vouloir intégrer les Kanaks dans une politique d'assimilation « *dans la grande famille blanche* » par le biais de l'instruction et de « *l'amour du travail* » (sic !). Notons néanmoins une exception notable à ce délire civilisateur, celle de Louise Michel qui s'est opposée à la répression.

difficulté à se reconnaître dans les luttes menées sous d'autres latitudes, à casser/dépasser la barrière des langues, des distances, des histoires et identités particulières.

Il n'est pas étonnant que la bourgeoisie ait intérêt à présenter toutes ces luttes comme autant de cas différents, surgissant pour des causes multiples, sans commune essence. Ainsi la bourgeoisie parle des révoltes « étudiantes » et « ouvrières » en Russie, « cantonalistes » en Espagne, « paysannes » en Italie, « nationales » en Irlande, etc. Il lui est impératif par-dessus tout, de présenter ces luttes dans le cadre a-classiste de la nation et de la défense nationale. La plupart de ces luttes dont la *Commune de Paris*, ont été analysées, par l'historiographie bourgeoise comme des luttes de « libération nationale ». La bourgeoisie a évidemment intérêt à cacher ce qui dans ces mouvements exprime la communauté de lutte prolétarienne où qu'elle se manifeste contre la classe des exploiters qu'ils soient français ou allemands, russes ou chinois, mexicains ou... pour n'affirmer que l'existence de mouvements de mobilisation nationale toutes classes confondues contre un ennemi « envahisseur ». La bourgeoisie essaie ainsi de transformer, en la brisant, une guerre « classe contre classe » en une guerre bourgeoise. Au nom du patriotisme, de la libération d'un territoire elle brise l'éclosion révolutionnaire et conduit le prolétariat à se perdre dans une lutte qui ne lui appartient plus. A l'opposé de cette œuvre destructrice de la bourgeoisie, nous allons ici remettre en avant le caractère fondamentalement internationaliste de la lutte qu'a menée le prolétariat à Paris principalement, en 1871, malgré sa difficulté à se débarrasser de l'emprise nationale.

Dans les années 1860-70, outre l'affirmation intrinsèque de l'internationalisme qu'ont exprimé toutes ces luttes de par le monde, percevoir si des liens ont été organisés entre ces différents foyers, entre les différents militants révolutionnaires au niveau international n'est pas facile. Il est évident de voir qu'il n'y a pas eu d'interaction directe entre les luttes des Taïpings et celles en Europe, ce qui ne fut pas le cas pour la *Révolution française*, comme nous l'avons remarqué plus haut. Par contre, nous pouvons dire que des interactions apparaissent avec évidence dans d'autres cas et qu'il y eut malgré tout quelques tentatives de donner un saut de qualité à cette coïncidence dans le temps de toutes ces luttes, au besoin de les coordonner et d'en clarifier les objectifs.

La fondation de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) en 1864 représente un pas important dans l'organisation du prolétariat mondial. Dans la lignée de la création de la Ligue des Communistes en 1847, de l'association internationale (de 1855 à 1859), la constitution de l'AIT répond à ce renouveau international des luttes, ce qui est d'une importance historique indéniable. C'est en effet dans ce cadre, point de ralliement de militants de tous horizons, lieu de centralisation de luttes de bons nombre de pays, que se dérouleront des débats et polémiques extrêmement riches et qu'en résultera l'affirmation toujours plus tranchée du programme d'émancipation du genre humain qui donnera à son tour encore plus de force à toutes les luttes, de sorte que nous pouvons affirmer que la lutte d'un endroit particulier se vivait comme partie d'un tout, de cette « armée » internationale du prolétariat en lutte ouverte contre la bourgeoisie.

L'exemple d'un soulèvement méconnu ne peut qu'étayer notre affirmation. Qui sait qu'il y eut des liens entre l'AIT, basée en Europe à ce moment, et des prolétaires de la Martinique? Et ce depuis 1865? Qui sait encore qu'un mouvement insurrectionnel dans le sud de l'île commença dès que fut connue la nouvelle de la proclamation de la république du 4 septembre 1870 (le 22 septembre) et auquel il est fort possible que ces militants participèrent. Dès que la nouvelle fut répandue, le travail cessa et comme certains planteurs menacèrent de prendre les armes, la haine contre ceux-ci s'exprima avec force et ce fut le début d'une révolte généralisée. Les prolétaires pensaient que le moment était venu de remettre profondément en cause les rapports d'exploitation avec les planteurs. Le feu fut mis aux installations, aux fabriques de canne à sucre comme aux sièges administratifs. C'est ainsi que quarante plantations brûlèrent durant trois

nuits. Ce mouvement fut écrasé, ces prolétaires croyant naïvement que l'avènement en métropole de cette nouvelle forme de l'Etat bourgeois les appuierait dans leur lutte contre les exploités. Ils ne s'organisèrent pas pour mener une lutte de longue haleine, ce qui facilita les menées répressives. Au moins une centaine d'entre eux furent assassinés. Nous pouvons dire que « *l'insurrection et le massacre furent comme un avant-goût antillais en miniature de la Commune.* »⁸

De même, des mouvements insurrectionnels commencent quelques mois plus tard en Kabylie, le 15 mars 1871, qui vont s'étendre à toute l'Algérie, dont, à l'instar de ceux en Martinique nous ne savons que peu de choses. Cette lutte sera sauvagement réprimée par l'armée française et, ironie sanglante de l'histoire, les troupes qui ont réprimé les prolétaires en lutte, à Paris, seront dûment employées pour réprimer le prolétariat insurgé en Algérie : « *pour venir à bout de cette formidable levée, il allait falloir 9 mois d'efforts, 86.000 hommes de troupes régulières (celles qui avaient fini d'écraser Paris !)...* »⁹



Nous présentons ici notre analyse du mouvement de lutte du prolétariat en 1870-71, période par période, afin de suivre au plus près l'évolution de la lutte des deux classes et ses principales phases. Mais préalablement, nous tenterons d'éclaircir ce que nous entendons par *Commune*, de voir ce que cette appellation recouvre et implique réellement.

1.2 Préliminaires terminologiques : qu'est ce que *La Commune* ?

À Paris, le terme *Commune* concentre en lui toutes les rébellions, les luttes contre l'Etat, menées par des générations de prolétaires au cours des siècles. A toutes les époques de crise « *le peuple de Paris cria : 'Commune'* »¹⁰. Ce mot réapparaît avec force avec la Commune insurrectionnelle du 10 août 1792, qui après s'être affirmée pendant des mois, sera interdite et écrasée par la Convention et liquidée le 9 thermidor. Ce mot rejaillit juste après le 4 septembre 1870 et va devenir le cri de ralliement des prolétaires qui s'insurgent de plus en plus clairement contre toutes les forces bourgeoises. Le 8 octobre 1870, ce mot de *Commune* apparaît ouvertement dans une manifestation contre le gouvernement de la Défense Nationale : le prolétariat revendique « *place au Peuple, place à la Commune* », termes repris dans l'affiche rouge, placardée à Paris le 6 janvier 1871¹¹.

Pour nous, sous le vocable *la Commune*, différents contenus se chevauchent et s'affrontent : essentiellement *la Commune* comme soulèvement révolutionnaire du prolétariat, et *la Commune* comme gouvernement de Paris. L'historiographie bourgeoise ne va pas mettre en évidence ces deux contenus, parce que c'est mettre en évidence l'affrontement de classe qui s'y jouait. La confusion de ces deux contenus est éminemment néfaste à l'intelligence du mouvement social qui a agité la France en 1870-1871 et nous nous efforcerons ici, pour commencer cette analyse, d'apporter quelques éclaircissements terminologiques (politiques) qui devraient permettre de lever les ambiguïtés charriées par une référence indifférenciée à *la Commune*.

⁸ Marcelo Segall, *En Amérique Latine, développement du mouvement ouvrier et proscription*, article paru dans *International review of social history*, volume XVII.

⁹ J. Péra, *La Révolution Proletarienne* n°52, mars 1928.

¹⁰ E. Lepelletier, *Histoire de la Commune*.

¹¹ Affiche que nous reproduisons dans le corps du texte, pages 31 et 32.

Dès 1882, le journal *le Révolté* affirmait sans ambiguïté que « *la Commune (...) fut gouvernementale et bourgeoise* » :

« *Comment les masses pouvaient-elles se battre pour un ordre de choses qui laissait le peuple dans la misère pour respecter la propriété des bourgeois (...) qui, en pleine révolution, permettait qu'il y eût à Paris des patrons et des ouvriers (...).* »¹²

Quelques années plus tard, en 1898, Elisée Reclus sera amené à distinguer l'œuvre bourgeoise du gouvernement de la Commune de ce que recouvrait, aux yeux des prolétaires, le terme *Commune* :

« *Partout le mot 'Commune' a été compris dans le sens le plus large comme se rapportant à une humanité nouvelle, formée de compagnons libres, égaux, ignorant l'existence des frontières anciennes et s'entraînant en paix d'un bout du monde à l'autre.* »¹³

Un bilan politique de la *Commune* passe nécessairement par ces éclaircissements, par cette lutte contre l'historiographie officielle, contre les académiciens de la pensée bourgeoise qui, en s'appuyant sur leur propre grille de lecture des événements et en s'aidant de leur propre terminologie, visent, aujourd'hui comme hier, à protéger l'organisation de la société dont ils dépendent. Lorsqu'elle identifie les décrets réformistes, bourgeois, produits par le gouvernement de la *Commune* aux assauts que les communards livrèrent -confusément mais réellement- à l'Etat capitaliste, la bourgeoisie ne fait que projeter aujourd'hui, dans les livres d'histoire, le même souci politique qui l'animait déjà en 1871 face aux prolétaires en armes: ramener le mouvement révolutionnaire à Paris dans le champ de la lutte pour plus de république, plus de démocratie, plus d'Etat.

C'est pourquoi dans la suite du texte nous utiliserons les terminologies suivantes :

★ *la Commune* que nous citons sans phrase ou en ajoutant l'adjectif « révolutionnaire », lorsque nous nous référons au mouvement révolutionnaire à Paris ;

★ *le gouvernement de la Commune*, lorsque nous voulons parler de la réorganisation de l'Etat sous la forme républicaine et la défense de ses piliers que sont la propriété privée, le travail, l'argent.

La *Commune révolutionnaire* a une puissance d'évocation indéniable auprès du prolétariat. Dire *la Commune* pour parler du soulèvement prolétarien à Paris, c'est comme dire *la révolution russe* pour l'insurrection d'octobre 1917 à Petrograd. La force avec laquelle le prolétariat chercha à affirmer ses besoins, son projet communiste fut telle qu'elle marque pour les générations futures la date et le lieu de ses tentatives insurrectionnelles. *La Commune, 1917, El Cordobazo, mai 1968...* sont autant de raccourcis terminologiques qui jalonnent la lutte du prolétariat et auxquels il s'identifie.

Par contre, lorsque nous parlons du *gouvernement de la Commune*, nous parlons de la faculté du capitalisme à briser le parti¹⁴ du prolétariat, nous désignons la capacité de la bourgeoisie à maintenir en vie son Etat en confisquant pour les détruire, la plupart des initiatives et des directives prises dans la lutte par les ouvriers révolutionnaires. En distinguant le *gouvernement de la Commune* du mouvement révolutionnaire, nous pointons du doigt la force de récupération de la

¹² *Le Révolté*, numéro du 18 mars 1882, que nous reproduisons en annexe.

¹³ Témoignage paru dans la *Revue Blanche* datée de 1898, que nous reproduisons en annexe.

¹⁴ Comme nous le montrons dans les *Notes sur l'AIT, les blanquistes et autres militants* que nous avons placé comme sorte de conclusion de ce texte, l'usage de cette terminologie n'a rien à voir avec la conception classique, formelle de la grande famille social-démocrate.

bourgeoisie, nous soulignons la puissance d'adaptation de l'Etat capitaliste capable de coopter des éléments ouvriers pour rendre crédible ses décisions, capable de désamorcer le mouvement révolutionnaire en le légalisant, et de transformer l'assaut social en affrontement purement militaire -transformation de la guerre de classe, prolétariat contre bourgeoisie, en une guerre bourgeoise, front contre front, Paris contre Versailles.

Pour reprendre une des leçons essentielles que Marx tire de toute cette période révolutionnaire :

« Je remarque (...) que la prochaine tentative de la révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire entre d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la briser. »¹⁵

Cela signifie pour nous qu'il ne s'agit pas de distinguer les « bonnes » ou les « mauvaises » mesures prises par le gouvernement de la Commune, mais de saisir son essence même, comme une force d'atomisation de la puissance ouvrière, et plus particulièrement de la direction que le prolétariat cherchait à se donner. Ce n'est pas parce que certains militants ouvriers, malgré des ruptures antérieures, ont participé à différents niveaux de l'appareil d'Etat communal parisien (gouvernement, commissions exécutives...) que cela donnerait une coloration révolutionnaire à ce gouvernement. Au contraire c'est plutôt l'expression de la confusion régnant parmi les éléments d'avant-garde, un manque de détermination du prolétariat. Confondre les multiples efforts produits par les communards pour se doter d'une direction révolutionnaire, avec le sujet capitaliste que n'a cessé de représenter le *gouvernement de la Commune*, est une énorme concession à l'histoire bourgeoise de la Commune.



¹⁵ Lettre de Marx à Kugelmann, datée du 12 avril 1871.

II. La révolution en marche

2.1 Jusqu'au 4 septembre 1870

« À certaines époques, qui sont ordinairement les précurseurs de grands événements historiques, de grands triomphes de l'humanité, tout semble avancer d'un pas accéléré, tout respire la puissance: les intelligences, les cœurs, les volontés, tout semble marcher, tout va à l'unisson, tout semble marcher à la conquête de nouveaux horizons. Alors il s'établit dans toute la société comme un courant électrique qui unit les individus les plus éloignés dans un même sentiment, et les intelligences les plus disparates dans une même pensée, et qui imprime à tous la même volonté. »¹⁶

La montée en puissance du prolétariat en France aux alentours de la fondation de l'AIT en 1864 et les années suivantes s'est exprimée sur différents plans. À partir de 1868 surtout, les grèves se multiplient et se radicalisent principalement dans les régions de Rouen, Roubaix, Lyon, Clermont-Ferrand, Mulhouse, Paris... et connaissent la plus forte ampleur moyenne du 19^{ème} siècle en 1870. Si la bourgeoisie répond à ces luttes par l'envoi de l'armée et les massacres comme à la Ricamarie (15 morts en juin 1869) ou à Aubin (17 morts en octobre), il faut noter que dans certains centres industriels, elle est contrainte de lâcher du lest en augmentant les salaires et en diminuant le temps de travail. Le prolétariat gagne en force et en union.

Cette union grandissante va s'exprimer par le renforcement des groupes d'avant-garde qui, d'expérience en expérience, se radicalisent, rompent avec des aspects particuliers du proudhonisme¹⁷ et élargissent leur audience. Au printemps de l'an 1870, quatre grandes fédérations de l'AIT -parisienne, rouennaise, marseillaise et lyonnaise- sont créées et sont le fruit de tous les efforts organisationnels de militants connus comme Varlin, Bastelica, Aubry, Richard, Malon... et d'autres multiples anonymes.

Cette union grandissante est un fait international. Les prolétaires ont les yeux tournés vers les luttes qui se déroulent dans d'autres pays comme l'Angleterre, la Suisse, la France, l'Italie... Ils expriment leur solidarité par des soutiens en espèces sonnantes et trébuchantes, en s'en faisant le relais par le biais de la propagande, d'articles paraissant dans les journaux... Ils perçoivent, reconnaissent les luttes des prolétaires d'autres pays comme les leurs. Pour reprendre la formule de César de Pæpe *« l'Internationale (...) a pour but de grouper en un seul faisceau toutes les forces du prolétariat »*¹⁸. L'internationalisme prolétarien tend à devenir une force organisée !

D'autres pôles de regroupements prolétariens surgissent comme les fédérations locales des chambres syndicales ouvrières ou encore des restaurants coopératifs comme ceux appelés *Mar-*

¹⁶ Bakounine, *Lettre à un Français. Conséquences du triomphe prussien pour le socialisme*, datée du 26 août 1870 et publiée en septembre 1870.

¹⁷ Le proudhonisme signifiait entre autres : la défense de la propriété individuelle, une grande méfiance à l'égard des grèves et la défense de la femme au foyer : *« ... Nous ne voulons pas qu'elle abandonne (son foyer) pour siéger dans une assemblée politique ou opérer dans un club (...) »*... alors qu'au même moment des femmes comme N. Lemel, E. Dimitriev, L. Michel sont à l'avant-garde ! Voir le *Mémoire des délégués français* de la fédération de l'AIT au congrès de Genève en 1866, cité dans le recueil de documents sur l'AIT par l'Institut Universitaire des hautes Etudes Internationales.

¹⁸ César de Pæpe, *Entre Marx et Bakounine*, lettre à Hermann Jung.

mite mis en place par Varlin et Nathalie Le Mel, véritables nids subversifs où la propagande révolutionnaire allait bon train. Dans cette énumération rapide, nous devons signaler la formation de l'organisation blanquiste en 1865, constituée de jeunes militants regroupés autour de Blanqui, qui jouera un rôle important dans les luttes du moment et que nous retrouverons bien souvent à l'avant-garde dans les mois à venir.

D'autres indices montrent que le prolétariat tend à devenir une force autonome. Les réunions publiques à Paris qui sont autorisées à partir de juin 1868 deviennent rapidement autant de creusets révolutionnaires. Pendant deux ans, plus de mille réunions¹⁹ se tinrent, permettant débats, circulations de l'information, action de solidarité, ainsi que la préparation d'émeutes, de tentatives insurrectionnelles comme celles des 12 au 15 mai 1869, des 7 au 9 février 1870 (à l'initiative de Flourens²⁰) et des 8 au 11 mai 1870. L'effervescence sociale monte à Paris en général et plus particulièrement dans certains quartiers. Les quartiers rouges se situent à Belleville, Montmartre, la Villette, Ménilmontant, place forte de l'avant-garde, imposant le rythme et la force des affrontements à l'Etat.

Ainsi, après toutes ces années de paix sociale, les émeutes, les barricades au cœur de Paris resurgissent et l'on verra à ces moments des interactions se forger entre les réunions publiques « où le mot de révolution est partout prononcé »²¹ et la rue où les prolétaires, parfois armés, s'affrontent aux flics. La citation qui suit nous éclaire sur le degré d'affrontement et de détermination du prolétariat :

« A dix heures, un vent d'insurrection souffle sur la capitale: dans les quartiers de l'Est, une bande armée de barres de fer fait mouvement; il y a en plusieurs endroits de Paris des tentatives de barricades, les 20.000 manifestants des boulevards deviennent séditeux, la maison d'armes Lefauchaux est attaquée. Des groupes d'émeutiers sont résolument offensifs malgré les charges de cavalerie. Il y a de nombreuses arrestations mais le peuple garde le contrôle du pavé. »

Ce qui se passe est simple : ces grèves, ces associations prolétariennes, ces émeutes, ces barricades balbutiantes sont annonciatrices de la tempête prolétarienne qui va s'abattre sur la bourgeoisie dans les mois qui vont suivre. L'Empire n'est plus capable de garantir la paix sociale, de maintenir le prolétariat qui se renforce et en prend conscience.

Déclaration de la guerre

En prenant comme prétexte de ridicules raisons diplomatiques, qui arrangent bien les deux protagonistes, la déclaration de la guerre le 19 juillet par l'Etat français à l'Allemagne est la réponse de la société bourgeoise soucieuse de sa survie, de paix sociale, de mise au pas de ses exploités, de mettre fin à cette montée en puissance du prolétariat. L'Etat, en Allemagne autant qu'en France, a intérêt à la guerre.

¹⁹ Certains soirs, il pouvait y avoir jusqu'à 20.000 participants à ces réunions, réparties dans plusieurs salles, dans différents arrondissements. Dans les moments les plus forts, il y avait des milliers de personnes qui se pressaient aux abords des salles sans pouvoir y pénétrer.

²⁰ C'est un militant « sans parti » qui participe activement, grâce à ses qualités d'orateur, aux réunions publiques. Il s'illustre en particulier lors de l'arrestation de H. Rochefort, le 7 février 1870, en appelant à l'insurrection armée après avoir déclaré : « le gouvernement déchu et la révolution en permanence ». Quelques centaines de prolétaires le suivent et se mettent à ériger les premières barricades. Nous retrouvons ce militant dans les mois qui suivent, toujours à la pointe du combat et très énergique.

²¹ Alain Dalotel, A. Faure et J.C. Freiermuth, *Aux origines de la Commune, le mouvement des réunions publiques à Paris 1868-1870*, ainsi que la citation suivante.

En Allemagne, on assiste également à un développement des luttes. Un mouvement de grèves, de contestation, d'associationnisme ouvrier se développe depuis 1868 et s'amplifie au printemps 1869. Le Reichstag vote en mai 1869 la loi pour « le droit de coalition et de grève », s'appuyant sur la social-démocratie pour endiguer ce mouvement. Ce cadre légal, l'encadrement social-démocrate et la répression n'empêchèrent pas des grèves, parfois très dures, d'exploser, entre autres celle des mécaniciens d'Hanovre en novembre 1869 et des mineurs de Waldenburg, en Silésie, pendant l'hiver 1869-70. Ceci nous fait dire que l'Etat, en Allemagne autant qu'en France, a intérêt à la guerre.

En France la répression directe, les concessions diverses, les procès menés contre l'AIT pour briser sa structure organisationnelle, sa puissance et son audience montantes n'ayant pas suffi, la guerre devient l'ultime recours pour briser cette vague déferlante. L'union nationale, ce rêve de la concorde bourgeoise, peut devenir réalité : opposer au prolétariat agissant le peuple français uni autour des valeurs traditionnelles que sont le travail, la famille et la patrie.

Mais voilà, si nous pouvons dire que dans un premier temps l'union sacrée, ça marche, parce que le prolétariat ne peut empêcher le déploiement militaire, le départ de ses frères de classe vers le champ de bataille, en même temps l'union sacrée voulant fêter la réunion des classes et dissoudre le prolétariat dans le magma populiste ne marche pas. Le prolétariat ne se laisse pas aller dans le bourbier du nationalisme et continue sa lutte un peu comme si de rien n'était :

« La guerre impériale n'entraîne aucun sursaut patriotique ouvrier, semble-t-il. Pas de trêve sociale: les grèves commencées avant la guerre continuent; le Rappel en juillet et août 1870 continue à donner des nouvelles de coalitions et du mouvement corporatif. Ainsi dans le numéro du 4 août, on trouve des informations sur la nouvelle grève des peintres-plâtriers de Saint-Chamond, sur celle des métallurgistes de Vienne qui se poursuit; les tailleurs de pierre ont organisé une société de résistance, les typographes de Marseille, une mutualité; à Rouen, 800 mécaniciens ont discuté d'un projet de Fédération de métier et préconisé 'la grève productive comme moyen d'arriver à l'émancipation du prolétariat'. Tout se passe comme si les travailleurs ne se sentaient pas concernés par cette guerre. »²²

D'une manière encore plus active, à Paris, les militants de l'Internationale lancent un *Appel aux travailleurs de tous les pays* le 12 juillet et organisent des manifestations au cours desquelles « ils sont pris à partie par une foule furieuse qui les conspuent », le même genre de « foule » imbécile, organisée par l'Etat en 1914 pour exciter la folie chauvine alors que le prolétariat traînait les sabots pour répondre à l'appel de la patrie. Il est un fait que la bourgeoisie française sous le masque de l'Empire essaie de contraindre le prolétariat à accepter sa guerre alors que...

« Les préfets eux-mêmes, dans leurs rapports d'une complaisance servile au gouvernement, en juillet 1870, étaient obligés de signaler que dans 71 départements (sur 87) la masse de la population était contre la guerre. »²³

Notons aussi qu'en Allemagne et en Autriche, en juillet, des prolétaires militants de l'Internationale, se font emprisonner pour avoir participé à des manifestations quotidiennes contre la guerre. Cette attitude internationaliste, malgré certains travers pacifistes, sera poursuivie tout au long du conflit. Voici ce que Marx écrit le 16 janvier 1871 :

« Quotidiennement des meetings de travailleurs allemands en faveur d'une paix honorable avec la France, sont dispersés par la police. »²⁴

²² Michelle Perrot, *Les ouvriers en grève*. 1974.

²³ Idem.

A peine trois semaines après le début de la guerre, le prolétariat manifeste violemment son refus de l'union sacrée, à Paris comme dans le reste de la France :

★ 6 août : le prolétariat saccage la Bourse à Paris.

*« La Bourse est mise à sac par le peuple devenu furieux et, dans sa résidence de la place Vendôme, Emile Ollivier doit faire face à un rassemblement hostile. (...) Le lendemain 7 août, sur les boulevards, une foule énorme crie : 'Des armes ! Déchéance de l'Empereur ! La République !' La police est impuissante à la disperser, les cuirassiers chargent. »*²⁵

★ 7 août : manifestations massives et affrontements avec les flics à Paris et dans la plupart des villes de province comme Lyon, Marseille, Toulouse ainsi que dans plusieurs départements comme l'Indre, l'Ariège, etc. L'Etat réagit en proclamant l'état de siège à Paris, ainsi que dans plusieurs départements.

★ 9 août : des milliers de prolétaires envahissent les rues et encerclent le Palais-Bourbon où se tient l'Assemblée nationale. La bourgeoisie commence à avoir peur et, toutes fractions confondues, fait bloc contre cette forte poussée. Cette nécessité de maintenir l'ordre explique que la gauche bourgeoise repousse l'heure de prononcer la République, malgré la pression de la rue. L'autre raison avancée par la gauche est qu'elle croit encore que l'armée française peut battre la Prusse et ne veut pas « d'une révolution à ce moment » car ce serait se rendre coupable d'une défaite de l'armée. Le lendemain, le 10 août, de nombreux contingents de troupes de ligne et de gendarmerie (40.000 soldats qui devaient normalement partir au front !) protègent le Corps législatif et la police procède à de nombreuses arrestations.

★ 14 août : la pression est telle que les blanquistes tentent un coup de force à la Villette. Ils essayent en vain d'entraîner les habitants des faubourgs dans une émeute. Suite à cet échec, les leaders sont emprisonnés et/ou condamnés à mort, comme Eudes et Brideau qui seront délivrés le 4 septembre, ou rentrent dans la clandestinité et attendent une heure plus propice.

Bien que ces actions prolétariennes soient entachées de dépit patriotique suscité par l'annonce des premières défaites de l'armée française, il est indéniable que la bourgeoisie commence à en avoir peur. Outre la présence des 40.000 soldats chargés d'assurer l'ordre, une grande vague de répression et une campagne de terreur se déchaîne, sous couvert bien entendu de lutte contre les agents provocateurs à la solde de la Prusse ! Arthur Arnould écrit :

*« Dans les rassemblements, personne n'osait parler à son voisin, et si quelqu'un élevait la voix pour faire entendre une parole virile, les citoyens qui l'entouraient le regardaient avec défiance, croyant avoir à faire à un agent provocateur. Paris voyait la police partout, et cette vision, ce cauchemar, l'hébétaït, le rendait incapable de toute action commune. »*²⁶

La bourgeoisie arme 60 bataillons de la Garde Nationale le 12 août. Sa perspective pour l'heure est « d'armer les bourgeois, à l'exclusion des prolétaires, et surtout les anciens militaires, afin d'avoir une force suffisante à opposer aux révoltes du prolétariat, enhardi par l'éloignement des troupes (...) »²⁷. Ainsi dans un premier temps, ces bataillons sont composés d'éléments « sûrs », issus des quartiers bourgeois.

Cette Garde Nationale tire son origine du comité permanent de l'Hôtel de ville qui regroupait 48.000 hommes à la veille de la prise de la Bastille en 1789. Ce comité organisé par la

²⁴ Lettre de Marx au Daily News.

²⁵ Maurice Choury, *Les origines de la Commune – Paris* livré. 1960.

²⁶ *Histoire populaire et parlementaire de la Commune de Paris*. 1873.

²⁷ Bakounine, *Lettre à un français*.

bourgeoisie fut directement créé contre le prolétariat qui commençait à s'armer, à attaquer des prisons et à s'emparer des stocks de farine. La Garde Nationale ne prendra ce nom définitif que 10 jours après le mitraillage du 17 juillet 1791 au Champ de mars. Déjà à cette époque, comme en 1848, la lutte de classe se chargera de départager, au sein de cet organisme bourgeois ceux que la misère soulève contre l'ordre établi, de ceux qui veulent le perpétuer. Mais, ce faisant, elle ouvre une terrible boîte de Pandore.

Le 8 août 1870, le préfet du Jura informe que : « *des corps de volontaires francs-tireurs ou gardes nationaux veulent se former. Partout on réclame des armes. L'émotion est ardente* ». Jules Simon a pu écrire que « *nous étions surtout préoccupés de Paris (...) parce que Paris tout entier se levait chaque jour pour demander des armes et menaçait d'en prendre, si on ne lui en donnait pas...* »²⁸ Ce qui explique qu'à peine un mois plus tard, le 6 septembre, la bourgeoisie sera encore contrainte d'armer 60 nouveaux bataillons « *modérés* » qui cependant ne sont pourvus que de vieux fusils, alors que les régiments recrutés dans les beaux quartiers sont équipés des nouveaux Chassepots, plus performants, qui avaient fait « *merveille* » lors de la grève à la Ricamarie. Encore quelques semaines et ce sera la création de 254 bataillons de la Garde Nationale, dont une majorité présente dans les quartiers ouvriers. En tout, cela faisait 300.000 gardes nationaux (sur une population totale d'environ deux millions d'habitants). C'est ainsi que l'organisation et l'armement de la Garde Nationale deviennent un danger pour la bourgeoisie, puisque voilà des prolétaires avec une arme en main et stationnant dans leur quartier. De plus, ce sont les gardes nationaux qui élisent leurs chefs. Ces prolétaires sous l'uniforme auront vite fait d'élire des chefs dont le discours et la pratique antigouvernementaux étaient plus en conformité avec leur mécontentement croissant d'autant plus que la solde était dérisoire.

Pour l'instant, au cours de ce mois d'août survolté, toutes les fractions de la bourgeoisie, impériales et républicaines, ont peur du réveil brutal de leur ennemi historique. Bakounine résume bien leur pratique :

« *Et mieux vaut, penseront-ils, mieux vaut une France déshonorée, amoindrie, soumise momentanément sous la volonté insolente des Prussiens, mais avec l'espoir certain de se relever, qu'une France tuée à tout jamais, comme Etat, par la révolution sociale.* »²⁹

Si la bourgeoisie est claire sur la menace qui pèse sur son existence, le prolétariat, quant à lui, n'est pas conscient de son potentiel révolutionnaire. Dans sa pratique, ses actions, bien que chargées de menace pour la stabilité de l'Etat, restent engluées dans le délire patriotique, obscurcissant la perspective d'une lutte sans compromis contre toutes les fractions bourgeoises. Ce n'est pas pour rien qu'une crapule comme J. Favre a pu dire que

« *la population parisienne n'avait pu être domptée qu'en exaltant et en maintenant comme seule garantie de l'ordre le délire patriotique qui l'animait.* »³⁰

Cette fraction républicaine saura jouer de cette faiblesse énorme avec adresse pour tuer dans l'œuf toute tentative prolétarienne de s'affirmer sur son terrain de classe, en rupture avec toute cette politicaillerie! La seule perspective qui se dégage à ce moment c'est la guerre de défense nationale, en bref la défense de l'Etat.

Quant à l'AIT, par la voix de son Conseil Général, en l'occurrence Marx, elle se place sur un terrain bourgeois. La première Adresse de l'AIT du 23 juillet justifie une guerre défensive du côté de la bourgeoisie allemande et s'embourbe dans des considérations oiseuses sur le fait que

²⁸ Jeloubovská, *La chute du second Empire et la naissance de la 3^{ème} République en France*.

²⁹ Bakounine, *Lettre à un français*.

³⁰ *Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars (1872)*.

c'est une guerre « *dynastique* » opposant la France « *bonapartiste* » et l'Allemagne des « *jun-kers* ». Cette Adresse se place sur le terrain de la nation agressive et/ou agressée, ce qui revient en dernière instance à devoir choisir le camp d'un Etat contre un autre Etat, le choix entre telle ou telle fraction bourgeoise, impériale ou républicaine. Alors que cette guerre, comme toutes les guerres bourgeoises, est toujours contre le prolétariat.

Pour l'heure, la défaite militaire française, inscrite dans son incurie totale et opposée à une armée allemande aguerrie par la victoire à Sadowa (1866) contre l'armée d'Autriche-Hongrie, une armée bien équipée, supérieure en force et en intelligence militaire, se confirme. L'Empire, décrédibilisé, haï, impuissant va devoir céder la place à une autre fraction de la bourgeoisie.

2.2 Le 4 septembre 1870

Le 2 septembre, une grosse partie de l'armée française (dont Bonaparte) est faite prisonnière à Sedan. Cette défaite militaire, synonyme de milliers de tués et blessés, va pousser le prolétariat à passer à l'action, malgré la répression incessante³¹, le quadrillage policier³², les privations qui s'intensifient. Il s'agissait d'abattre l'Empire moribond, détesté et ses piliers: exploitation, misère, guerre! Le 3 septembre, dès l'annonce de la défaite, le prolétariat se soulève et c'est au cri de « *Déchéance ! Vive la République* » que « *De Belleville, de Ménilmontant, de Montmartre, les ouvriers descendaient en colonnes nombreuses.* »³³ Mais celui-ci peu clair sur le pourquoi de sa colère et la direction à donner à son impulsion se laisse facilement prendre par le poison nationaliste.

Ce sont les militants blanquistes qui arrivent à donner une direction à ce déchaînement ouvrier, d'autant plus que, avant même que les prolétaires ne descendent dans la rue, ils avaient intensifié la propagande révolutionnaire en vue de préparer une manifestation le 4. Leur force est de pouvoir encadrer toute cette énergie et lui donner un objectif précis: le Corps législatif, lieu de réunion de la racaille parlementaire. A la différence de l'échec du 14 août, ils agissent plus en osmose avec l'énergie, la détermination qui se dégage du prolétariat agissant et sont ainsi naturellement portés à la tête du mouvement. Même s'il y a des militants de l'AIT, comme Chatelain, ancien combattant de 1848, ce sont les Granger, Pilhes, Ranvier, Peyrouton, Trohel, Levraud, Balsenq... militants blanquistes qui se mettent en avant, « *en tout, (ils) représentent quelques centaines d'hommes résolus et disciplinés, appuyés d'environ deux cents étudiants et ouvriers qui avaient l'habitude de mener, de concert avec eux, les derniers combats contre l'Empire.* »³⁴

C'est ainsi que le 4 septembre 1870 un mouvement insurrectionnel amène les prolétaires au Corps Législatif (le Palais-Bourbon). Ils l'envahissent et destituent les ministres. Là, ils y trouvent les prolétaires armés, sous l'uniforme de la Garde Nationale, d'autres prolétaires tout aussi déterminés venus des faubourgs, ainsi que nombre de modérés, supporters des députés de la gauche républicaine, qui ne veulent qu'un changement de personnel à la tête de l'Etat. Pour l'heure ce sont ces prolétaires qui forcent les cordons de gendarmes et de troupes, qui n'opposèrent pas de résistance sérieuse. Quant aux militants blanquistes, ils avaient formé deux groupes: l'un pour forcer les portes des prisons de Ste Pélagie et du Cherche-Midi pour délivrer les camarades enfermés, l'autre pour aller au Palais-Bourbon, renverser l'Empire et proclamer la Répu-

³¹ Fin août, un décret est voté qui sera dûment appliqué : « *Tout individu dépourvu de moyens d'existence, dont la présence à Paris constituerait un danger pour l'ordre public... sera expulsé de la capitale.* »

³² Le gouvernement avait fait venir de province 100.000 gardes mobiles dévoués à l'Empire.

³³ Arthur Ranc, *Souvenirs, correspondance 1831-1908*.

³⁴ Dommanget, *Blanqui, la guerre de 1870-71 et la Commune*.

bligue par la voix de Granger. La députaille de gauche ne reste pas les bras croisés et ne peut accepter que la République soit proclamée au Palais-Bourbon sous peine de devoir partager le pouvoir avec les blanquistes. Jules Favre, cette raclure républicaine, pendant que le prolétariat envahit le Parlement, s'exclame :

« *Je vous en conjure, pas de journée sanglante. Ne forcez pas de braves soldats français à tourner leurs armes contre vous. Ils ne sont armés que contre l'étranger, soyons tous unis dans une même pensée, dans une pensée de patriotisme et de démocratie (...). La République? Ce n'est pas ici que nous devons la proclamer, c'est à l'Hôtel de Ville.* »³⁵

Rester à l'Assemblée, c'était renouer dangereusement avec le souvenir des journées du 15 mai 1848 où le prolétariat par la voix des blanquistes y affirmèrent plus clairement la lutte contre la bourgeoisie. Pour cet expert en roueries et autres coups tordus que fut Favre, il fallait imposer l'objectif de l'Hôtel de Ville pour y proclamer la République. En effet, en ce lieu furent proclamés les gouvernements provisoires de 1830 et 1848, ayant en commun leur capacité à contrôler un prolétariat décidé à aller toujours plus loin. Les députés Républicains, dont fait partie Favre et qui s'étaient dérobés, début août 1870, face aux prolétaires leur demandant de renverser l'Empire, assument cette fois-ci de façon opportuniste leur rôle de fraction de re-change de la bourgeoisie. Quant aux militants blanquistes, encore pétris de naïveté, peu au fait des manœuvres bourgeoises, ils perdent l'initiative du mouvement.

Limites de la lutte

Le politicisme est la faiblesse essentielle du prolétariat depuis la *Révolution française* de 1789. Il part d'une admiration stupide pour celle-ci, réduisant la force d'un mouvement insurrectionnel prolétarien qui, dans sa pratique, tend à remettre en question la totalité du monde bourgeois, à la prise du pouvoir politique par ses soi-disant représentants et à la réalisation d'un ensemble de réformes qui ne touchent en rien aux soubassements de la société capitaliste, bien au contraire: nationalisations, développements des forces productives, réformes agraires... Cette idéologie repose sur une compréhension fausse de la notion d'Etat : celui-ci est vu comme un appareil neutre que les différentes classes occuperaient et utiliseraient dans le sens qu'elles veulent. Alors que l'Etat n'est rien d'autre que l'organisation en force de la dictature du Capital ! Le discours politiciste est le suivant: ouvriers, vous avez pris les armes pour un renversement du gouvernement, laissez maintenant vos représentants gérer la société d'une façon nouvelle! Le prolétariat se laisse ainsi déposséder des moyens et des buts de sa lutte.

Ainsi ces bourgeois sont arrivés à leurs fins: casser le mouvement qui pouvait se tourner violemment contre eux dans le Palais-Bourbon. En sortant à nouveau dans la rue, en route vers ce lieu symbolique qu'est l'Hôtel de Ville, c'est toute la force et le potentiel révolutionnaires qui se diluent et se perdent. La faiblesse des militants blanquistes qui se sont faits rouler dans la farine, n'est que l'expression du manque de rupture du prolétariat tout entier d'avec ce mythe de la *Révolution française*. En cela ils ont contribué à canaliser et enfermer ce mouvement insurrectionnel dans les limites de l'ordre bourgeois et à redonner de la vigueur à une des mamelles du politicisme qu'est le républicanisme.

Celui-ci est la croyance que la proclamation de la République garantirait un changement vers un monde meilleur. Depuis 1789 en France, quasi toutes les émeutes, les luttes, les insur-

³⁵ Jeloubovskaïa, *La chute du second Empire...* Voir aussi l'*Enquête parlementaire sur les actes du gouvernement de la défense nationale*.

rections... ont été faites au nom de « la République ». Le 4 septembre, le prolétariat retombe dans le piège républicain.

Pourtant celle-ci était fort bien définie par Gambetta de la manière suivante :

*« La forme républicaine permet seule une harmonique conciliation entre les justes aspirations des travailleurs et le respect des droits sacrés de la propriété. »*³⁶

Le seul hic dans l'histoire est que le « respect des droits sacrés de la propriété » signifie toujours plus d'exploitation par le travail, plus de guerre, plus de misère. Cet idéal républicain (Parlement, élections...) se prolongera tout au long du 20^{ème} siècle et agit encore aujourd'hui comme une chape de plomb idéologique, terrorisante et paralysante.³⁷

Le politicisme se traduit par la tragique indécision des insurgés s'en remettant à des « représentants du peuple » quant à la poursuite de leur action. En dénaturant eux-mêmes ce qu'ils entreprenaient: saboter une assemblée parlementaire, les prolétaires sont encore victimes de cette fiction représentative, électoraliste, respectueuse du principe parlementaire. Le mythe d'une représentation « plus juste » a encore frappé. Le prolétariat va déposer sa tête sur le billot en se faisant gouverner par des républicains du calibre de Trochu qui claironnait fin août :

« Tout ce que je pourrai faire pour éviter une révolution, je le ferai. »

Les militants à la pointe de la lutte, eux-mêmes happés par cette dérive politiciste joueront la farce du cocu historique, déposant aux pieds de nos ennemis la victoire que le prolétariat avait conquise dans la rue, les armes à la main !

Le manque de rupture avec le démocratisme va se retrouver dans chacune de ses poussées jusqu'en mai 1871.



Au moment où ces faits se déroulent à Paris, il est important de noter que la force du prolétariat s'exprime aussi en province (Lyon, Marseille, Grenoble) :

*« Il y eut à l'automne 1870, une première vague révolutionnaire où Paris n'a pas joué le premier rôle. La Commune a eu un début d'existence en province, à Marseille et Lyon notamment, en septembre. On a vu s'esquisser dans le Midi et le Sud-ouest des ligues qui réunissent déjà les caractéristiques essentielles de ce que sera la Commune de Paris. Si la guerre est alors au premier plan de leurs préoccupations, il s'agit d'une guerre révolutionnaire. »*³⁸

Ce qui est tragique, c'est qu'à ce moment, il n'y a pas eu d'effort de coordination, centralisation entre ces différents foyers révolutionnaires. Chacun est resté enfermé dans ses limites géographiques, renforçant ainsi les faiblesses du mouvement, en particulier le chauvinisme, surtout fort à Paris, qui étouffera momentanément ce mouvement insurrectionnel, le détournant et de falsifiant ses racines profondes, comme nous allons le voir dans la suite du texte.

³⁶ Lettre du 20 août 1870.

³⁷ Suite à la défaite et à la répression de la Commune de Paris, et pour en avoir expérimenté les coups, de nombreux militants commencèrent à dénoncer le contenu bourgeois de la République : « *La République proclamée, la liberté s'appelle Thiers ou Mac-Mahon, la justice Dufaure, ou Martel, ou de Broglie. Le despote est parti. – le despotisme est resté. Il n'y a plus la Monarchie, il y a la République, et pourtant rien n'a changé. C'est que le despotisme politique n'est que la forme extérieure de l'esclavage économique. Il en naît, – et il l'engendre.* » Cette citation est extraite du livre d'Arthur Arnould, *L'Etat et la révolution. 1877.*

³⁸ Arthur Lehning, article paru dans *International review of social history*, volume XVII.

2.3 Du 4 septembre au 31 octobre 1870

Nous voyons que la bourgeoisie reprend l'initiative. La proclamation de la République est un coup d'arrêt à la dynamique insurrectionnelle du prolétariat. La contradiction: ou prolétariat ou peuple français, ne peut trouver sa solution que dans la révolution ou dans la victoire de la France. Il faudra beaucoup de morts et de souffrances pour qu'enfin le pôle révolutionnaire se dégage avec plus de force et de netteté du marais populiste, nationaliste que la bourgeoisie entretient toujours pour mieux nous y noyer.

Ce coup d'arrêt au mouvement qu'a permis la proclamation de la République durera environ deux mois, jusqu'à ce que les privations et la terreur poussent le prolétariat à dépasser partiellement ses illusions républicaines. Mais le poison initial, le nationalisme qui « *est sans doute le sentiment le plus puissant que le capitalisme puisse éveiller et dresser contre la révolution* »³⁹ persistera, lui, jusqu'en mai 1871.

Le problème, en septembre-octobre 1870, pour la République est le suivant: comment conserver/reconstituer une armée capable de tirer sur les « rouges », sur la « canaille ». Le chef de l'armée française, Bazaine, négocie secrètement avec Bismarck la reddition de l'armée du Rhin, encerclée à Metz... « *pour faire exécuter aux troupes une volte-face, substituant à la défense du territoire la protection de l'ordre social.* »⁴⁰ La fraction de gauche de la République, sous l'impulsion de Gambetta, va, dans le même souci de lutte contre la révolution, organiser la « *guerre à outrance* », se faisant l'écho d'un grand nombre de prolétaires, prisonniers de la vermine idéologique patriotique.

Ainsi la bourgeoisie arrive à imposer une fracture apparente à la société : d'un côté une fraction veut une victoire prussienne pour écraser les « rouges » ; de l'autre, les « vrais patriotes » veulent une « guerre à outrance » pour imposer un régime républicain.

Le piège nationaliste n'est pas mort, il reprend même vigueur avec ce nouveau gouvernement dit justement de Défense Nationale, auréolé cette fois-ci du qualificatif magique de républicain. Le nationalisme s'exprimera aussi bientôt dans une de ses multiples variantes: la « trahison » du gouvernement de la Défense Nationale. Cette « trahison », que nous mettons entre guillemets parce que nous savons qu'elle n'est que fidélité au programme bourgeois de destruction du prolétariat, s'exprimera par l'envoi massif de prolétaires au front dans des conditions telles que l'issue des combats ne fait pas de doute: la défaite de l'armée et le massacre des prolétaires. La bourgeoisie ne se trompera pas et enverra aux avant-postes dans un premier temps les ouvriers les plus combattifs, comme elle a pu le faire en septembre 1792 pour vider Paris de ses éléments révolutionnaires, afin de lutter contre la réaction monarchiste, ou encore comme elle le fera en 1936, en Espagne, avec le front d'Aragon pour vider Barcelone du prolétariat insurgé ? Quelle fidélité programmatique dans la contre-révolution entre l'Empire et la République, au-delà de leurs rivalités : faire tuer un maximum de prolétaires pour étouffer le mouvement de révolte ! Mais à ce « jeu » dangereux auquel elle est contrainte, la bourgeoisie risque de perdre des points. La transformation du prolétariat en peuple français ne se fera pas complètement: l'armée allemande qui est aussi l'ennemi de la révolution, sera de plus en plus assimilée au gouvernement de la Défense Nationale.

À partir du 4 septembre, la folie nationaliste s'empare du prolétariat : « *la chute de l'Empire transforme le sens de la guerre : hier, la Prusse avait devant elle une armée ; aujourd'hui, elle*

³⁹ Anton Pannekoek, *Au sujet du parti communiste*.

⁴⁰ Henri Guillemin, *Cette curieuse guerre de 1870*. 1956.

a devant elle un peuple »⁴¹ et ce, à un point tel, que les différents groupes prolétariens rompent avec deux points fondamentaux du programme révolutionnaire: indépendance de classe et internationalisme. Ces groupes se retrouvent sur le même terrain a-classiste que les forces d'encadrement bourgeoises qui tentent de désigner les Allemands comme les seuls ennemis. Contre cela, le mouvement de la révolution définira inexorablement (avec la misère comme aiguillon) ses réels ennemis – républicains, monarchistes... français ou allemands.

Pratique nationaliste, chauvine des différents groupes et militants prolétariens

Blanqui, dans son nouvel organe *La Patrie en danger* (tout un programme !) qui paraîtra du 7 septembre au 8 décembre 1870, contribue à imposer (malgré une résistance de certains militants) dans le prolétariat la terrible confusion entre lutte sociale et lutte nationale :

« Il n'y a plus de Partis ni de nuances en présence de l'ennemi ; le gouvernement du 4 septembre représente la pensée républicaine et la pensée nationale. »

Le délire patriotique écrase chez Blanqui ses réflexes de classe, dissout les perspectives socialistes qu'il s'était fixées et le mène au racisme le plus plat :

« ... sur cette terre où se débat la question du progrès ou de l'immobilisme, de la dignité ou de la servilité humaine, de la race latine ou de la race germanique. »

Il est indéniable que la pratique de Blanqui et des militants blanquistes en septembre 1870 a fortement contribué à affaiblir et désorganiser le prolétariat. Se voulant les continuateurs des révolutionnaires du siècle précédent qu'ils identifient malheureusement aux hébertistes,⁴² les militants blanquistes n'ont, comme ceux-là, pas compris la fonction contre-révolutionnaire du patriotisme. Une de leurs limites, et pas des moindres, a consisté à enfermer la lutte dans le cadre national, imposé par l'ordre capitaliste, à rarement tenter de placer le débat sur le plan international. Une autre citation de la *Patrie en danger* (de septembre 1870) illustre la position des blanquistes :

« N'oubliez pas que demain on va combattre, non pour un gouvernement, pour des idées de caste ou de parti, non pas même pour l'honneur, les principes, les idées, mais pour ce qui est la vie, la respiration de tous, pour ce qui constitue l'être humain dans sa plus noble manifestation, pour la patrie. »

Quant à l'AIT, par la voix du Conseil Fédéral Parisien, elle soutient de fait le gouvernement de la Défense Nationale. Les fédérations françaises de l'AIT demandent à Gambetta d'organiser la défense; les branches étrangères approuvent. Le chauvinisme⁴³, (justifié pour cause de crédibilité auprès du peuple et prélude au populisme qui sévira jusqu'en mai 1871), de la fédération parisienne s'exprime déjà à cette époque :

« La France républicaine t'invite, au nom de la justice, à retirer tes armées... Par la voix de 38 millions d'êtres, animés du même sentiment patriotique et révolutionnaire... »

⁴¹ Michelle Perrot, *Les ouvriers en grève*.

⁴² Le courant hébertiste des années 1793-95 est une force contre-révolutionnaire cherchant à placer la lutte du prolétariat sur le terrain de la réforme. Daniel Guérin, dans son ouvrage *Bourgeois et Bras-nus*, analyse bien la pratique de cette fraction bourgeoise qui détourne la haine de classe vers la seule et inoffensive déchristianisation tout en envoyant les prolétaires les plus combattifs, dont les *Enragés*, à la guillotine. En ce qui concerne les *Enragés*, on peut lire le livre de Claude Gillon, *Deux Enragés de la révolution*.

⁴³ Commentaire de J. Rougerie (1972) dans 1871 – Jalons pour une histoire de la Commune de Paris : « Même le militant de l'AIT est en 1870-71 d'abord un 'patriote'. »

Ce sont principalement les militants de l'AIT et des chambres syndicales qui seront à l'origine de la création de 20 comités républicains de vigilance et de défense. Cette première réunion, tenue le 5 septembre au soir, décide à l'unanimité que « *ces comités se mettront à la disposition du gouvernement provisoire, pour exécuter les mesures d'ordre, et lui prêteront leur concours le plus dévoué pour la défense de la capitale* »⁴⁴. Une telle pratique nationaliste, malgré les bonnes intentions des protagonistes qui voulaient aussi faire entendre la voix des revendications ouvrières, ne peut que mener à la négation de la lutte du prolétariat contre l'Etat. Toute leur énergie militante se consacre entièrement à la défense de ces comités au détriment de la réorganisation des sections de l'AIT.

Pour le Conseil Général de Londres, le soutien, critique certes, à la République s'impose. Marx écrit dans la seconde adresse du Conseil Général de l'AIT (écrite entre le 6 et le 9 septembre) :

« Toute tentative de renverser le nouveau gouvernement, quand l'ennemi frappe presque aux portes de Paris, serait une folie désespérée. Les ouvriers français doivent remplir leur devoir de citoyens ; mais en même temps ils ne doivent pas se laisser entraîner par les souvenirs nationaux du Premier Empire (...). Que calmement et résolument, ils profitent de la liberté républicaine pour procéder méthodiquement à leur propre organisation de classe. »

Auguste Serrailier, envoyé du Conseil Général de Londres, déclare à la séance du 16 septembre du Comité de Vigilance :

*« C'est incroyable de penser que des gens peuvent pendant six ans être Internationaux, abolir les frontières, ne plus connaître des étrangers et en arriver au point où ils en sont pour conserver une popularité factice et dont tôt ou tard ils seront les victimes (...). Mais comme moi, ils savent qu'ils trompent le peuple en le flattant, ils sentent qu'ils creusent un abîme sous eux, je dis plus, ils ont peur de s'avouer franchement International, et comme cela est bête, il s'ensuit qu'ils ne peuvent rien trouver de mieux que de parodier la révolution de 1793 ! »*⁴⁵

Il est tragique de constater que tous ces militants ont contribué à briser l'élan insurrectionnel du 3 septembre étant incapables de comprendre la force prolétarienne et révolutionnaire de celui-ci. Comme nous l'avons dit plus haut, il est important de rappeler que toute la charge explosive du prolétariat est d'abord expression de sa haine viscérale de la bourgeoisie et de sa guerre. Le poison nationaliste vient dans un premier temps supplanter cette réaction de classe et faire que le prolétariat se retrouve à lutter aux flancs de la bourgeoisie. Par la suite celui-ci sera amené à rompre et à lutter plus clairement sur son terrain de classe. Mais pour cela il lui faut encore faire l'expérience cruelle de son alliance avec la bourgeoisie.

A partir du mois d'octobre 1870

Le siège de Paris amenant la pénurie en tout, le mépris affiché par le gouvernement de leurs conditions de vie, pousseront les prolétaires à rompre avec cette union nationale. Au sein des Comités de vigilance qui au départ s'organisent pour une meilleure défense patriotique, une expression de classe va peu à peu s'affirmer, principalement dans les quartiers prolétaires comme Belleville, Montmartre, la Villette qui ont déjà une longue tradition de lutte. Sans aller

⁴⁴ Jean Dautry et Lucien Scheler, *Le Comité central républicain des vingt arrondissements de Paris*.

⁴⁵ Cité par Marx dans une lettre à César de Paepe, datée 14 septembre 1870. Comme on le voit A. Serrailier n'était pas à une contradiction près, puisqu'il était délégué par le Conseil Général pour contrer toute tentative de soulèvement.

jusqu'à une démarcation franche et nette d'avec le nationalisme, ils seront amenés à prendre des distances avec le Comité central Républicain (qui coordonne l'activité des comités de vigilance) qui, lui, s'enferme dans la défense de la patrie.

Au lendemain du 4 septembre, les prolétaires descendront plusieurs fois de leurs quartiers pour exiger du gouvernement une meilleure défense de la patrie et à chaque fois ils seront déboutés. Ainsi les 15 septembre et 8 octobre, les Comités critiqueront, par voie d'affiches, les indécisions du gouvernement de la Défense Nationale. C'est d'ailleurs le 8 octobre, à la manifestation organisée par le Comité central Républicain, qu'est revendiquée pour la première fois et ouvertement, la Commune.

A partir du mois d'octobre, le prolétariat commence à sortir de sa léthargie :

★ Traversé de contradictions, il est amené à lutter contre tout ce que la société bourgeoise lui a enseigné en reprenant toutefois à son compte cette « éducation ». Il en va comme nous l'avons vu du nationalisme, du politicisme, du parlementarisme, pièges bourgeois où la force du prolétariat s'engloutit momentanément. Mais la situation de répression, de misère, de faim et de froid qui arrive avec l'hiver pousse le prolétariat à aller de l'avant.

★ C'est à travers un foisonnement d'organisations, de lieux de rencontres que la force prolétarienne va poindre son nez. Tant la situation est explosive, tant les faits s'enchaînent rapidement, non seulement les Comités de vigilance se radicalisent mais encore, éclosent toute une série d'organisations comme les Clubs, qui tendent à se démarquer du soutien, même critique, au gouvernement provisoire.

Si les Comités de vigilance sont assez connus, l'existence des clubs prolétaires l'est moins. Ces clubs surgissent dans le droit fil des réunions publiques autorisées depuis 1868. Dans ces différents clubs, comme le *Club démocratique des Batignolles*, le *Club de la Révolution démocratique et sociale*, le *Club des Montagnards*, etc. les prolétaires débattent tous les problèmes inhérents au processus révolutionnaire. On y dénonçait en particulier les spéculateurs des vivres de première nécessité, le Mont-de-Piété, « l'immobilisme » du gouvernement de la défense nationale. Y était maintes fois avancée la nécessité de la *Commune*. Ces clubs se radicaliseront parallèlement aux Comités de vigilance, de nombreux prolétaires combattifs s'y retrouveront, apporteront leurs griefs, leurs rancœurs, leurs haines. Ce sera dans les clubs que la contestation se perpétuera, au fil des différents gouvernements !

★ Plusieurs fois au cours de ce mois, des bataillons de Gardes nationaux venant des quartiers rouges et emmenés par Flourens, Sapia, Duval se dirigent vers l'Hôtel de Ville pour exiger toute une série de revendications, comme des sorties massives contre l'armée allemande, des chassepots, des élections municipales, la réquisition et le rationnement des subsistances. À chaque fois, le gouvernement éconduit les délégations avec morgue et mépris. Dans ces conditions il n'est pas étonnant que l'idée d'un coup de force mûrisse.

★ Le 27 octobre, l'armée française capitule à Metz. Des bruits de capitulation courent. La nouvelle n'est connue que le 31 à Paris.

★ Le 31 octobre, le coup de force se concrétise.

Ce jour, une foule de prolétaires, des régiments de la Garde Nationale gagnés à la révolution avec à leur tête des militants blanquistes, ainsi que des francs-tireurs dont les fameux *Tirailleurs de Belleville* dirigés par Flourens, prennent d'assaut l'Hôtel de Ville. Le gouvernement est tenu prisonnier. Mais ce coup de force s'effondre aussitôt. Les militants qui depuis des semaines tentaient d'organiser la montée en force du mouvement font preuve d'une inconséquence terrifiante. Une fois maîtres de la place, les voilà qui tergiversent, libèrent les ministres et leur font

promettre de démissionner et de céder la place à une *Commune* librement élue, sans se rendre compte que pendant ce temps les forces de la contre-révolution se réorganisent et les encerclent. Pendant que révolutionnaires et républicains de gauche ergotent, les mobiles bretons (troupes d'élite) prennent place, les tiennent en joue et les jettent en prison.

Le gouvernement de la Défense Nationale consolide l'enterrement de ce sursaut prolétarien en organisant un plébiscite⁴⁶ le 3 novembre duquel une majorité de « Oui » sortira en sa faveur. Dans la foulée, il organise des élections municipales les 5 et 7 novembre qui, malgré une promesse d'amnistie, sont assorties de nouvelles arrestations. Ainsi la bourgeoisie promeut le parlementarisme. Le tragique de l'histoire est que l'ensemble des militants révolutionnaires participent à tout ce cirque électoral, renforçant l'illusion que la lutte devrait se dérouler sur le plan du droit, alors que c'est sur le terrain de la force qu'il faut s'organiser. Pourtant lors de ces élections qui globalement, ont signifié un soutien massif au gouvernement de la Défense Nationale, les prolétaires des quartiers « rouges » se sont abstenus en masse⁴⁷ alors que les militants de l'AIT et les blanquistes se sont tous présentés (du moins à notre connaissance), cautionnant de fait une pratique qui déforce le prolétariat. Ces militants n'en sont pas encore à avoir une pratique d'opposition totale à tout gouvernement bourgeois, quel que soit le masque emprunté; ils contribuent ainsi à répandre le poison de la mystification démocratique.

À partir du 31 octobre, la partie de bras de fer entre le gouvernement de la Défense Nationale et les prolétaires va s'intensifier et se clarifier. Encore une fois la bourgeoisie sera contrainte d'opposer une parade à la mesure de la pression prolétarienne. La bourgeoisie, via ses représentants les plus extrémistes, va intensifier sa propagande pour une « *meilleure défense nationale* ». Mais la nouvelle fraction bourgeoise née du 4 septembre a montré son vrai visage : pour un nombre grandissant de prolétaires, elle n'est plus crédible. L'antagonisme de classe apparaît plus clairement. Les brumes qui obscurcissent la conscience du prolétariat, l'empêchant de saisir au plus profond de son être cette opposition fondamentale tendent à se dissiper. Après l'échec du 31 octobre, un processus de radicalisation, d'autonomisation commence à se concrétiser, à s'affirmer ici et là dans diverses expressions concrètes.

Ces ruptures ne se font pas sans mal. Tout le poids de l'idéologie bourgeoise, que ce soit à travers le patriotisme, le républicanisme, les grands souvenirs de la *Révolution française*, pèse « *d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants.* »⁴⁸ Ce n'est pas pour autant que ces faiblesses dominant sans partage. Des brèches dans ce bloc contre-révolutionnaire apparaissent et, sous les coups du prolétariat qui cherche à affirmer ses besoins de vie, elles s'élargissent.

Il en est ainsi de cette période lorsque le mot d'ordre « *Vive la Commune* » se fait entendre de plus en plus fort. Ce cri que le prolétariat lance aux bourgeois et qui les effraie tant par ses réminiscences du mouvement de lutte prolétarien de 1789 à 1797, par ses relents d'émeutes et de vengeance, ce cri lancé par les « *partageux* », par ceux que la propriété commune des moyens de vie n'effraie pas, ceux qui tendent donc au communisme... ce même cri concentrera aussi la mort du mouvement par l'idéologie communaliste que les politiciens proudhoniens, républicains et autres démocrates, s'évertueront à promouvoir, d'autant plus facilement qu'elle a comme base historique 1793 où le manque de clairvoyance du prolétariat l'a jeté sur les champs de bataille d'une guerre patriotique contre ses intérêts de classe.

⁴⁶ La question posée était : « *la population maintient-elle, oui ou non, les pouvoirs du Gouvernement de la Défense nationale ?* »

⁴⁷ Il y eut 321.000 « oui », 84.000 « non » et... 200.000 abstentions.

⁴⁸ Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. 1852.

Toute la tragédie du détournement de notre lutte est comprise dans cette contradiction. Les politiciens salivaient déjà sur l'entité administrative de base qu'ils comptaient gérer, tandis que les prolétaires hurlaient leur volonté d'en finir avec la misère. Cette dénaturation du mot d'ordre communiste : « *vive la Commune !* » par les réformistes peut être résumée en : « *vive le communalisme !* », c'est-à-dire vive le socialisme dans une seule ville, le fédéralisme, la gestion de petites unités de capital, l'exploitation du prolétariat soumis, noyé dans le peuple...

2.4 Du 31 octobre 1870 au 22 janvier 1871

Après le 31 octobre, jusqu'à la fin du mois de décembre, le mouvement révolutionnaire et ses avant-gardes subissent la répression et se replient. L'usure de la fraction républicaine n'est pas consommée. Le prolétariat est encore largement dominé par la force du nationalisme et ne s'oppose pas radicalement au gouvernement de la défense nationale.

Contrairement au prolétariat qui, en réclamant la défense de Paris, ne sait plus qui est son ennemi, l'objectif de la République est clair: le massacre des prolétaires par la guerre, le confinement des militants révolutionnaires à Paris, placés sous haute surveillance, et la politique d'affaiblissement du gouvernement de Thiers, comme le souligne Marx :

« Trochu considérait comme bien plus important de maintenir à Paris les Rouges sous le boisseau, à l'aide de ses gardes du corps bretons (qui lui rendaient les mêmes services que les Corses à Louis Bonaparte) que de battre les Prussiens. Tel est le secret véritable des défaites subies tant à Paris qu'en France, partout où la bourgeoisie, d'accord avec la majorité des autorités locales, a appliqué le même principe. »⁴⁹

Paris était quasiment encerclé par l'armée allemande. Prétendant briser cet encerclement, le gouvernement de la Défense Nationale organise le massacre comme suit :

★ La sortie de Champigny (28/11-2/12) est arrêtée en pleine offensive. Le général Ducrot sollicite une trêve d'armes de 24 heures « *pour ramasser les morts* ». L'armée allemande en profite pour se renforcer (+ 30 000 hommes). Puis le froid s'y met (-10 C°). Alors que les soldats de l'armée française n'ont ni tentes, ni couvertures, ils passent 24 heures ainsi. Plusieurs meurent de froid! L'armée allemande attaque : c'est la débâcle, c'est la tuerie.

★ La sortie de Stains (21/12) fut menée mollement, sans plan, et s'effectua après que les troupes se fussent déployées, en plein jour, pendant deux jours. Au moment où Ducrot lance les troupes, l'artillerie, qui devait épauler les attaques, cesse tout à coup de tirer. C'est la boucherie.

★ Le 19 janvier, la sortie de Buzenval sera perçue de façon criante par les prolétaires comme l'envoi organisé à la mort. Le commandement engage deux fois plus d'hommes qu'il n'en faudrait: 90.000 hommes sur un front de 6 km. De plus, il n'y a pas d'officiers pour guider les colonnes, aucune artillerie... Selon Ducrot⁵⁰ : « *L'opinion publique ne sera contente que lorsqu'il y aura 10.000 gardes nationaux par terre.* » Il y aura 3.000 morts et blessés. Ceux qui reviennent, exaspérés, crient « *vive la paix !* », ce qui, dans ce contexte, signifie « *à bas la guerre !* » Ces prolétaires sont mûrs pour la révolte !

La citation suivante⁵¹ illustre clairement la position de la bourgeoisie :

⁴⁹ Marx dans sa lettre du 4.12.1870 à Kugelmann.

⁵⁰ *Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars*, T.3.

⁵¹ Comte d'Hérisson, *Journal d'un officier d'ordonnance*.

« Peu à peu, entraînait dans l'esprit des chefs cette pensée cruelle et cependant logique que ce monde turbulent (la garde) ne se tiendrait tranquille que lorsqu'il se serait fait un peu tuer, et que, pour guérir Paris de sa fièvre, il fallait lui soustraire quelques pintes de sang... »

Les prolétaires meurent en masse à cause de ces sorties criminelles non seulement pris entre deux feux mais aussi et principalement de froid, de maladies (pneumonie, bronchite, petite vérole, typhoïde, etc.) et... de faim ! Il s'agissait en effet, de façon systématique, d'affamer les prolétaires par des rationnements et des réquisitions. De nombreux militants l'ont dénoncé. Arthur Arnould témoigne⁵² :

« Après le 18 mars... on trouva des quantités énormes de farine, de froment, pommes de terre, riz, salaisons, etc., de quoi nourrir toute la population parisienne... Ces approvisionnements, malgré l'incurie du gouvernement de la Défense Nationale, qui en avait laissé pourrir une grande partie, suffirent, et au-delà, à l'entretien de la Garde Nationale fédérée, pendant les deux mois que dura la Commune. »

Flourens enfonce le clou⁵³ :

« D'ailleurs, ce n'est pas pour distribuer au fur et à mesure des besoins, c'est pour emmagasiner et perdre que M. Ferry réquisitionne. Ce qu'il a trouvé de pommes de terre, il le laisse gâter dans ses caves, puis il le jette. Ce qu'il a trouvé de fromages, il le laisse dévorer par les rats. »

Comme dans toutes les guerres bourgeoises, le rationnement et les réquisitions ont pour but de terroriser le prolétariat et de l'affaiblir par d'interminables files d'attente pour avoir du pain, de la viande et du bois. Contrairement à Arnould qui parle d'*incurie*, nous parlons de politique délibérée de la bourgeoisie.

Avec l'apparition de la famine à Paris,⁵⁴ en novembre, le calvaire des prolétaires ne fait que commencer. Il fallait souvent choisir entre se chauffer ou se nourrir... de rats, quand ils n'étaient pas trop chers ! Mais la faim, le froid, l'intensification des combats contre les Prussiens, les bombardements, la méfiance vis-à-vis de ce gouvernement qui montrent de plus en plus crûment que son objectif n'est pas d'organiser la défense de Paris, poussent le prolétariat à reprendre les devants. Son ressaisissement va s'exprimer dans différents niveaux de structuration de son action :

★ Intense agitation révolutionnaire dans la Garde Nationale dont le mouvement de décomposition s'intensifie : le centre de gravité de l'action de nombreux régiments de la Garde Nationale se déplace, passant de l'optique de la lutte prioritaire contre les « *Prussiens de l'extérieur* » à celle de la lutte contre les « *Prussiens de l'intérieur* » pour reprendre la formule de Bakou-

⁵² Arthur Arnould, *Histoire populaire et parlementaire de la Commune de Paris*.

⁵³ Flourens, *Paris livré*.

⁵⁴ « La faim piquait plus dure d'heure en heure. La viande de cheval devenait une délicatesse. On dévorait les chiens, les chats et les rats. Les ménagères, au froid par 17 degrés, ou dans la boue du dégel, qu'étaient des heures entières une ration de naufragés. Pour pain, un mortier noir qui tordait les entrailles. Les petits mouraient sur le sein épuisé. » Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*. Maurice Choury dans son *Paris livré* écrit : « On s'y nourrit de tripes de cheval et de brisures de riz. Le chat a disparu. Il cotait 5 francs pièce aux Halles le 10 novembre et 12 francs le 8 janvier. On s'approvisionne de rats au marché aux rongeurs de l'Hôtel de Ville, tant que les prix restent abordables (30 à 35 centimes pièce le 9 novembre). Au jour d e l'an, le corbeau atteint deux francs cinquante ! »

nine,⁵⁵ devançant ce que d'autres révolutionnaires formulèrent plus clairement quelques décennies plus tard: « *l'ennemi est dans 'ton' pays, c'est 'ta' propre bourgeoisie* ». Ce qui ne veut pas dire pour autant que le poison nationaliste disparaisse mais le questionnement se fait plus radical.

- ★ Création de bataillons de francs-tireurs au sein desquels la question sociale prend de plus en plus de place au détriment de la question nationale.

- ★ Attaques de quelques armureries, courant janvier.

Au sein des clubs révolutionnaires, les préoccupations évoluent ainsi :

- ★ Courant septembre et octobre : demandes confuses de destitution du gouvernement de la défense nationale et d'ajournement des élections.

- ★ En novembre : incessantes récriminations contre la cherté de la vie et le rationnement; dénonciation des accapareurs.

- ★ Courant décembre : tendance de plus en plus nette à faire des réunions secrètes; dénonciation de l'affaiblissement du prolétariat et du massacre des Gardes Nationaux ; exigence de la gratuité des loyers.

- ★ Fin décembre au club Blanqui : (après des cas de morts de froid et de faim) justification des vols de bois de chauffe et des pillages de nourriture.

- ★ À partir de début janvier : plutôt que de réclamer la résistance contre l'armée allemande, les prolétaires réclament la *Commune*... ils voient de plus en plus que l'ennemi est dans leur propre pays; dénonciation violente des agioteurs, accapareurs, profiteurs de la guerre, de ceux qui veulent « *trahir* » (c'est-à-dire capituler) après s'être enrichis :

« *Aussi longtemps qu'ils avaient des denrées à vendre 10 fois le prix qu'elles leur avaient coûté, ils étaient pour 'la résistance à outrance'; maintenant ceux qui ont tout vendu et à qui il ne reste plus de profit à faire commencent à parler de capitulation.* »⁵⁶

Quant à l'activité au sein des Comités de Vigilance⁵⁷ on remarque l'évolution suivante :

- ★ Activité intense en automne, foyers de discussions, récriminations contre le gouvernement de la misère et organisation parallèle, de plus en plus tournée vers la lutte.

- ★ C'est au sein de ces comités, du Comité central, désertés depuis la fin du mois de novembre par les militants de l'AIT, que les blanquistes vont agir, sous couvert de la Ligue de Défense, organisation armée à demi-secrète, vigoureuse en particulier dans les 13^{ème}, 14^{ème}, et 20^{ème} arrondissements. Désormais l'heure est à l'organisation d'une conspiration pour imposer la *Commune*.

A Paris, le chômage est total. Des bruits d'armistice courent de nouveau.

Nous allons nous arrêter un moment sur une tentative conspiratrice/insurrectionnelle très souvent passée sous silence, si ce n'est pas niée. Pourtant celle-ci est essentielle dans ce proces-

⁵⁵ Bakounine écrit, dans sa *Lettre à un Français* d'août 1870 : « *Avant de marcher contre l'ennemi, il faut le détruire, le paralyser derrière soi (...) Il faut mettre à bas les Prussiens de l'intérieur pour pouvoir marcher ensuite avec confiance contre les Prussiens de l'extérieur.* »

⁵⁶ G. de Molinari, *Les Clubs Rouges pendant le siège de Paris* (mars 1871), complément des articles de Molinari, chroniqueur au très libéral *Journal des débats*, parus entre septembre 1870 et février 1871.

⁵⁷ M. Cordillot, *Varlin, chronique d'un espoir assassiné*. 1991.

sus de rupture et cette volonté militante d'imposer une autre direction. Nous connaissons l'affiche rouge du 6 janvier 1871 écrite par Vallès, Rigault, Tridon... au nom des Comités de Vigilance et placardée dans tout Paris, qui appelle à la destitution de la « *bande à Judas* » (c'est ainsi que, dans les faubourgs, on appelle le gouvernement).

L'affiche rouge du 6 janvier 1871

AU PEUPLE DE PARIS

Les délégués des Vingt arrondissements de Paris.

Le gouvernement qui, le 4 septembre, s'est chargé de la défense nationale a-t-il rempli sa mission ? – Non !

Nous sommes 500.000 combattants et 200.000 Prussiens nous étreignent ! A qui la responsabilité, sinon à ceux qui nous gouvernent ? Ils n'ont pensé qu'à négocier au lieu de fondre des canons et de fabriquer des armes.

Ils se sont refusés à la levée en masse.

Ils ont laissé en place les bonapartistes et mis en prison les républicains.

Ils ne se sont décidés à agir enfin contre les Prussiens qu'après deux mois, au lendemain du 31 octobre. Par leur lenteur, leur indécision, leur inertie, ils nous ont conduits jusqu'au bord de l'abîme : ils n'ont su ni administrer, ni combattre, alors qu'ils avaient sous la main toutes les ressources, les denrées et les hommes ;

Ils n'ont pas su comprendre que, dans une ville assiégée, tout ce qui soutient la lutte pour sauver la patrie possède un droit égal à recevoir d'elle la subsistance ; ils n'ont rien su prévoir : là où pouvait exister l'abondance, ils ont fait la misère ; on meurt de froid, déjà presque de faim : les femmes souffrent, les enfants languissent et succombent. La direction militaire est plus déplorable encore : sorties sans but ; luttes meurtrières sans résultats ; insuccès répétés, qui pouvaient décourager les plus braves ; Paris bombardé. Le gouvernement a donné sa mesure ; il nous tue. Le salut de Paris exige une décision rapide. Le gouvernement ne répond que par la menace aux reproches de l'opinion. Il déclare qu'il maintiendra l'ORDRE, comme Bonaparte avant Sedan.

Si les hommes de l'Hôtel de ville ont encore quelque patriotisme, leur devoir est de se retirer, de laisser le peuple de Paris prendre lui-même le soin de sa délivrance. La municipalité ou la Commune, de quelque nom qu'on l'appelle, est l'unique salut du peuple, son seul recours contre la mort.

Toute adjonction ou immixtion au pouvoir actuel ne serait qu'un replâtrage, perpétuant les mêmes errements, les mêmes désastres. Or, la perpétuation de ce régime, c'est la capitulation, et Metz et Rouen nous apprennent que la capitulation n'est pas seulement encore et toujours la famine, mais la ruine de tous, la ruine et la honte. C'est l'armée et la Garde Nationale transportées prisonnières en Allemagne, et défilant dans les villes sous les insultes de l'étranger ; le commerce détruit, l'industrie morte, les contributions de guerre écrasant Paris : voilà ce que nous prépare l'impéritie ou la trahison.

Le Grand Peuple de 89, qui détruit les Bastilles et renverse les trônes, attendra-t-il, dans un désespoir inerte, que le froid et la famine aient glacé dans son cœur, dont l'ennemi compte les battements, sa dernière goutte de sang ? – Non !

La population de Paris ne voudra jamais accepter ses misères et cette honte. Elle sait qu'il en est temps encore, que des mesures décisives permettront aux travailleurs de vivre, à tous de combattre.

REQUISITIONNEMENT GÉNÉRAL – RATIONNEMENT GRATUIT – ATTAQUE EN MASSE

La politique, la stratégie, l'administration du 4 septembre, continués de l'Empire, sont jugées.

PLACE AU PEUPLE ! PLACE A LA COMMUNE !

Les délégués des Vingt Arrondissements de Paris.

Or cette affiche n'est que le reliquat d'une action d'une autre envergure ! Les mots d'ordre « *Place au Peuple : Place à la Commune* » que nous pouvons lire à la fin de cette affiche sont à prendre au pied de la lettre. Ce n'était pas une intention vague, une perspective lointaine, l'affiche devait tout simplement annoncer la prise du pouvoir par la Délégation communale des vingt arrondissements. L'objectif du Comité central ou plutôt de ses militants les plus énergiques, est « *d'installer révolutionnairement la commune révolutionnaire* ». Nous trouvons dans le compte rendu de la séance du 30 décembre du Comité central⁵⁸ :

« Le président (un militant blanquiste) déclare qu'il n'y a plus à discuter ce qui s'est fait la veille, que la Commune est constituée et qu'il faut s'entendre sur les mesures à prendre afin qu'elle exerce la mission dont elle se charge révolutionnairement. Il propose la constitution d'un comité d'exécution, composé d'un petit nombre de membres résolus. Des délégués du 11^{ème} et du 18^{ème} arrondissement appuient le comité d'exécution, soutenant que l'heure est venue d'agir et qu'il ne faut plus perdre une minute. Leurs hommes, prétendent-ils, sont en permanence, avec armes et munitions, les clubs aussi. »

Ce sont les militants blanquistes comme Tridon⁵⁹, Sapia, Ferré, Brideau, Caria, Duval, qui défendent cette nécessité, mais ceux-ci se font berner par de beaux parleurs, comme Chassin, républicain modéré, qui refusa d'assumer la responsabilité d'un coup de force. Dans l'article que nous mentionnons nous pouvons lire :

« L'affiche rouge, bien qu'en somme inutile, a été néanmoins placardée, et on ne saurait à mon avis comprendre sa signification réelle sans faire appel à ce contexte révolutionnaire jusqu'ici ignoré hors duquel, on aurait dû le remarquer, elle apparaît curieusement inattendue, intempestive, juste bonne à provoquer une réaction violente du gouvernement, sans profit aucun pour les révolutionnaires. »

Effectivement ! La répression va s'exercer avec toute sa vigueur et va contraindre les militants les plus radicaux à se planquer, du moins ceux qui ne se sont pas déjà fait arrêter. Dom-

⁵⁸ Jacques Rougerie, *Quelques documents nouveaux pour l'histoire du Comité central des vingt arrondissements*, paru dans la revue *Le Mouvement social*, n°37. A notre connaissance, cet article n'est cité dans aucun livre ou article sur la Commune après la date de parution de cet article (octobre 1961), à part *Paris libre* du même auteur et de façon anecdotique par Jean Ellenstein dans son *Histoire du socialisme*.

⁵⁹ Celui-ci avait écrit dès le 9 octobre 1870 : « *Il y a Commune et Commune, comme il y a fagot et fagot. La Commune révolutionnaire qui a sauvé la France, et, par le 10 août et septembre (1792), fondé la République, ne fut pas un produit d'élection régulière, une émanation bourgeoise d'un troupeau qui se rend à l'urne. Elle sortit d'une convulsion suprême, comme la lave d'un volcan.* »

mage que les militants blanquistes ne soient pas allés jusqu'au bout de leur logique! En tout cas on voit où mène une action arrêtée à mi-chemin.

★ Prenant conscience du danger d'avoir armé des bataillons qui s'engageaient trop ouvertement sur le terrain révolutionnaire, le gouvernement avait emprisonné Flourens et dissous les *Tirailleurs de Belleville*, qui restaient jusque là incontrôlables au début du mois de décembre. Le 21 janvier, Flourens (ainsi que des leaders blanquistes) est libéré de la prison de Mazas par une action de commando organisée par Cipriani (son compagnon de lutte depuis des années) à la tête des *Tirailleurs de Belleville*, reconstitués contre l'avis de dissolution décrété par le gouvernement. Après la mort de Flourens, ce corps-franc sera rebaptisé plus tard les *Vengeurs de Flourens*.

« Dans la nuit du 21 janvier, des gardes nationaux menés par des blanquistes libérèrent les hommes qui avaient été arrêtés après les événements du 31 octobre. »⁶⁰

★ Le 22 janvier, c'est une nouvelle tentative de s'emparer de l'Hôtel de Ville. A côté de la foule qui gronde et hurle : « à bas Trochu », « à mort les traîtres »... des bataillons d'insurgés, commandés par des révolutionnaires comme Rigault, Sapia, Duval, Louise Michel, etc., se positionnent. Gustave Chaudey⁶¹, en tant qu'adjoint du maire de Paris, Jules Ferry, reçoit les délégués des bataillons de la Garde nationale qui exigeaient la Commune. Au même moment, les défenseurs de l'ordre mitraillent et font une trentaine de victimes, dont Sapia.

En se donnant le 22 janvier 1871 comme but la prise de l'Hôtel de Ville, le prolétariat s'offre aux coups de feu faciles des troupes bourgeoises, massées à l'intérieur. Ces assauts répressifs affaibliront momentanément le mouvement révolutionnaire et laisseront le Comité central de la Garde Nationale occuper la place et se poser comme l'organisation centralisant toutes les luttes menées par le prolétariat contre « les Prussiens de l'intérieur ».

Il aura fallu cette nouvelle défaite sanglante pour que deux leçons soient tirées :

★ que l'organisation des actions se doit d'être secrète ;

★ et surtout, suite à la tentative insurrectionnelle du 30 décembre qui a seulement produit l'affiche rouge, que le temps est clairement à la préparation insurrectionnelle plus radicale, sans illusion parlementaire, sans illusion aucune sur la fraction bourgeoise républicaine. Cette fois-ci l'ennemi de l'intérieur est consciemment saisi comme ennemi.

En résumé, nous pouvons voir que le mouvement en général se radicalise, se démarque plus clairement d'avec le gouvernement de la Défense nationale et pousse certains militants à lui donner une direction insurrectionnelle. Dans ce processus, la responsabilité des militants blanquistes dans les actions violentes du prolétariat a évolué depuis la Villette (le 14 août). Soutenus, portés, habités par le mouvement, ils se portent consciemment à la tête de la plupart des expressions d'organisation en force des prolétaires. Ils commandent à des régiments rouges de la Garde nationale, à des bataillons de francs-tireurs. Ils se déterminent franchement pour une confrontation violente avec l'Etat, s'y préparent et l'organisent. Ils sont présents dans la plupart des Clubs, Comités... leur influence dans les faubourgs est grandissante. Ce qui est tragique

⁶⁰ Samuel Bernstein, *Auguste Blanqui*. 1970.

⁶¹ Un des exécuteurs testamentaires de... Proudhon, qui défendit au congrès de l'AIT à Genève en 1865 « l'alliance du prolétariat et de la bourgeoisie ». Lors des élections municipales du 5 novembre 1870, il écrivait dans une affiche *Aux électeurs du 9^{ème} arrondissement* : « Je n'ai pas cessé depuis le 4 septembre, conformément aux principes que j'ai toujours soutenus dans mes écrits, de résister à l'idée de la Commune de Paris (...). J'ai, le 31 octobre, lutté pendant trois heures, dans la salle des maires, contre les envahisseurs de l'Hôtel de Ville. »

dans ce mouvement de rupture, c'est la quasi absence des militants de l'AIT qui sont incapables de voir toute cette évolution et continuent à réorganiser leurs sections, font de la propagande conciliatrice, bien en-deçà de ce qui est en train de fermenter au sein du prolétariat.

2.5 Du 22 janvier au 18 mars 1871

Le 28 janvier l'armistice est signé. Le canon se tait. Officiellement, on désarme. Dans les faits, le prolétariat ne rend pas les armes, il reste sur le pied de guerre. C'est à partir de cette date que l'on peut dire que les tensions entre la bourgeoisie et le prolétariat s'exacerbent. Le prolétariat, sur base des expériences passées, en ressort la conscience aguerrie. Vers la fin du mois de janvier la bourgeoisie frappe sur deux plans: d'un côté, le général Vinoy⁶² ordonne la fermeture des clubs, interdit 17 journaux et, d'un autre côté, après avoir utilisé l'affamement des prolétaires pour les décimer et les terroriser suffisamment pour les soumettre, la bourgeoisie utilisera le retour des vivres pour imposer l'armistice aux prolétaires comme une solution convenable.

*« On leur dit qu'il a fallu céder à cause du manque de vivres ; mais, depuis deux jours, depuis les premières rumeurs d'armistice, les vivres ont réapparu comme par enchantement, car les spéculateurs ne peuvent déjà plus miser sur leur rareté. »*⁶³

Des élections nationales sont organisées pour le 8 février. Paradoxalement, au moment même où le prolétariat se radicalise la grande majorité des militants révolutionnaires se perd dans le parlementarisme, renforçant l'illusion criminelle que le tremplin électoral constitue une voie possible pour lutter contre les bourgeois. Nous assistons au spectacle lamentable de la fédération parisienne de l'AIT se vautrant dans cette campagne électorale au point de se présenter sur une liste partagée avec des éléments ouvertement bourgeois. Il faut noter toutefois qu'une minorité de militants de l'AIT s'est prononcée pour l'abstention, bien que celle-ci fut dictée par *« les dangers d'envoyer à Bordeaux des membres de l'Internationale, pour assister, même en protestant, à la honte d'un traité comme celui que la bourgeoisie nous prépare »*. Il semble toutefois qu'une partie de cette minorité ait abandonné cette position puisqu'étant donné que le sort de *« la République est en jeu, il faut la défendre. L'assemblée (il s'agit de l'assemblée de plusieurs sections –de Grenelle, Vaugirard, les Ternes, Batignolles–) consultée, déclare à une forte majorité que l'Internationale devait prendre part à la lutte électorale »*⁶⁴.

Au cours des mois de février et mars 1871, le prolétariat se radicalise et tend à agir, pour son propre compte. Son mouvement d'autonomisation prend de l'ampleur⁶⁵. Nous avons relevé toute une série de faits importants qui montrent que le prolétariat tend de plus en plus à être offensif, à prendre l'initiative, au lieu de réagir au coup par coup. Ces actions sont menées aussi bien par des militants d'avant-garde, comme les blanquistes, que par des régiments de la Garde Nationale ainsi que par des soldats qui est en pleine déliquescence. De même dans les quartiers comme Belleville, Montmartre, La Villette, les prolétaires manifestent violemment tous les jours, en agressant les flics, les officiers et fraternisent avec les soldats.

⁶² Depuis le 22 janvier, il succède à Trochu comme commandant en chef de l'armée de Paris.

⁶³ Bernard Noël, *Dictionnaire de la Commune*. 1978.

⁶⁴ J. Rougerie, *L'AIT et le mouvement ouvrier pendant les événements de 1870-71*.

⁶⁵ En Allemagne, la guerre avait marqué un coup d'arrêt au mouvement de lutte. La victoire militaire contre la France n'avait nullement profité aux prolétaires dont les conditions de vie s'étaient aggravées: augmentation de l'exploitation, état de siège dans les régions les plus « agitées » socialement, répression lourde de toute lutte, etc. La situation d'agitation sociale de 1869 est à nouveau atteinte dès début 1871, pour culminer en 1872.

★ **Le 24 février.** Ce jour, en commémoration de la révolution de février 1848, d'importantes manifestations regroupent à la fois des bataillons de la Garde Nationale, les gardes mobiles de la Seine et de l'armée régulière qui se mélangent et fraternisent, place de la Bastille.

★ **Le 25 février.** Ces rassemblements prennent de l'importance et dans l'après-midi la garde armée qui intervient pour réprimer se range du côté des manifestants.

★ **Le 26 février.** Un sergent de ville qui a l'impudence de noter le numéro des régiments insoumis de la Garde nationale est jeté à la Seine et noyé séance tenante. Ce même jour, les gardes nationaux s'emparent, malgré la garde des soldats, de 38 canons⁶⁶, place Wagram, et de 300 fusils gare de l'Est. Toutes ces munitions sont disposées par la suite dans des quartiers où les flics ne s'aventurent plus. Le soir, quatre bataillons de l'armée qui devaient occuper la place de la Bastille fraternisent avec les manifestants et se retirent. Le soir et tôt le lendemain, des manifestations s'organisent contre l'éventuelle présence de l'armée allemande. Des milliers de gardes nationaux défilent la nuit, envahissent les quartiers bourgeois. Montmartre est en pleine ébullition.

★ **Le 27 février.** La prison de Ste-Pélagie est attaquée à 4heures du matin pour délivrer des camarades. Trois millions de cartouches sont saisies au Panthéon ainsi que dans d'autres magasins par des gardes nationaux. Ce jour-là la manifestation marche sur la caserne de la Pépinière, près de la gare St-Lazare pour appeler les marins à la rejoindre. Une soixantaine d'hommes rejoint la manifestation.

★ **Le 28 février.** C'est au tour de la gare de l'Est de connaître la visite de gardes nationaux qui prennent des armes et des munitions en quantité. A Belleville, les quatre régiments qui y étaient cantonnés sont obligés de partir: les officiers ne pouvaient plus faire un pas dans la rue sans risquer d'être insultés, agressés et encore moins stopper le mouvement de fraternisation. Concrètement, les quartiers de Belleville et Montmartre sont désertés par l'armée. Ce même jour voit un rassemblement armé de 50.000 gardes nationaux décidés à s'opposer par la force à une éventuelle entrée de l'armée allemande dans Paris, décidée de commun accord par les deux pays belligérants. Par contre, la Commission provisoire de la Fédération de la Garde Nationale, épaulée par le Comité des vingt arrondissements et collaborant avec Vinoy, fit tout pour s'opposer à un éventuel affrontement.

« La Garde nationale, de concert avec l'armée formée en cordon tout autour, veillera à ce que l'ennemi, ainsi isolé sur un sol qui ne sera plus notre ville, ne puisse en aucune façon communiquer avec les parties retranchées de Paris.

Le Comité central engage donc toute la garde nationale à prêter son concours à l'exécution des mesures nécessaires pour arriver à ce but et à éviter toute agression qui serait le renversement immédiat de la République. »⁶⁷

★ **Le 2 mars.** Des canons sont pris sur les remparts du 12^{ème} arrondissement, ainsi que 2.000 fusils à l'hôpital St-Antoine. Les manifestations continuent encore place de la Bastille.

⁶⁶ Nous rappelons que les canons ont été payés par souscription par les ouvriers de Paris et ils ont au départ une valeur de symbole de leur résistance aux Prussiens. Cette souscription n'était qu'un vaste racket, ayant pour but de faire participer les prolétaires au grand cirque d'une société démocratique et solidaire et les visser au char du nationalisme. Mais le prolétariat, sous la pression de la révolution, tend, le 18 mars, à retourner la chose et considère ces armes comme utiles à sa lutte contre l'ennemi... de classe.

⁶⁷ Affiche du Comité central de la Garde nationale apposée sur les murs de Paris le 28 février 1871. *Les Murailles Politiques*, paru en 1875.

★ **Le 3 mars.** De la poudre disparaît dans un bastion des remparts du 12^{ème} arrondissement, ainsi que des armes et des munitions dans le commissariat de police des Gobelins. Il est à noter que Vinoy dira plus tard qu'il avait refusé d'intervenir « *conscient des faiblesses de ses troupes* ». C'est un signe que la bourgeoisie est incapable de réprimer toutes ces actions.

★ **Le 4 mars.** Vingt-neuf obusiers et des munitions pris à la Villette, des canons à la Chapelle, « disparaissent ». Un détachement de la Garde Républicaine, unité d'élite particulièrement haïe par le prolétariat, doit évacuer ses locaux, rue Mouffetard. Dans les jours qui suivent ce type d'action continue. Par exemple, le 4^{ème} secteur (de l'armée commandée par Vinoy), signale que 1.592.637 cartouches sont pillées.

★ **Le 8 mars.** Un secteur insurrectionnel est formé au 9^{ème} secteur (Barrière d'Italie). Duval en est nommé commandant. Celui-ci s'organise indépendamment du Comité central de la Garde nationale, qu'il juge trop modéré.

★ **Le 10 mars.** Deux lois sont votées : l'une exige le paiement des effets de commerce et l'autre celui des loyers dont le moratoire avait été prononcé pendant le siège. Ces décrets se lisent comme une provocation. Des milliers de prolétaires se retrouvent à la rue, incapables de payer leur loyer; des milliers de petits commerçants font faillite et se retrouvent ruinés, sans perspective. Tous ces mécontents rejoignent le courant de révolte qui sourd.

★ L'ensemble de ces faits montrent que le processus insurrectionnel mûrit et prend de l'ampleur.

Nous en venons maintenant à cette histoire de canons qui a fait couler beaucoup d'encre. L'historiographie officielle s'en tient à la version simpliste selon laquelle l'insurrection ouvrière du 18 mars a eu lieu en réponse à une « provocation » versaillaise pour reprendre les canons gardés par la Garde Nationale.

Il faut savoir qu'il y eut des négociations entre le gouvernement et le Comité central de la Garde Nationale pour les reprendre, et que celles-ci furent sur le point d'aboutir. Même le 61^{ème} bataillon de Montmartre -pourtant un des plus combattifs- proposa publiquement de rendre les canons au gouvernement. Mais c'était sans compter sur la réaction du prolétariat. Ainsi...

★ **Le 13 mars.** Jour prévu par l'armée pour récupérer des canons de la butte de Montmartre, des chevaux sont amenés. Mais voilà, des prolétaires en colère s'opposent et empêchent le retrait des pièces. Ce fut un fiasco pour le gouvernement.

★ **Le 16 mars.** La même chose devait se répéter ce jour-là place des Vosges. Des chevaux furent amenés comme prévu, ainsi qu'une escorte armée. Réaction identique, les prolétaires s'y opposent et empêchent le retrait. Le lendemain, les manifestations se poursuivent dans le quartier, des barricades sont dressées! Et ce à la veille du 18 mars !

Il est à noter que, dans les deux cas cités ci-dessus, le Comité central de la Garde Nationale, sur lequel nous reviendrons par la suite, ne joua aucun rôle dans ces réactions contre la reprise des canons, bien au contraire.

Mais avant d'aller plus loin dans le déroulement de ces journées dont celle du 18 mars, il nous faut examiner quelques éléments importants dont :

1. La déliquescence de l'armée.

2. L'analyse de ce que fut le Comité central de la Garde Nationale qui joua un rôle important dans le désarmement idéologique et pratique du prolétariat.

3. La stratégie de la fraction bourgeoise conduite par Thiers.

1. État de l'armée régulière

Revenons un peu en arrière. Cette armée est en pleine décomposition. Nous avons déjà vu que le gouvernement est obligé d'évacuer des casernes entières, que les officiers se font agresser, insulter. Un des principes premiers de toute armée n'est plus respecté: celui de séparer les soldats, en les encasernant, du reste de la population.

« Jamais une troupe ne doit être incertaine contre l'émeute (...) les soldats ne doivent jamais se laisser approcher par une colonne d'émeutiers, par les femmes et les enfants; l'hésitation de l'infanterie à faire feu peut la compromettre et la faire désarmer. On doit, à 200 pas, prévenir les émeutiers de s'arrêter; s'ils n'obéissent pas, il faut, les sommations faites (...) faire feu immédiatement. Les femmes et les enfants (...) sont l'avant-garde de l'ennemi, on doit les traiter comme tels. »

Ainsi les soldats bivouaquent dans les rues et les jardins publics, occupent des baraquements en bois sur les places ou perçoivent des billets qui leur permettent de loger chez l'habitant. Ce qui ne pouvait que favoriser les mouvements de fraternisation! Mais cela va plus loin encore : le 9 mars des bataillons de mobiles se mutinent, arrêtent les officiers, les traînent devant le Comité central... qui les fait relâcher !

C'est pour cela que Vinoy veut que ces troupes-là quittent Paris au plus vite, et comme les départs en train prennent trop de temps, il décide au cours du mois de mars un départ à pied de trois colonnes vers Orléans. Mais beaucoup d'hommes ratent le départ. D'autre part des renforts, apparemment plus sûrs, arrivent de province, mais rien n'est prévu pour les accueillir. A cela s'ajoute le problème des rations alimentaires qui, à partir de mars, sont diminuées. Beaucoup d'hommes tombent malades (on parle de 40.000 malades et blessés). Le climat nécessaire au maintien de la discipline s'est évanoui d'autant plus que les nouveaux officiers n'ont ni la capacité ni la volonté nécessaire pour mettre un terme à l'indiscipline, l'apathie et le découragement qui paralysent de plus en plus l'armée.

2. Naissance du Comité central de la garde nationale

Le contrôle de la garde nationale telle que l'Etat aurait aimé qu'elle fût échappe au contrôle. Bon nombre de prolétaires enrôlés dans la Garde nationale refusent la discipline militaire, n'obéissent plus aux ordres de leurs officiers, rejettent les objectifs que fixait l'Etat... Ils retournent de plus en plus leur situation de prolétaires sous l'uniforme pour s'armer contre l'Etat, contre l'armée bourgeoise, et défendre leurs propres intérêts. Ils se reconnaissent de plus en plus comme prolétaires, définissant leurs besoins de classe. Et, s'affrontant non pas à d'autres prolétaires mais à la classe ennemie, à la bourgeoisie et son programme de restauration de l'ordre capitaliste, ils ébranlent sérieusement ce corps répressif de l'Etat. Des bataillons entiers de la Garde nationale sont ainsi gagnés à la révolution.

Le gouvernement cherche à se débarrasser de cette Garde nationale dont le corps est gangrené par l'indiscipline et l'insubordination, et décide, le 15 février, de supprimer la solde (sauf pour les indigents). Cette mesure exacerbe la haine des Gardes nationaux envers le gouvernement. Ceux-ci décident tout aussitôt, le même jour, de se « fédérer », c'est-à-dire de se doter d'une instance de direction clairement distincte de celle du gouvernement. Cette « Fédération »⁶⁸

⁶⁸ C'est à partir de ce moment que l'on appellera dorénavant « *Fédérés* », les prolétaires en lutte sous l'uniforme de la garde nationale.

répond à un besoin de regroupement et de centralisation des bataillons de la Garde nationale qui refusent l'armistice, veulent continuer la guerre et surtout s'opposent radicalement au gouvernement. Cette fédération exprime donc, dans un premier temps, un processus de rupture, une tentative d'organisation autonome des forces qui refusent la logique du gouvernement, une tentative de renverser la direction de la Garde nationale.

Pour la bourgeoisie, c'est inacceptable, c'est dangereux, cela ouvre la porte à la constitution d'une armée prolétarienne, à la constitution d'une armée prolétarienne. Elle ne peut laisser courir cette initiative qui risque de lui faire perdre le contrôle de la situation et de faire basculer le rapport de force en faveur du prolétariat.

Ces faits démontrent indéniablement une forte affirmation du mouvement prolétarien mais, comme nous le verrons aussi, ce mouvement n'est pas assez fort pour se débarrasser des structures de l'Etat bourgeois, s'organiser de façon autonome et de se doter d'une direction clairement révolutionnaire.

De manière générale, le manque de perspectives bien définies, la difficulté de l'avant-garde à se structurer autour d'un programme révolutionnaire clair amène le prolétariat à quitter progressivement, tout au long de ses combats contre l'armée versaillaise, le terrain de lutte prolétariat contre bourgeoisie et à se perdre sur un terrain qui n'est plus le sien: la défense de Paris, le soutien au gouvernement de La Commune contre Versailles perçu comme gouvernement traître à la patrie, opposition qui le ramène à défendre une fraction bourgeoise contre une autre. Pris dans cette ambiguïté, le processus de décomposition que connaît la Garde nationale finit par s'endiguer et les ruptures avec la discipline bourgeoise ne prennent pas le chemin d'en finir avec ce bras armé de la bourgeoisie. Au contraire, plutôt que d'aboutir à la constitution d'une nouvelle force armée débarrassée de la discipline bourgeoise, de sa logique militaire, de sa hiérarchie, le prolétariat finit par se soumettre à la direction d'un Comité central fraîchement constitué mais dont le projet n'est autre que de réformer et par là renforcer les forces armées.

Comme le précise Marx :

*« La classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'Etat et de le faire fonctionner pour son propre compte. »*⁶⁹

On n'occupe ni ne détourne une armée bourgeoise, on la détruit ! Il en est de l'armée comme de toutes les autres composantes de l'Etat. L'illusion de détourner les appareils de l'Etat bourgeois pour s'en servir à d'autres fins sera par la suite l'apanage du gouvernement de la Commune.

Fin février, la constitution (entérinée officiellement le 3 mars) du Comité central de la Garde nationale supprime le processus de rupture en installant une direction qui va s'évertuer à inverser la vapeur. Dès sa création, cet organisme ne fut en rien prolétarien et fut une entrave à la constitution du prolétariat en force.

Notamment par le procédé suivant. Au sein même de la Garde nationale s'exprime la lutte de classe, la fracture entre ruptures prolétariennes et visées réformistes bourgeoises. Cette délimitation qui s'opère dans l'attitude, l'indiscipline, l'insubordination, la révolte, la prise de position, la rupture, et qui constitue un réel processus de décantation des forces prolétariennes, s'exprime aussi géographiquement dans le fait que les réelles forces du prolétariat se trouvent dans les faubourgs, autant parmi les prolétaires organisés dans des groupes de francs-tireurs, que dans les régiments de la Garde nationale passés du côté de la révolution. C'est l'historiogra-

⁶⁹ Marx, *La guerre civile en France*. Mai 1871.

phie bourgeoise qui présente Paris insurgé, comme une entité homogène, unanimement regroupée derrière le gouvernement de La Commune, sans frontière de classe, soudée d'un même élan patriote. Mais la réalité était tout autre. Face à ce danger d'un tracé de plus en plus net entre les classes, le Comité central va s'efforcer d'apparaître comme l'émanation de l'entière de la Garde nationale et, de noyer dans la masse, les expressions révolutionnaires.

La bourgeoisie se devait de stopper et récupérer cette rupture du consensus social, en prenant l'initiative de la création d'un organisme dirigeant cette Fédération de la Garde nationale. Bref, il s'agissait d'éliminer, en la contrôlant, la révolution des rangs de la Garde nationale.

Ces militants manquant de vigilance et de clarté, vont osciller entre la révolution qui implique l'assumption de sa direction en dehors et contre le Comité central et le soutien à ce Comité.

Le 28 février, contre l'agitation des prolétaires face à l'imminence de l'occupation de Paris par l'armée allemande, la fédération parisienne de l'AIT et l'embryon du futur Comité lancent un appel au calme :

« Les membres présents croient de leur devoir de déclarer que, dans leur pensée, toute attaque servirait à désigner le peuple aux coups des ennemis de la Révolution, monarchistes allemands ou français, qui noieraient les revendications sociales dans un fleuve de sang. »

On voit ainsi que les meilleurs militants blanquistes ou internationalistes n'ont pas la force de se dépêtrer des faux amis républicains qu'ils côtoient dans ce Comité. Jusque là situés du côté de la révolution, nombre d'entre eux sont s'acoquiner avec des réformistes de longue date, principalement issus du vivier républicain (personnages connus, parés d'un vernis radical) pour constituer ce fameux Comité central de la Garde nationale qui va jouer un rôle d'endiguement du mouvement, d'encadrement réformiste, de désarmement du prolétariat. Ce fait est symptomatique des hésitations, tergiversations, points faibles du mouvement malgré une forte combativité.

Conséquence de ces faiblesses, ils laissent la bourgeoisie démocratique et parlementaire imposer des structures désorganisatrices au prolétariat, des idéologies étrangères à son être. En se déclarant eux-mêmes « républicains », nombre de militants d'avant-garde définiront un espace commun dans lequel le mouvement révolutionnaire négociera finalement avec cette bourgeoisie de gauche, un ensemble de décisions qui lui seront fatales. Le républicanisme au sein du prolétariat sera la porte d'entrée des démocrates bourgeois bien positionnés à gauche, et qui prendront progressivement la direction du mouvement pour mieux le désarçonner. Cette idéologie-là de la bourgeoisie, cette force matérielle « à l'intérieur » du mouvement, a été la plus funeste, car la plus efficace dans la désorganisation à tous les niveaux de notre lutte.

Avec la création de ce Comité central de la Garde nationale se constitue de fait une nouvelle fraction bourgeoise. Constituée par des Républicains de gauche, des membres de l'AIT, des blanquistes... cooptés pour leur aptitude à donner une cohérence pseudo révolutionnaire à cette fraction, celle-ci n'aura de cesse de vouloir constituer une alternative politique, un nouveau gouvernement et déplacer la lutte dans l'arène du parlement.

L'intérêt des révolutionnaires pour ce Comité central exprimait leur volonté de doter le prolétariat d'un organe centralisateur des luttes: cette volonté rencontrait pour l'heure les nécessités brûlantes du mouvement. Leur terrible erreur fut de croire que le Comité central allait pouvoir jouer ce rôle. Et de fait, leur participation charriant elle-même leur propre manque de rupture avec l'idéologie républicaine, la création du Comité central fut en définitive l'expression de la

victoire républicaine, la victoire de la légalité, de la légitimité populaire, du parlementarisme, du patriotisme.

Le processus de formation du Comité central de la Garde nationale, en février-mars 1871, exprime bien cette contradiction de classe : le prolétariat a besoin de centraliser sa force au sein d'une garde rouge et la bourgeoisie a besoin de désorganiser cette même force en la structurant dans une armée bourgeoise peinte en rouge.

Nous verrons ultérieurement :

Que l'avant-garde révolutionnaire se démarquera dans la pratique de ce réformisme, en organisant en février-mars, l'insurrection en dehors du Comité central et en avril, l'extension de la lutte.

Que cette avant-garde représentera au sein de ce Comité central une tendance prolétarienne, mais qui n'aura pas la force de se dégager du démocratisme ambiant et donc de rompre avec le Comité central.

3. Stratégie de la fraction bourgeoise conduite par Thiers

La capacité du gouvernement de Défense Nationale à s'adapter à l'évolution de la lutte lui fera dépasser son attentisme, sa passivité, tout en évitant l'affrontement direct contre le prolétariat prôné par les supporters de l'Empereur : à ce moment-là, le gouvernement ne sait pas sur quels régiments il peut compter et, par conséquent, il y a de fortes chances pour que pareille entreprise tourne au drame. Le gouvernement procède dès lors autrement: début mars, il prépare son retrait à Versailles. Il évacue de Paris les régiments les moins contaminés par le défaitisme; en province, il désarme les régiments peu sûrs, emprisonne les meneurs... D'autre part, les régiments à coloration impériale sont également éloignés de Paris. Malgré les hauts cris que la fraction monarchiste pousse face cette initiative, de fait, elle se range derrière la fraction Thiers qui s'avère être la seule capable de venir à bout des rouges, des partageux !

La bourgeoisie reprend confiance en elle. Sa fraction la plus lucide, regroupée autour de Thiers, a, à ce moment, une vision de l'issue du conflit de classe plus claire que le prolétariat lui-même. Tout au long de ce bras de fer social, depuis août 1870, le mouvement révolutionnaire n'a pas été suffisamment fort pour identifier quels sont ses objectifs propres, quels sont ses ennemis, alors que de son côté, la bourgeoisie, malgré les discordances entre les différentes fractions qui la composent, elle, ne perd pas de vue que le réel danger, bien plus que la présence des troupes prussiennes aux portes de Paris, est le prolétariat en armes.

Au fil de tous ces événements, la fraction Thiers a habilement manœuvré :

★ en août : appuyant (et se cachant derrière) les députés monarchistes quand il s'agissait de calmer les révoltes par une guerre ;

★ en septembre : endiguant la poussée destructrice du prolétariat en une politique de changement de gouvernement ;

★ pendant tout l'automne et l'hiver : envoyant au massacre les prolétaires difficilement contrôlables, jouant jusqu'au bout de la fibre nationaliste ;

★ en mars enfin, rejetant aussi bien la solution conciliatrice portée par le Comité central de la Garde Nationale, que la précipitation de la fraction monarchiste: en organisant le retrait sur

Versailles, avec cette conscience nette de l'inéluctabilité de l'affrontement classe contre classe, la stratégie étant: reculer pour mieux sauter, quitter Paris pour reconquérir Paris !

Ainsi, depuis début mars, le gouvernement prépare son repli à Versailles et fort de sa clairvoyance de l'inéluctabilité de l'affrontement avec le prolétariat en armes, il prépare et surtout décide du terrain et de la date de cet affrontement. La fraction Thiers aura une clarté politique et une faculté d'anticipation qui lui vaudront la victoire. En effet, malgré le fait que jour après jour la population forcée à la prolétarianisation rejoigne le mouvement révolutionnaire, que le gouvernement perde crédit auprès d'elle, malgré le fait que l'armée soit de moins en moins sûre et disciplinée, la fraction Thiers sut préparer les conditions de l'affrontement: tri des bataillons, repli, réorganisation de l'armée, préparation de l'assaut final, etc. Thiers savait que le niveau de confrontation classe contre classe allait dépasser en intensité les précédents. Le 23 janvier, Bismarck même avait conseillé à Jules Favre :

« Provoquez donc une émeute pendant que vous avez une armée pour l'étouffer. »

Le 17 mars, la veille de son coup de force, le gouvernement arrêta Blanqui. Son plan est l'occupation militaire de la ville. Son objectif : désarmer en particulier les quartiers rouges qui constituent une menace permanente. A chaque fois (les 4 septembre, 8 octobre et 31 octobre, etc.), c'est de ces arrondissements que les forces prolétariennes les plus décidées descendaient en masse vers l'Hôtel de Ville.

Ce même jour, Choppin, assistant le préfet de police, passa la nuit à rédiger la liste des membres du Comité central de la garde nationale ainsi que celle des militants les plus en vue à arrêter de front avec la prise des canons de Montmartre. Il était prévu que derrière chaque colonne de l'armée, la flicaille devait intervenir pour les arrêter tous.

En cette veille du 18 mars, la bourgeoisie, plus précisément la fraction Thiers, se préparait à l'affrontement armé, sans merci. Quant à l'autre fraction, républicaine de « gauche », regroupée autour du Comité central, elle aussi ferait bien l'économie d'une insurrection. Ceci explique que le Comité central a officiellement proposé de restituer les canons, « à condition que l'on trouvât une forme qui ménageât l'amour-propre des Gardes Nationaux » (A. Arnould), qui souligne : « On ne pouvait pousser plus loin l'esprit de conciliation ». Nous avons vu ce qu'il en était les 13 et 16 mars !



III. Victoire et défaite du mouvement insurrectionnel

3.1 Le 18 mars 1871

Nous avons vu précédemment que malgré les tentatives du gouvernement pour imposer la paix sociale, malgré le pacifisme du Comité central de la garde nationale, le prolétariat affirme sa force à travers différents niveaux de structuration. Contrairement à l'historiographie qui dépeint les événements comme le fruit d'une pure spontanéité, le 18 mars n'éclate pas tel un coup de tonnerre dans un ciel serein. La bourgeoisie ne peut supporter ni l'armement et l'autonomie grandissante du prolétariat, ni la complète désorganisation du commerce et de l'industrie. Le prolétariat, lui, ne veut plus supporter la misère, la faim, le froid... les classes ennemies vont à l'affrontement.

Dans la nuit du 17 au 18 mars, le gouvernement fait investir les points stratégiques comme Montmartre, les Buttes-Chaumont, la place Puebla (à Belleville) ainsi que, pour parquer les canons de Montmartre, la place des Vosges. Des colonnes de soldats sillonnent Paris. Quelques Gardes Nationaux qui veulent résister sont tués. Mais l'armée n'a pas les moyens matériels de déménager les canons, elle manque de chevaux et de temps. Les officiers pavoisent, envoient une déclaration de victoire aux journaux, font enfermer quelques soldats qui veulent fraterniser avec des Gardes nationaux venus empêcher la prise des canons. Le temps passe.

Au petit matin, l'entreprise s'est ébruitée et la réaction est immédiate. Le prolétariat se soulève et repousse cette offensive de la bourgeoisie. Soulignons dans ce processus, l'importance de la présence des femmes et des enfants. Ce sont les femmes qui réagissent les premières. Aidées de leurs enfants, elles houspillent les soldats en faction, les interpellent, se mêlent à eux. Malgré les menaces proférées par les officiers, il y a plusieurs cas de désobéissance de soldats. Ceux-ci refusent d'obtempérer à l'ordre d'ouvrir le feu. Plus encore, deux officiers, deux crapules, les généraux Clément Thomas⁷⁰ et Lecomte⁷¹, après avoir été arrêtés, sont par la suite fusillés sans arguties juridiques.

Bientôt, dans les quartiers ouvriers, des barricades sont érigées. Un mouvement offensif de reprise des points stratégiques est entrepris, sous l'impulsion des bataillons qui descendent des faubourgs. Comme à Petrograd en 1917, à Barcelone en 1936, l'occupation des points stratégiques de la ville constitue un objectif premier.

La réaction prolétarienne s'est faite en dehors du Comité central. Les révolutionnaires, membres du Comité central ou non, dirigent leurs bataillons de leur propre initiative et se positionnent face aux soldats de Thiers. Da Costa souligne que :

⁷⁰ Ce dernier était un des instigateurs du massacre du prolétariat en juin 1848.

⁷¹ Dans *L'Internationale*, texte écrit en juin 1871, Eugène Pottier revendiquera le défaitisme révolutionnaire pratiqué ici :

*« Les rois nous soûlaient de fumée,
Paix entre nous, guerre aux tyrans !
Appliquons la grève aux armées,
Crosse en l'air et rompons les rangs !
S'ils s'obstinent, ces cannibales,
A faire de nous des héros,
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux. »*

« Durant toute la matinée, les quartiers s'étaient agités sous la seule impulsion, tantôt des Comités de Vigilance, tantôt des chefs de bataillons résolus, tantôt de membres du Comité central agissant sans entente préalable, sans ordre et de leur propre initiative. »⁷²

Rares seront les combats tant le mouvement de fraternisation des prolétaires pourtant embrigadés sous des uniformes différents est puissant. Cette fraternisation est le fruit d'un processus de délabrement de l'armée déjà entamé au moins depuis février. Et cet état se voit encore accentué sous la pression des événements.

La bourgeoisie consciente de ce processus se devait de tester et déterminer les forces sur lesquelles elle pouvait encore compter. L'affaire des canons de Montmartre a, de fait, servi à départager les régiments encore indemnes de ceux gangrenés par la révolution.

La colonne Paturel, partant du Moulin de la Galette, réussit à en emmener deux convois. Par contre l'enlèvement des canons par la colonne Lecomte⁷³ se révèle un fiasco. Bien qu'il se doutât de l'issue de ce coup de force, le gouvernement fut malgré tout surpris de la riposte du prolétariat et en particulier de la capacité des bataillons des faubourgs ouvriers à se mobiliser et, indépendamment des consignes du Comité central de la Garde nationale, de leur propre initiative, à occuper des places stratégiques pour faire face et entraver les mouvements des troupes commandées par Thiers; il fut surpris aussi de l'intensité du défaitisme régnant dans l'armée.

Il est important de souligner que ce soulèvement prolétarien est plus qu'une subite explosion prolétarienne en réponse à un coup porté par l'ennemi. Sa réussite est notamment le résultat de la continuité donnée par des militants révolutionnaires à l'activité organisatrice au sein des *Comités de Vigilance, Clubs, bataillons rouges de la garde nationale, Francs-tireurs* et autres associations prolétariennes... le résultat de l'activité de militants blanquistes et/ou membres de l'AIT ou encore « sans parti », membres ou non du Comité central de la Garde nationale, qui surent, ici et là, lui imprimer une direction révolutionnaire et faire converger les multiples énergies militantes dans l'action.

Sa réussite s'explique aussi par toute l'activité conspiratrice/insurrectionnelle de certains militants blanquistes qui, dans la continuité des tentatives (malheureuses) des 6 et 22 janvier, s'étaient organisés pour former une armée révolutionnaire. Quelques années plus tard, Eudes témoigne :

« Je l'ai retrouvé [Duval] le 10 mars, fonctionnant, déjà, comme chef de la 13^{ème} légion. À ce moment, il fut entendu entre lui et moi que nos deux légions (j'étais alors chef de la 20^{ème}) auxquelles se ralliaient la 14^{ème} légion commandée par Henry, la 15^{ème} dirigée par un comité dont Chauvière était l'homme, la 18^{ème} aux mains du Comité de vigilance de Montmartre dont Ferré était président, puis quelques bataillons du 11^{ème} et du 19^{ème} ... Le tout serait sous notre direction immédiate sans passer par le Comité central qui n'offrait pas les garanties voulues.

Nous fîmes deux commandements: celui de la rive gauche sous les ordres de Duval et celui de la rive droite sous les miens. Les événements, en se précipitant, empêchèrent l'organisation de cette armée révolutionnaire; et ce que nous pûmes faire seulement, lui avec la 13^{ème}

⁷² Gaston Da Costa, *La Commune vécue*. 1903.

⁷³ Ces actions se déroulèrent toutes à Montmartre où il y avait plusieurs parcs avec des canons. La colonne Lecomte est chargée d'aller au parc du bal du Château Rouge, à l'est de la butte.

légion et moi avec la 20^{ème}, fut de prendre, le 18 mars, Duval la préfecture de Police, et la 20^{ème} légion l'Hôtel de Ville. »⁷⁴

Lors de cette journée c'est Duval et les troupes des 13^{ème} et 5^{ème} arrondissements qui montent des quartiers sud, sous l'impulsion de la révolution et non du Comité central. Dès les premières heures du matin, un télégramme adressé au chef du pouvoir exécutif et à ses ministres, signale « *dans le 13^{ème} des coups de canon à blanc tirés comme appel à l'émeute* ». Une quinzaine de canons est disposée autour de la mairie dans la direction des avenues. De jeunes prolétaires sont recrutés pour creuser des tranchées et élever une barricade. Les flics des commissariats de l'arrondissement sont arrêtés et emmenés en prison. Au cours de l'après-midi Duval et ses hommes passent à l'offensive et s'emparent de la gare d'Orléans et du Jardin des Plantes. Une grande partie de la rive gauche est alors entre leurs mains et vers 15 heures c'est l'Hôtel de Ville qui est pointé comme cible. Parallèlement, Eudes descend de son propre chef du nord avec les prolétaires de Belleville. C'est pareil pour Varlin qui rameute les membres de l'AIT des Batignolles. Il y avait donc une force de classe structurée et efficace, une combativité qui allait inévitablement s'affronter au Comité central.

Les expériences passées, les échecs... toute l'activité militante assumée depuis des années et surtout des derniers mois, les bilans que ces révolutionnaires en ont tirés, montrent qu'ils se sont consciemment préparés à l'affrontement et ont contribué à l'organisation en force du prolétariat. Des militants comme Eudes, Duval, Henry, Chauvière, etc., se préparaient à l'affrontement qu'ils savaient inéluctable. À l'inverse du Comité central, « *qui n'offrait pas de garanties voulues* » –et pour cause !- ils se donnaient les moyens de résister depuis la fin du mois de février en s'appropriant des canons, en pillant des dépôts de munitions, en chassant des douaniers et des gardiens de la paix, comme ce fut le cas dans le 13^{ème} arrondissement, avant le 18 mars. Ainsi ces militants deviennent sujets de leur/notre histoire, ils sont acteurs de la révolution. C'est la force du mouvement insurrectionnel qui parvient à imposer aux militants les plus clairs l'assumption (partielle) de la préparation d'une insurrection.

Mais la faiblesse fut aussi que si ces militants surent agir de façon révolutionnaire malgré – faut-il dire- leur appartenance au Comité central de la Garde nationale, ils ne poussèrent pas conséquemment à la rupture d'avec ce Comité. (Nous reviendrons plus loin sur ce point.)

Pour sa part, bien que dépassé et nié dans les faits, le Comité central de la Garde nationale allait pourtant récolter le bénéfice de ce soulèvement prolétarien et saper les tentatives d'extension de la lutte. En prenant les choses en main, le Comité central allait imposer une direction temporisatrice cohérente, alors que le mouvement posait l'urgente et dramatique question de l'extension ou de la mort de la révolution ! La question qui se posait à présent était : cette victoire rapidement acquise... pourquoi ne pas être allé traquer la bête partie se réfugier à Versailles ?

⁷⁴ On peut trouver ce texte auquel très peu d'historiens et autres universitaires font référence, dans le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français dans l'article consacré à Duval. Pour prendre un autre exemple nous avons pu trouver dans un article paru dans la revue *Le mouvement social*, n°33-34, une information fort importante, bien que –comme trop souvent- partielle : « *Le 15 février 71, le 82^{ème} est représenté au Vaux Hall où s'organise le Comité central de la Garde nationale. En mars il se prépare à l'insurrection : son commandant Faltot participera le 13 à un Conseil insurrectionnel, rue de la Corderie ; quelques jours après, le 18, les hommes récupèrent les canons du Luxembourg et prennent contact avec les troupes de ligne qui y sont cantonnées* ». Nous avons bien lu : « *un conseil insurrectionnel, rue de la Corderie* » (siège de l'AIT !) mais nous n'avons pas réussi à en savoir plus.

Car la bourgeoisie ne perd pas son temps. Dans la nuit même, le gouvernement et de longues colonnes de gendarmes et de soldats (fidèles au gouvernement ou indécis) s'écoulent sans entrave jusqu'à Versailles. Le 19 mars Jules Favre dira :

« Le gouvernement n'a abandonné Paris qu'afin de conserver l'armée. Mais que l'émeute le sache, si l'Assemblée nationale est à Versailles, c'est avec l'esprit de retour, pour combattre l'émeute et la combattre résolument. »

Les forces révolutionnaires ne perçoivent pas la crucialité du moment, et cette réorganisation des forces bourgeoises se passe quasiment sans embûche. Pour la bourgeoisie, il s'agit d'éviter que la révolution ne gangrène encore plus ses forces armées, de couper le contact entre les troupes indécises et les bataillons gagnés à la révolution. Il s'agit de reculer pour mieux sauter. Son retrait aura aussi pour effet d'isoler les bastions révolutionnaires.

Pour survivre, toute lutte doit se développer, et dans le sens de développer la rupture avec tous les aspects de cette société de misère et de mort, et dans le sens de s'étendre géographiquement. Ici l'isolement aura pour effet de priver le prolétariat de Paris de la possibilité de développer le défaitisme révolutionnaire, de faire de la propagande auprès des troupes indécises, de chercher le contact avec les soldats démoralisés, de cibler les officiers qui, à présent, se retrouvent à couvert à Versailles.

De plus cet isolement fera en sorte que la lutte du prolétariat s'identifie avec la défense de Paris « abandonnée » aux Prussiens. Les forces bourgeoises restées à Paris auront beau jeu de précipiter le mouvement insurrectionnel dans la défense de la « ville libre ». « Défendre Paris », « gérer la victoire » seront autant de vecteurs pour noyer le prolétariat insurgé dans une lutte qui ne lui appartient plus, pour faire que les prolétaires des faubourgs se sentent seuls et désarmés. Se jouaient donc deux questions importantes: isoler Paris mais de surcroît, isoler, dans Paris, les quartiers rouges.

De cette situation naît une grande confusion. Le mouvement révolutionnaire à Paris s'était dans un premier temps plutôt exprimé sous la bannière de la défense de la France, puis de Paris, mais en janvier-février, il devenait de plus en plus clair pour un nombre sans cesse croissant de prolétaires que l'ennemi était dans Paris. Mais avec la repolarisation de la situation, cette clarté s'estompe. Qui est l'ennemi désormais ? Thiers et sa clique retranchée à Versailles, Bismarck et ses troupes encerclant Paris ou faut-il encore et toujours le débusquer dans Paris ?

Condamner Thiers pour avoir abandonné Paris à la présence prussienne était un atout inespéré pour amener le prolétariat à lutter aux flancs du gouvernement parisien. Défendre Paris n'était donc pas nécessairement défendre la révolution. Au contraire... c'est au nom même de « sauver Paris » que la lutte prolétarienne va être déviée de l'affrontement classe contre classe et noyée dans les problèmes de gestion « de la victoire ». Le mythe de la « ville libre » faisait ainsi glisser la lutte de la défense de la révolution à la défense d'un territoire dans lequel les bastions prolétaires des quartiers rouges n'étaient qu'une minorité. Cette repolarisation de la situation permettait ainsi d'œuvrer à la transformation de la guerre de classe en une guerre bourgeoise.

Aujourd'hui nous pouvons dire que c'était une grave erreur de laisser sortir l'ennemi, de ne pas le poursuivre pour continuer à l'affaiblir et organiser sa débandade définitive; c'était une grave erreur non seulement de laisser l'ennemi se réorganiser mais en plus de laisser le mouvement se faire enfermer dans Paris. Pour la bourgeoisie, il s'agissait d'organiser la contre-révolution en sauvant ce qu'il est encore possible de sauver, en regroupant les forces encore disponibles et en les préparant à un retour en force. Il s'agissait aussi de couper la révolution de

toute possibilité d'extension, de tout contact avec d'autres tendances à développer la révolution, il s'agissait de l'isoler et de la fatiguer pour ensuite la briser.

3.2 Du 19 au 26 mars

Alors que depuis près d'un an, l'on rabâche aux prolétaires que ce sont les Prussiens leurs ennemis, le mouvement prolétarien s'est retourné contre « ses propres » officiers, « ses propres » bourgeois et s'en est ainsi concrètement pris au nationalisme, bannière l'assujettissant à la nation, entité a-classiste dans laquelle le prolétariat ne peut servir que de chair à travail ou chair à canon. Mais avec le déplacement d'une fraction de ses pairs à Versailles, la bourgeoisie a introduit de nouveaux subterfuges. Sa nouvelle répartition entre Paris et Versailles, sa division des tâches entre gouvernement de la Commune et gouvernement de Thiers a pris en étau le prolétariat. Ainsi, à partir du 19 mars, ce sont d'autres aspects, complémentaires de la contre-révolution qui vont prendre le relais du nationalisme: manque de rupture avec la gauche bourgeoise, politicisme, parlementarisme, républicanisme.

L'incapacité du prolétariat d'assumer le saut de qualité insurrectionnel qu'aurait constitué l'écrasement de la vermine versaillaise, ses attermolements, la délégation de son pouvoir, sa soumission au légalisme sont tels que c'est le Comité central de la Garde Nationale ayant pourtant déjà fait preuve de son rôle temporisateur, qui va devenir l'instance où se jouera le sort du mouvement insurrectionnel. Cependant, alors qu'au sein de ce Comité la plupart des forces concourt à enfermer la lutte dans la gestion des affaires courantes à Paris et la préparation des élections, s'y retrouve aussi une fraction qui, poussée par la force de la révolution, réclame de marcher sur Versailles et d'y dissoudre l'Assemblée.

Le moment est critique et l'heure est à l'action. D'un côté l'armée occupée à se replier sur Versailles est en pleine décomposition, de l'autre les prolétaires de Paris sont par milliers prêts à prendre le chemin de Versailles pour aller battre l'ennemi. Cette mobilisation est telle qu'il s'en faut de peu pour complètement déstabiliser la bourgeoisie, empêcher sa réorganisation à Versailles et faire basculer le rapport de force. Pourtant toute la faiblesse du mouvement fait que ces milliers de prolétaires s'en remettent à l'autorité du Comité central de la Garde nationale: ils viennent s'inscrire en masse à l'Hôtel de Ville comme volontaires, attendant... du Comité central de la Garde nationale qu'il prenne en main la direction de la riposte, qu'il prenne les décisions nécessaires pour agir vigoureusement.

Mais celui-ci n'en a nullement l'intention. Il met tout en œuvre pour imposer une solution politique et met un point d'honneur à remettre la responsabilité de la suite des événements à un gouvernement élu au suffrage universel. Le Comité central va alors mettre toute son énergie à préparer les élections et de la sorte mettre en place tous les mécanismes cherchant à étouffer le mouvement, à pacifier la situation, consacrant ainsi sa fonction contre-révolutionnaire. De son côté, la frémissante énergie révolutionnaire ne sera pas capable de franchement se donner une autre direction.

La force du légalisme et son corollaire tragique, l'incapacité du prolétariat d'assumer le saut de qualité insurrectionnel jusqu'au bout, par l'écrasement de la vermine versaillaise, le manque de clarté et de décision des militants les plus radicaux du moment, comme Eudes et Duval va permettre que le Comité central devienne l'incontournable instance décidant du futur du mouvement et va être porté sur le devant de la scène.

Ces militants vont se retrouver en porte-à-faux. Tout en siégeant au Comité central et lui donnant ainsi la crédibilité dont il a besoin pour reprendre les rênes du mouvement en main, ils vont proposer des actions que le Comité central n'a aucunement l'intention de soutenir, au contraire. Ils vont ainsi s'épuiser à tenter d'infléchir les décisions du Comité central tandis que celui-ci va voir sa prétention à être le porte-parole du mouvement, renforcée.

Par exemple, sur la lancée de leur activité tout au long de la journée du 18 mars, des militants comme Duval, Eudes, Brunel et les blanquistes siégeant au Comité central, proposent à celui-ci de marcher sur Versailles. Duval :

*« Citoyens, on vient de nous dire que la plupart des membres du gouvernement sont encore à Paris; la résistance s'organise dans le 1^{er} et le 2^{ème} arrondissement; les soldats partent pour Versailles. Il faut prendre des mesures rapides, s'emparer des ministres, disperser les bataillons hostiles, empêcher l'ennemi de sortir. »*⁷⁵

D'autres militants se situant en dehors du Comité central, comme Ferré, Jaclard réclament aussi cette sortie. Mais, ce faisant ils ne font que répéter leur erreur lors de l'arrestation du général Chanzy le 18 mars: au lieu de s'appuyer sur les prolétaires les plus combatifs se contrefoutant des arguties legalistes, ils s'en réfèrent à l'autorité soi-disant révolutionnaire du Comité central.

Les seuls actes allant dans ce sens furent assumés par des militants comme Jean Allemane⁷⁶. Dès le 19 mars, il se rend à Versailles et, avec des camarades, prépare un plan d'attaque qu'il soumet le 22 à Billioray –membre de l'AIT, du Comité central et du futur gouvernement de la Commune- et retourne comploter. Mais Billioray ignorera ce projet et de ce fait, compromettra le développement de la révolution et la vie des militants engagés dans cette activité révolutionnaire. Cette opposition dans l'action révèle tout l'abîme de classes entre la pratique des uns prenant des risques pour, sans tarder, répondre aux besoins de la lutte, et les autres se préparant au cirque démocratico-assassin.

La tentative de Jean Allemane de répandre à Versailles le défaitisme révolutionnaire, répondait tout à fait aux nécessités et possibilités de développement de la lutte à ce moment-là. En effet, comme nous l'avons déjà souligné, les troupes n'y étaient pas sûres: les soldats insultaient les officiers, nombre d'entre eux rejoignaient encore Paris, les autres ne devaient leur obéissance qu'à leur peur des gendarmes. Le sentiment général des soldats était nettement à la sympathie pour ce qui se passait à Paris. Louise Michel avait quant à elle perçu cette importance en allant à Versailles, discuter avec les soldats, leur distribuer la presse de Paris à laquelle ils n'avaient évidemment pas accès.

Et, que fait le Comité central? Il gère les affaires de l'Etat et, pour ce faire, il distribue des postes gouvernementaux, des responsabilités solennelles, entièrement habité par la préoccupation toute bourgeoise de gérer les biens de la République. Des camarades comme Eudes se retrouvent promus « ministre de la Guerre », Duval et Rigault « ministres à la préfecture de police », Varlin et Jourde « ministres aux Finances »... Pendant ce temps la contre-révolution s'organise et ricane de tant d'indécision. Même une ordure bourgeoise comme Vinoy (chef des troupes versaillaises jusqu'au 14 avril), se rendait compte de l'erreur « militaire » du prolétariat, qu'il assimile alors au Comité central :

⁷⁵ J. Rougerie, *Paris libre*, 1871.

⁷⁶ L'histoire bourgeoise a imposé qu'on retienne de Jean Allemane son action future, réformiste, plutôt que cette activité révolutionnaire de développement de la lutte à Versailles. Ses *Mémoires d'un communard* dénoncent avec force tout le démocratisation des futurs députés qu'il oppose aux tentatives vigoureuses mais insuffisantes de destruction de l'Etat.

« Le Comité central commit une grande et irréparable faute en ne poursuivant pas ses avantages, en s'abstenant de marcher immédiatement sur Versailles. »⁷⁷

Une autre grave erreur fut de ne pas occuper de suite le Mont-Valérien, place forte militaire située à l'ouest de Paris, stratégiquement importante puisqu'elle domine de sa hauteur toute la ville. Les Versaillais vont l'investir dans la nuit du 19 au 20 mars.

Marx rend compte de l'activité contre-révolutionnaire du Comité central :

« Il semble que les Parisiens aient le dessous. C'est leur faute, mais une faute qui, en fait, est le résultat d'une trop grande honnêteté. Le Comité central et plus tard la Commune laissent le temps au méchant avorton Thiers de concentrer les forces ennemies :

1° parce qu'ils avaient la folle volonté de ne pas déclencher la guerre civile, comme si Thiers ne l'avait pas déjà engagée en essayant par la force de désarmer Paris, comme si l'Assemblée nationale, convoquée seulement pour décider de la guerre ou de la paix avec la Prusse, n'avait pas aussitôt déclaré la guerre à la République ?

2° parce qu'ils ne voulaient pas laisser planer sur eux le doute d'avoir usurpé le pouvoir, ils perdirent un temps précieux du fait de l'élection de la Commune, dont l'organisation etc. coûta beaucoup de temps, alors qu'il eût fallu foncer directement sur Versailles après la défaite des réactionnaires à Paris. »⁷⁸

Mais tandis que la contre-révolution se réorganise à Versailles, le Comité central pinaille, pécore et canalise l'élan révolutionnaire dans la gestion des « affaires courantes ». Le temps est plus que jamais précieux, la révolution n'attend pas; son arrêt, même momentané, signifie sa mort. Au sein du Comité central le souci de la légalité est tellement fort qu'il cède à la pression... des élus de Paris qui voulaient que le Comité central quitte l'Hôtel de ville, qu'il occupe sans avoir été élu ! Pendant deux jours les négociations vont bon train pour aboutir le 20 mars au petit matin à un accord qui stipule qu'« à quatre heures du matin, Varlin et les autres membres (du Comité central) consentirent à évacuer l'Hôtel de Ville, les ministères, les mairies, toutes les administrations, et à les remettre à la Municipalité ». Mais la force de la révolution est encore présente puisque ce compromis fut rejeté par « des comités de vigilance qui mettent en demeure le Comité central de poursuivre son occupation de l'Hôtel de ville jusqu'après les élections. Les efforts de Varlin n'ont servi à rien. »⁷⁹ Pourtant cela montre que les efforts de Varlin ainsi que ceux d'autres membres du Comité central comme Moreau, Jourde... ont contribué à ce que les prolétaires restent centrés sur ces brouilles au lieu d'agir contre Versailles. De fait, ne pas agir contre Versailles signifiait laisser les mains libres à la contre-révolution pour se réorganiser et, par la remise sur pied d'une armée disciplinée, soumise et isolée du prolétariat de Paris, préparer le massacre.

La gestion signifiait aussi soumission au pouvoir de l'argent. La Banque de France, grosse de 3 milliards de francs, dont environ 300 millions en numéraire, n'est gardée que par quelques bataillons de gardes nationaux, fidèles à Versailles. En toute logique un militant comme Varlin ne pouvait que proposer de s'emparer de ce trésor de guerre à portée de main. A ce sujet, un rapport de police précise :

« Dans la deuxième séance du Comité central tenue à l'Hôtel de Ville le 19 mars 1871, le sieur Varlin proposa de s'emparer de la Banque de France à l'occasion du retard apporté

⁷⁷ Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars.

⁷⁸ Marx, lettre à Liebknecht en date du 6 avril 1871.

⁷⁹ M. Cordillot, E. Varlin, chronique d'un espoir assassiné.

dans le paiement de la solde des gardes nationaux. Ce projet fut écarté pour arriver à un emprunt de deux millions. »

Le Comité central s'incline devant cette institution, se bornant à quémander quelques derniers misérables pour payer la solde des Fédérés et les affaires courantes de l'administration de l'Etat.

La force de l'argent est telle que l'instinct révolutionnaire, déjà miné par les mécanismes démocratiques comme le vote, la soumission à la majorité, le respect de la légalité, est réduit à néant. Les tâches indispensables (et relativement simples) au développement de la lutte, sont contournées et transformées en quémande au pouvoir de l'argent. Certains révolutionnaires, dont Varlin, se font absorber par tous ces mécanismes castrateurs et se retrouvent pieds et poings liés à ce mouvement de réforme du capital, par manque de clarté, de rupture et de détermination !

Pourtant, à ce moment d'instabilité sociale, la Banque de France pouvait être utilisée comme trésor de guerre. S'il est évident que la révolution ne s'achète pas et que les critères de son extension n'ont rien de mercantiles, il n'en reste pas moins que l'argent c'est le nerf de la guerre et que le prolétariat se devait d'empêcher la fraction Thiers de disposer de cet appui logistique indispensable pour se réorganiser.

C'est ainsi que le Comité central prendra plus de poids au fil des heures, des jours. L'opposition, constituée par les éléments les plus radicaux, qui s'était manifestée dès le 19 mars s'est vite retrouvée laminée et intégrée dans la gestion des nécessités... bourgeoises de l'heure ! Le Comité central s'affirme de plus en plus comme incontournable autorité et interlocuteur officiel avec les élus de Paris, Versailles et l'armée allemande. Da Costa :

« Il reconnaît et l'Assemblée et le gouvernement de Thiers, à cette double condition cependant que le programme des revendications parisiennes fût accepté et qu'il ne fût porté aucune atteinte à la République, issue de la révolution pacifique du 4 septembre 1870. »

Le Comité central affirme ainsi sa force et sa représentativité par toute une série d'actes comme par exemple :

★ Le 19, le Comité central fait délivrer le général Chanzy⁸⁰, emprisonné la veille par Duval qui voulait s'en servir comme otage et que les prolétaires voulaient fusiller, comme ils l'avaient fait des généraux Clément et Thomas.

★ Ce même jour: les prolétaires ayant investi les journaux bourgeois pour faire taire leur propagande contre-révolutionnaire; le Comité central ordonne le respect de la liberté de la presse.

★ Le 21 : à l'armée allemande qui s'inquiète de la révolution, le Comité central répond :

« La révolution accomplie à Paris par le Comité central, ayant un caractère essentiellement municipal, n'est en aucune façon agressive contre les armées allemandes. »

Quand le Comité central prend, le 21, quelques mesures très populaires surtout chez les plus démunis, il ne fait qu'entériner un état de fait contre lequel il ne pouvait pas s'opposer. Lissagarry :

« Le même jour, le Comité suspendait la vente des objets engagés au Mont-de-piété, prorogeait d'un mois les échéances, interdisait aux propriétaires de congédier leurs locataires jusqu'à nouvel ordre. »

⁸⁰ Fait développé dans les *Notes sur l'AIT, les blanquistes et autres militants*.

Les maires de Paris et quelques députés voulant reculer la date des élections du gouvernement de la Commune, le Comité central est à nouveau pris dans des palabres qui dureront plusieurs jours. Ce n'est que sous la pression des Comités de vigilance que le Comité central décide d'interrompre ces pourparlers. Le 21 mars, place Vendôme, une manifestation de bourgeois hostiles à la révolution est matée par un bataillon rouge de la garde nationale -action qui sera condamnée par la plupart des partisans de la légitimité des élections. Mais, malgré ce type de résistance, le prolétariat se laisse engluier dans le piège du parlementarisme, redonnant ainsi la maîtrise du temps à la contre-révolution blanche, dont celle-ci a besoin pour se réorganiser. Thiers n'est pas dupe et commente tout ce cirque ainsi :

« Sans le concours que me prêtèrent les maires et quelques députés de Paris, lesquels amuserent, dix jours durant, les gens de l'Hôtel de Ville (NDLR: le Comité central), nous étions perdus. »

En d'autres temps, Engels avait déjà souligné que : « la défensive est la mort de toute insurrection armée »⁸¹. La force du mouvement prolétarien ne sera pas suffisante pour écarter les saboteurs réformistes qui vont s'appuyer sur cette faiblesse pour s'ériger en nouveaux gestionnaires, avides de reprendre à leur compte la victoire provisoire du 18 mars, pour la tourner en défaite.

Les militants prolétariens iront loin dans la compromission avec leurs faux ennemis de l'autre fraction bourgeoise: discutaille avec les maires, restés à Paris, sur les modalités du scrutin et sur la date des élections; discutaille avec Versailles sur la légitimité des élections. Pour les militants qui ont continué à faire confiance à cet organisme, que de bla-bla pendant cette période cruciale, que de temps passé à lutter contre la révolution, à l'user et à, ainsi, manquer les instants fragiles où tout pouvait basculer. La pratique désorganisatrice du Comité central⁸² est une arme tournée contre le mouvement: elle prépare les boulets que Versailles lancera sur le prolétariat peu après.

Et pourtant, quelle période de généralisation des luttes! Pendant le mois de mars en France, des mouvements insurrectionnels se déclarent ou renaissent :

- ★ du 22 au 25 mars à Lyon,
- ★ du 23 au 4 avril à Marseille,
- ★ du 24 au 31 à Narbonne,
- ★ du 24 au 27 à Toulouse,
- ★ du 24 au 28 à St-Etienne,
- ★ du 26 au 28 au Creusot.

Il y a lieu de relativiser l'isolement de Paris dans ce mouvement de lutte qui a embrasé bon nombre de villes et régions de France, en particulier là où le mouvement ouvrier s'est manifesté fortement dès 1868 et où l'influence de l'AIT était notable. Pourtant, à l'instar de ce qui se passe à Paris, les mouvements, même s'ils sont généreux, restent confus et dispersés, et les militants eux-mêmes ne parviennent pas à donner une direction plus claire à cette frémissante énergie révolutionnaire⁸³. Il n'y eut quasiment aucune tentative sérieuse de la part des révolutionnaires de comprendre toutes ces tentatives insurrectionnelles comme faisant partie d'une même lutte,

⁸¹ *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, paru en 1852.

⁸² Eudes nous rapporte : « Clémenceau voulut parler en maître et sommer le Comité central de se retirer de l'Hôtel de Ville. Ce fut alors que Duval l'interrompit violemment et demanda au Comité central l'autorisation de la conduire à Mazas... » Le lecteur aura deviné déjà la réponse du Comité central. Mais qui aurait pu empêcher Duval et son régiment de mettre à l'ombre ce bourgeois galonné ?

⁸³ Dont, à prendre en compte, l'important mouvement de solidarité qui s'exprime en Allemagne.

dirigée contre le vieux monde, et, encore moins, d'assumer la nécessité de les coordonner, de les centraliser.

Pendant ce temps « ... *en simulant des négociations avec Paris, Thiers se donna alors le temps de se préparer à la guerre contre lui.* »⁸⁴

L'image du Comité central qui surfait sur la vague insurrectionnelle du prolétariat (pour la faire déferler sans fracas) sera préservée du fait de son existence éphémère. Ainsi le prolétariat n'aura pas le temps de pousser plus loin la confrontation, de vérifier la trempe et la nature de cet organisme... et de le rejeter. Celui-ci s'empresse de passer le relais à un futur gouvernement, paré de la reconnaissance officielle donnée par les élections.

Les militants révolutionnaires ne pousseront pas leur rupture jusqu'à sortir du Comité central et organiser leurs perspectives en dehors et contre cette structure. Au contraire, ils voudront de surcroît la maintenir telle quelle, au-delà du 26 mars, date des élections. Ils resteront attachés à ce Comité et manqueront de rupture avec sa pratique réformiste. Quand Eudes, Brunel et Duval, appelés par le Comité central, prennent la direction militaire en mains, le 24 mars, la situation est déjà inextricable. Ils se retrouvent à la tête d'une structure vidée de sa force principale et qui ne jouera plus qu'un rôle de façade dans le cours des événements.⁸⁵

Les prolétaires qui jusque là avaient les yeux braqués sur le Comité central vont à présent les avoir braqués sur l'élection du gouvernement de la Commune. Pris par la mascarade électorale, ils vont déléguer leurs forces aux mains de bourgeois patentés. D'un piège à l'autre !

3.3 Le gouvernement de la Commune à l'œuvre

À Paris, le délire parlementariste s'emballe. On procède aux élections du gouvernement de la Commune. Des militants comme Ferré, Rigault, Varlin et tant d'autres, rompus aux prisons, aux barricades, aux grèves, aux manifestations, à l'exil, à l'agitation, ayant enrichi de leurs expériences la clarification du programme communiste... se préparent à endosser l'habit infamant de député.

Le 26 mars le gouvernement de la Commune est élu. L'institution de ce gouvernement donne corps et renforce la polarisation recherchée entre Paris et Versailles. C'est un pas de plus dans la cristallisation des deux fractions bourgeoises dont l'objectif commun et fondamental est la lutte contre le mouvement insurrectionnel, le rétablissement de la paix sociale.

Le gouvernement Thiers vise l'écrasement du prolétariat insurgé avant toute réorganisation de l'Etat, tandis que le gouvernement de la Commune tente la concorde sociale par la mise en avant d'un programme de réformes à coloration socialiste, humaniste, pour endormir le prolétariat. Leurs fonctions sont complémentaires. Mais la fraction Thiers a besoin de temps ; à cette date, militairement, elle n'est pas encore prête.

En ce qui concerne la réorganisation de l'armée, nous pouvons résumer le programme de Thiers par ces quelques points :

⁸⁴ Marx, *La guerre civile en France*.

⁸⁵ Fait exemplatif de la politique du Comité central, la majorité avait placé Lullier comme chef militaire, contre la minorité prolétarienne qui voulait placer Brunel ayant fait preuve d'aptitudes militaires. Ce Lullier, incompétent et alcoolique de surcroît, se doublera d'un traître, se vantant plus tard d'avoir permis à des milliers de gendarmes de sortir de Paris, et d'avoir conspiré contre la révolution. Son attitude lui vaudra d'ailleurs de bénéficier d'un régime de faveur au bagne.

★ encasernement et isolement des soldats versaillais afin de couper les liens avec les insurgés, organisation d'une intense campagne de bourrage de crâne, instigation d'un esprit de corps contre le danger devenu « parisien » ;

★ épuration : des milliers de prolétaires indisciplinés et peu sûrs sont virés de l'armée, d'autres sont expédiés dès le 19 mars en Algérie et participeront à la répression du mouvement insurrectionnel en Kabylie⁸⁶ ;

★ surveillance des soldats par la présence des gendarmes et autres mouchards, et enfin faire régner...

★ la discipline et la peur parmi les prolétaires sous l'uniforme afin de les transformer en une soldatesque capable de massacrer d'autres prolétaires sans regimber.

De son côté, le gouvernement de la Commune met en avant un discours qui consiste à faire croire que les « *hommes règlent leur activité avec des raisonnements et que la justice évidente de la cause communale s'imposera à tous les Français...* »⁸⁷. Il suffit de lire le discours de Beslay, grand défenseur de la Banque de France... et membre de l'AIT⁸⁸, lors de la proclamation de la Commune qui, après avoir dit que « *la Commune s'occupera de ce qui est local, le département de ce qui est régional, le gouvernement de ce qui est national...* » conclut ceci : « *Ne dépassons pas cette limite fixée par notre programme, et le pays et le gouvernement seront heureux et fiers d'applaudir à cette révolution si grande, si simple.* »

Voilà défini le communalisme: la gestion des affaires de l'Etat et encore, sans prétention, à l'échelle locale, laissant de ce fait à la fraction Thiers les mains libres de reprendre les rênes de l'Etat. Nous pouvons dire après coup qu'effectivement tous les protagonistes de ce gouvernement se sont bien gardés de franchir cette limite et qu'ainsi ils ont contribué à couper Paris du reste du monde, à isoler et désarmer le prolétariat.

La force de la mystification démocratique est à son comble ! Le parlementarisme jouit de toute sa force contre-révolutionnaire ! Les luttes de fractions, oppositions gauche/droite, les décisions majoritaires... occupent toute la place. La publicité des débats, décidée à la majorité, est prônée comme garantie contre les abus de pouvoir. Même si les membres de l'AIT ne forment qu'un quart des députés, ceux-ci, soumis encore à l'idéologie proudhonienne, impulseront la politique globale de ce gouvernement, réduisant leur activité à celle de vulgaires pantins du grand cirque parlementaire. En acceptant cette participation, ils se ligotent eux-mêmes idéologiquement et pratiquement. Il s'en dégagera une terrible force d'inertie. Ce n'est qu'en de rares occasions, comme la sortie du 3 avril, l'exécution d'otages... qu'ils rompront momentanément; des sursauts de lucidité les amèneront à poser des actes en totale opposition à la politique du gouvernement de la Commune, et à enfin agir dans le sens du développement de la révolution. Cependant, la mascarade électorale, le communalisme et le légalisme auront le dessus et livreront le prolétariat désarmé à la répression.

⁸⁶ Par exemple, le 23^{ème} bataillon de chasseurs impliqué dans la manifestation de la Bastille, début mars, et le 86^{ème} de marche, impliqué dans les événements du 18 mars à Montmartre, furent expédiés en Afrique du Nord. Cette menace d'être envoyé en Afrique qui équivalait à des années de travaux forcés, contribua au rétablissement de la discipline militaire.

⁸⁷ Talès, *La Commune de 1871*. 1921.

⁸⁸ Son programme est la défense de « *l'ordre, la République et la loi* », comme il l'écrit lui-même dans ses *Souvenirs*. Il est en cela fidèle au programme bourgeois pour lequel il s'est illustré en prenant part à la répression des journées insurrectionnelles de juin 1848. Il se justifie comme suit dans ses *Souvenirs* : « *l'exaltation du parti révolutionnaire et la misère de la population laborieuse représentaient un péril qu'il fallait s'appliquer à conjurer.* »

L'ensemble des mesures prises par le gouvernement de la Commune va dans le sens du maintien du rapport social bourgeois. Un autre extrait de la déclaration de Beslay au lendemain de la proclamation de la Commune de Paris, nous montre tout le respect rendu à la valeur fondamentale de la société du capital :

« *La République de 1871 est un travailleur qui a surtout besoin de liberté pour féconder la paix. Paix et travail, voilà notre avenir! Voilà la certitude de notre revanche et de notre régénération sociale.* »⁸⁹

Aucun des piliers du monde bourgeois n'est remis en cause. Bien au contraire, nous verrons plus loin en reprenant une série de décrets que le gouvernement de la Commune fit preuve dans le meilleur des cas d'une timidité extrême à l'égard des institutions bourgeoises comme le Mont-de-piété, la Banque de France... et d'un grand esprit de décision à l'égard d'objectifs symboliques comme mettre à bas la colonne Vendôme, détruire la maison de Thiers... histoire de jeter de la poudre aux yeux à un prolétariat qui tout en ne s'avouant pas vaincu, était, malgré tout, bien désorienté.

La fonction même de ce gouvernement, en continuité avec la pratique du Comité central, est la désorganisation de l'avant-garde du prolétariat.

Le mouvement insurrectionnel brisé de l'intérieur par la démocratie parlementaire, il restait à la bourgeoisie à l'écraser de l'extérieur par la démocratie des canonnades.

3.4 Le 3 avril 1871

La veille du 3 avril, Versailles reprend l'initiative dans un but tactique immédiat: attaquer Courbevoie, contrôler le pont de Neuilly qui enjambe la Seine pour empêcher les Fédérés de se ravitailler et aussi pour éviter toute contagion révolutionnaire⁹⁰. Dans cet affrontement militaire classique, les gardes nationaux font pâle figure, ce qui contribue à accentuer leur démoralisation. Par contre, cette attaque éprouve et scelle l'unité de l'armée versaillaise qui se sent pousser des ailes.

Les prolétaires croyant vraiment que le gouvernement de la Commune se fait porteur de leurs intérêts et ayant confiance dans sa capacité d'initiative sont donc surpris quand ils découvrent que celui-ci n'a rien décidé pour contrer l'attaque des Versaillais. Par cette absence de réponse, le gouvernement de la Commune ne faisait pourtant que révéler la ligne de conduite qu'il allait tenir jusqu'au bout : inactivité, immobilisme... laisser l'armée versaillaise placer des coins dans les brèches laissées ouvertes et peu à peu faire place nette à l'entrée des troupes versaillaises dans Paris, donnant ainsi libre cours au massacre qui s'ensuivit.

Cette attaque de Courbevoie est suivie d'un pilonnage systématique de Paris qui sera par la suite pire que celui de l'armée allemande. En réaction, le prolétariat descend en masse des quartiers rouges criant « *A Versailles ! A Versailles !* » :

⁸⁹ Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*. 1876.

⁹⁰ Le 31 mars, Bergeret était parti en reconnaissance par le même pont et lorsqu'il envoie des patrouilles de Fédérés « *les ouvriers quittent leurs usines* » (sans que nous ayons en savoir plus) situées en dehors de Paris et ce, « *en grand nombre* » selon Tombs dans son livre *La guerre contre Paris*. D'où la nécessité pour Versailles de créer un cordon sanitaire tout autour de Paris.

« Un bataillon de trois cent femmes remontait, drapeau rouge en tête, les Champs Elysées, demandant à sortir contre l'ennemi. »⁹¹

Sous la pression du prolétariat, les blanquistes Eudes, Duval et Bergeret, renouent avec leur attitude révolutionnaire et décident, en dehors et contre le gouvernement de la Commune – occupé au même moment à légiférer sur la question de la « séparation de l'Eglise et de l'Etat »⁹² - d'organiser une sortie militaire. Le gouvernement dont Cluseret, nouveau ministre de la Guerre nommé depuis le 2 avril... et membre de l'AIT, s'abstint de s'engager dans cette sortie. Comme Cluseret l'écrivit lui-même dans ses mémoires où il se donne le beau rôle, il s'est contenté « d'assister au mouvement ». Et, comme Lissagaray le fit remarquer :

« Cluseret vit les généraux, les laissa s'enfermer et le lendemain dénonça leur 'gaminerie'. C'est ce brochurier militaire sans autre gage que la décoration conquise sur les barricades de Juin (... 1848, du côté des massacreurs ! NDLR), que des socialistes de 71 chargeaient de défendre la révolution. »

De l'ardeur et de la haine contre Versailles, il y en avait. Comme l'écrivit Flourens à Bergeret :

« j'ai 10.000 hommes de la 2^{ème} légion à l'avenue des Ternes, pleins d'ardeur, et ne demandant qu'à marcher sur Versailles. »⁹³

Qu'en était-il de l'organisation ? En réalité tout manquait, rien n'était prévu : ni l'approvisionnement, ni un appui sérieux d'artillerie, ni des moyens de liaison. Comme l'a écrit B. Noël :

« Chacun se prenait pour la République et chacun pensait qu'il suffisait que la République se montrât pour que Versailles, terrifié, abandonnât la partie. »⁹⁴

A 3 heures du matin, le 3 avril, trois colonnes, réunies tant bien que mal sous l'autorité de Eudes, Duval, Bergeret et Flourens, se dirigent résolument vers Versailles. Mais du Mont Valérien, quelques obus, pourtant sans grand effet, s'abattent sur la colonne Bergeret et provoquent un mouvement de panique⁹⁵, laissant les troupes versaillaises reprendre l'initiative, d'autant plus promptement que les prolétaires croyaient à une victoire facile.

« 'Rendez-vous et vous aurez la vie sauve' fait dire le général Pellé. Les fédérés se rendent. Aussitôt les Versaillais saisissent les soldats qui combattaient dans les rangs fédérés et les fusillent. Les autres prisonniers, enfermés entre deux haies de chasseurs, sont acheminés sur Versailles. Leurs officiers, tête nue, les galons arrachés, marchent en tête du convoi.

Au Petit-Bicêtre, la colonne rencontre Vinoy. Il ordonne de fusiller les officiers. Le chef de l'escorte rappelle la promesse du général Pellé. (...) 'Vous êtes d'affreuses canailles !' dit Vinoy, et se tournant vers ses officiers : 'Qu'on les fusille !' (...)

⁹¹ Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*.

⁹² *Procès-verbaux de la Commune de 1871*, édition intégrale de 1925.

⁹³ Idem.

⁹⁴ B. Noël, *Dictionnaire de la Commune*, au mot « offensive ».

⁹⁵ D'après Lissagaray, il semble que quelques membres du Gouvernement de la commune aient su que le Mont Valérien fût occupé par Versailles et d'après A. Arnould quelques chefs de la Garde nationale aussi. Ainsi le Gouvernement de la commune, se désresponsabilisant de cette action, contribue objectivement au massacre du prolétariat.

L'armée de l'ordre, reprenant l'horrible tradition de juin 1848, massacrait les prisonniers. »⁹⁶

Ce qu'il y a de tragique dans cette sortie, est qu'il n'y eut pas de structure décisionnelle autonome qui encadrât cette action dans un plan d'extension de la révolution, qui eût conçu l'assaut comme une guerre de classe, en évitant les champs de bataille front contre front, et qui, préalablement, comme nous l'avons déjà souligné, eût sapé l'ennemi à sa source, en développant le défaitisme révolutionnaire, ralliant les soldats d'en face, encore hésitants, à la cause révolutionnaire, et en attaquant directement le gouvernement de Versailles.

Mais voilà, l'absence totale de préparation, la naïveté criminelle des militants encore fidèles au gouvernement de la Commune, perdus dans des illusions communalistes, tout cela ne pouvait que mener au désastre connu: la fine fleur du prolétariat est en déroute: des dizaines de morts et de blessés, des prisonniers exécutés sur place comme Duval, Flourens, ignoblement assassinés ou torturés et ensuite enfermés sur les pontons⁹⁷ pendant des mois. Ce sont des actions aussi désastreuses qui démoralisent les prolétaires les plus combattifs et laissent le champ libre aux forces versaillaises qui ont désormais l'initiative et dont les communeux ne feront plus que subir les assauts.

La sortie du 3 avril peut être considérée comme la dernière tentative du prolétariat de sortir du carcan parisien et de développer la révolution. Après les jours qui suivirent le 18 mars où la possibilité de poursuivre les Versaillais n'a pas été saisie, l'échec de la sortie du 3 avril sonne le glas de la capacité prolétarienne à renverser le rapport de force entre les classes, à étendre la révolution, à se distancier du gouvernement de la Commune et développer son autonomie de classe. Dès ce moment, la guerre va se transformer. De guerre de classe contre classe elle va se muer en guerre bourgeoise contre le prolétariat !

3. 5 Guerre bourgeoise ou guerre de classe !

Aujourd'hui, nous pouvons affirmer que le gouvernement de la Commune a objectivement (c'est-à-dire dans les faits et indépendamment des discours qu'il pouvait tenir) servi la contre-révolution. Il dut cependant se défendre de diverses tendances qui, en son sein, remettaient en cause, sur le plan militaire, son manque d'initiative, son inertie, sa désorganisation souvent qualifiée d'« incurie ». Et nous avons vu que l'initiative de la sortie du 3 avril que nous considérons comme dernière tentative du prolétariat de développer la révolution n'a pu se faire qu'en dehors et contre ce gouvernement. Peu nous importe à présent de déterminer si, d'un point de vue militaire, la victoire sur Versailles était encore possible le 3 avril. Ce que nous voulons souligner est le fait que militairement le gouvernement de La Commune n'a de toute façon pas tenté d'organiser ni cette sortie ni tout autre résistance à l'encerclement de Paris.

Citons Elisée Reclus, fait prisonnier lors de la sortie du 3 avril :

« Pendant les premiers jours de la Commune, l'organisation militaire fut aussi grotesque, aussi nulle qu'elle l'avait été pendant le premier siège, sous la direction du lamentable Trochu. »⁹⁸

⁹⁶ Lissagaray, *Histoire de la Commune* de 1871.

⁹⁷ Vieux navires désarmés, tantôt mouillé à l'ancre, tantôt amarré à quai, dans lesquels on entassait les prisonniers. 20.000 prolétaires y furent incarcérés en attendant leur jugement.

⁹⁸ Numéro spécial de la revue *Europe* sur la Commune.

Lissagaray qui décrit longuement la non-organisation de la défense de Paris souligne entre autres choses⁹⁹ :

« Avant la fin avril, pour tout œil exercé, l'offensive promise par Cluseret est impossible. Au dedans, des hommes actifs, dévoués, s'épuisent en luttes énervantes contre les bureaux, les comités, les sous-comités, les mille rouages prétentieux d'administrations rivales et perdent une journée à se faire délivrer un canon. Aux remparts, quelques artilleurs criblent les lignes de Versailles, et, [...] ni quittent leurs pièces qu'enlevés par les obus. [...] Les braves tirailleurs, à découvert, vont surprendre les lignards dans leurs trous. Ces dévouements, ces héroïsmes vont s'éteindre dans le vide. On dirait une chaudière de machine dont toute la vapeur fuirait par cent issues. »

« De son côté, le comité d'Artillerie né du 18 mars, disputait les canons à la Guerre. [...] Jamais on ne put créer un parc central, ni même savoir le nombre exact de bouches à feu. [...] Des pièces à longue portée restèrent, jusqu'au dernier moment, couchées le long des remparts, pendant que les forts n'avaient pour répondre aux canons monstres de la marine que des pièces de 7 et de 12; souvent les munitions envoyées n'étaient pas de calibre. »

« Des 1200 bouches à feu que Paris possédait, la Guerre n'en utilisa que 200. »

« Le service de l'armement ne put fournir de chassepots à tous les hommes en campagne et les Versaillais, après la victoire, en trouvèrent 285.000, plus 190.000 fusils à tabatière, 14.000 fusils Enfield. »

Comment ce gouvernement a-t-il donc pu maintenir la supercherie face au prolétariat ?

Dès le début, l'objectif du gouvernement de la Commune est de mettre de l'ordre dans les bataillons de la Garde nationale, de réintroduire la discipline militaire, d'en reprendre le contrôle et, pour commencer, de mettre fin à l'autorité de son Comité central. Une commission militaire fut mise en place dès le 29 mars et :

*« Elle remplace le Comité de la garde nationale; cette commission est chargée de la discipline, de l'armement, de l'habillement, de l'équipement de la garde nationale. Elle est chargée d'élaborer les projets de décrets relatifs à la garde nationale. L'Etat major de la place Vendôme ne relève que d'elle. Elle doit assurer, de concert avec la Commission de sûreté générale, la sécurité de la Commune, et surveiller les agissements de Versailles ».*¹⁰⁰

Il s'agit de mettre fin à toute initiative d'auto organisation du prolétariat, de réorganiser le monopole des armes et de le remettre aux mains du gouvernement de La Commune. Lors d'une intervention à la séance du 12 avril, Gustave Lefrançais, membre actif du gouvernement de la Commune, est explicite à ce sujet et

« ... demande à saisir la Commune des faits suivants: malgré le décret déclarant qu'aucune force publique, autre que la garde nationale, ne sera instituée dans Paris, il se forme de petits corps qui donnent des ordres et créent des postes, tel par exemple que le corps des Volontaires de la Bastille formé sans autorisation. Il désirerait donc que la Commune invitât le délégué à la Guerre à ne laisser former que des corps d'armes spéciaux, tel qu'artilleurs et marins [...]. Le citoyen Lefrançais [...] dépose sur le bureau la rédaction suivante: 'la Commune voulant rentrer autant que possible dans les termes de son décret, invite le délégué à la Guerre à fournir immédiatement à la Commission exécutive les renseignements né-

⁹⁹ Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*.

¹⁰⁰ Voir les *Procès-verbaux*.

cessaires pour qu'elle puisse dissoudre, ou maintenir, les divers corps-francs qui se sont créés en dehors de la garde nationale'. »¹⁰¹

Comme le souligne cet extrait, le processus de militarisation ne se fait pas sans heurt. Des petits groupes désobéissent aux consignes d'enrégimentement et tentent de garder l'initiative. Ainsi,

« sans que personne en ait ordonné ou autorisé la création, des corps francs, recrutés sur la base du volontariat [...] prolifèrent spontanément, surtout en mai. On en dénombre une trentaine tels les 'lascars de Montmartre', les 'vengeurs de Flourens', les 'éclaireurs de Bergeret', les 'volontaires de Montrouge', les 'Francs tireurs de la Révolution', les 'Turcos de la Commune'. »¹⁰²

Comme cela se vérifia en 1917 en Russie, en 1936 en Espagne, lorsque le prolétariat s'arme et organise ses propres milices, groupes armés, bataillons,... la bourgeoisie tente à chaque fois, au nom de l'efficacité et du besoin de centralisation, de reprendre le contrôle de cet armement, de réintroduire la discipline bourgeoise, les grades et les tribunaux afin d'étouffer et condamner toute initiative prolétarienne.

Ainsi, c'est au nom de la nécessité d'organiser la défense de Paris que le gouvernement de la Commune met en place la militarisation, processus dont l'objectif est de mettre fin à l'armement du prolétariat, de dissoudre les corps armés créés au feu de la lutte.

Voilà à quoi rime la militarisation des corps francs formés des éléments plus déterminés du prolétariat. Evincer sa force de frappe et ramener les prolétaires à leur fonction de chair à canon. Voilà le but réel des décrets que le gouvernement de la Commune dicta : restaurer la hiérarchie, les galons et les médailles, les différences de soldes, la cour martiale, les cachots et les exécutions... bref restaurer la discipline bourgeoise.

La supercherie réside dans le fait que tout cela est décidé au nom de l'organisation de la défense de Paris. Ainsi Cluseret qui s'empara de la direction des opérations militaires, sur les cadavres encore chauds des prolétaires tombés au combat lors de la sortie du 3 avril, déclara préparer l'érection d'un système de barricades pour assurer la défense de Paris. Il faut occuper le peuple, le berner et l'endormir ! Ce qu'il en fut réellement : jamais rien ne fut entrepris en ce sens, ce qui facilita la rapide progression des troupes de Thiers dans Paris, dès le 21 mai, et sa suite sanglante.

Initiée par les décrets sur la Garde nationale, le processus de militarisation s'étend et tend à englober toute la société. A partir du 8 avril, le gouvernement de la Commune recense la population, décrète et organise la conscription obligatoire, perquisitionne, poursuit les déserteurs... Le Comité central et les futurs Comités de Salut Public entonneront le même discours guerrier.

Le gouvernement de la Commune, en la personne de Cluseret, décrète la mobilisation générale de tous les hommes entre 18 et 40 ans¹⁰³, leur incorporation dans les unités nouvellement reformées de la Garde nationale¹⁰⁴ et leur envoi au front ! Dans cette logique, sont remis au goût du jour : les régiments spéciaux, les condamnations pour insoumission ou désertion, les conseils de guerre et autres mesures disciplinaires si indispensables au maintien de l'ordre dans une

¹⁰¹ W. Serman, *La Commune de Paris*.

¹⁰² Idem.

¹⁰³ Facultative après 40 ans.

¹⁰⁴ Cette mesure a aussi contribué à séparer des générations de prolétaires : les plus âgés qui avaient l'expérience des barricades, des émeutes de 1848, se retrouvèrent dans la garde nationale sédentaire.

armée bourgeoise¹⁰⁵... Mesures que les différents responsables du gouvernement s'empresseront d'appliquer dans leurs arrondissements respectifs. Ajoutant à cela la désorganisation volontaire - régiments livrés à eux-mêmes, ordres contradictoires ou non transmis, renforts arrivant trop tard ou pas du tout, munitions et équipements non distribués- le gouvernement de la Commune ne pouvait que générer la démoralisation des troupes et poursuivre en cela la politique d'épuisement et de décimation du prolétariat commencée par Trochu, alors membre du gouvernement de Défense nationale et, par la suite, poursuivie par Rossel.

Le réalignement de la défense de Paris en une guerre front contre front, ne peut que donner la victoire à la force militaire la plus puissante, celle regroupée à Versailles sous les ordres de Thiers, qui d'une part, continue à disposer de l'argent de la Banque de France (qui ne fut pas inquiétée par le gouvernement de La Commune) pour réorganiser son armée et qui, d'autre part, obtient de Bismarck la récupération de 60.000 prisonniers et l'autorisation de porter à 130.000 le contingent destiné à reprendre Paris.

Le prolétariat, désarmé par son nouveau gouvernement, ne peut gagner la bataille que sur le terrain du harcèlement par petites unités mobiles, portant des coups là où on ne l'attend pas, créant la surprise, la désorientation et la démoralisation dans les troupes régulières.

Dans cette guerre qui changeait de caractère, les prolétaires envoyés au front contre les Versaillais ou bloqués dans les forts sous la mitraille, sans être relevés ou soutenus, ont très tôt entamé un mouvement de désertion. Comme le souligne Allemane :

*« Malheureusement, l'enthousiasme était disparu, et c'est par milliers qu'on doit compter les réfractaires. »*¹⁰⁶

Ce mouvement de désertion dut s'affronter à l'alignement de plus en plus marqué derrière le gouvernement de la Commune. Le ralliement du prolétariat à la cause de la défense de Paris était tel que les déserteurs furent bientôt traités de « réfractaires » et, la plupart du temps, contraints de retourner se battre.

Par exemple dans le 12ème arrondissement, un « bataillon de femmes » tente d'imposer l'armement des hommes « réfractaires » et leur renvoi au front¹⁰⁷. Cette mesure était même vigoureusement réclamée dans les Clubs rouges. L'intérêt des prolétaires envoyés au front, était bien évidemment de refuser de marcher droit au massacre, de se rebeller contre cette guerre qui n'était plus la leur, de dire non à l'embrigadement, de retourner dans leurs quartiers et de s'organiser en corps francs dont, malgré les décrets déroulant de la militarisation en cours, le nombre était, en ce mois de mai, grandissant.

Pourtant, à force de tomber dans des plans qui sciemment organisent la défaite, la situation était telle que ce qui dominait était la démoralisation.

D'un côté la militarisation, de l'autre les corps francs se multipliant tout en restant minoritaires et de plus en plus marginalisés. Comme en témoigne cet officier fédéré :

*« Nous habitions une maison dont tous les locataires faisaient partie des bataillons insurgés. Chaque jour j'étais en butte aux insultes et aux menaces; les femmes répétaient sans cesse que j'étais jeune, que c'était honteux que je restasse à la maison. »*¹⁰⁸

¹⁰⁵ Décret du 11 avril 1871.

¹⁰⁶ *Mémoires d'un communard.*

¹⁰⁷ E. Thomas, *Les pétroleuses*. 1963.

¹⁰⁸ R. Tombs, *La guerre contre Paris*. 1981.

Pour le gouvernement de la Commune, ce front est un leurre, une ligne de défense non assumée, en dernière instance un casse-pipe auquel envoyer les prolétaires qui en veulent, afin de les exposer aux fusils versaillais et de s'en débarrasser.

Pour la plupart des prolétaires, ce front est une ligne de défense du bastion de leur révolution. Ils tiennent à ce qu'il soit à la hauteur de leurs espérances et exigent du gouvernement qu'il fasse le nécessaire.

Pour une minorité de prolétaires, il apparaît de plus en plus clairement que tout est fait pour organiser leur perte. Ce front n'a plus de sens sinon d'y servir de chair à canon. Ils se font réfractaires et leur position est qualifiée de « tire-aux-flancs », « lâche » ou même « trahison ».

Mais, face à la montée du patriotisme, ce mouvement de désertion et de constitution en corps francs n'eut pas la force de renverser la situation. Il en est resté à l'état de désaveu passif, de découragement, de démobilisation.

Plus généralement, aucune force organisée, aucun militant clairvoyant, aucune expression d'une direction/centralisation de la lutte ne s'est exprimée avec suffisamment de force pour renverser le cours dramatique des événements. Ce qui a perduré jusqu'au bout parmi les prolétaires les plus combatifs, est cette politique qui visait à secouer le gouvernement de La Commune, à faire pression pour qu'il assume la défense de Paris l'insurgée. Le problème était de voir des incohérences -manquements, erreurs, défaillances- et de faire pression pour rectifier le tir, là où il y avait cohérence dans la volonté d'envoyer le prolétariat à la débâcle.

Paradoxalement, alors que l'exemple de la faillite de la sortie du 3 avril tombait à point dans l'argumentaire des députés du gouvernement de La Commune pour décourager et faire taire ceux qui voulaient encore croire à une possible défense de Paris l'insurgée, il est frappant de constater que les communiqués de guerre de Cluseret et ceux de Thiers se ressemblent par leur triomphalisme !

Le résultat : le 21 mai à Paris, il ne restait plus que 12.000 Fédérés !

Et autre paradoxe, face aux fusils versaillais, malgré toute la désorganisation ambiante et l'épuisement général, les prolétaires défendront chèrement leur peau, tenant fièrement les barricades jusqu'au bout.

3.6 Les décrets du gouvernement de la Commune

Du point de vue bourgeois, l'avantage du Gouvernement de La Commune sur le Comité central, c'est sa légitimité, le fait qu'il est l'émanation de la volonté populaire, élu au suffrage universel¹⁰⁹. Les partisans du gouvernement de la Commune étaient bien les seuls à tirer quelque gloire de cette légitimité parlementaire. Pour Versailles, l'objectif immédiat était atteint: pousser Paris à s'enfermer dans une campagne électorale et ainsi, gagner du temps afin de préparer son retour en force. Après le 26 mars les deux gouvernements vont même se donner le luxe de prolonger cette mascarade en se livrant, par voix de presse, à une bataille juridique sur la légalité du scrutin. C'est ainsi que d'un côté, l'Etat occupe le peuple avec un spectacle de marionnettes, tandis que de l'autre, il affûte ses armes. D'un côté le Gouvernement de la Commune se gonfle de déclarations chaque fois plus ronflantes, de l'autre Versailles réorganise ses forces et prépare son entrée dans Paris.

¹⁰⁹ ... pas tout à faire universel puisque les femmes en votaient pas !

Si l'on regarde de près les décrets du Gouvernement de la Commune que l'histoire présente, en général, comme la révolution en acte, il apparaît qu'aucun de ceux-ci ne correspond aux nécessités de l'heure d'extension ni même de défense de la révolution. À condition de lire très vite, seul un décret pouvait correspondre, dans le texte, sur le papier, aux nécessités de la lutte. Il est justement intéressant de s'y attarder quelque peu, car la genèse comme l'écriture définitive de ce décret illustre bien la volonté du gouvernement de la Commune d'agir en toutes circonstances dans le cadre de la légalité, du respect du droit, pour la pacification sociale.

Le décret sur les otages ou comment défendre la légalité et la justice

Face à l'absence de contre-attaque sérieuse de la part des forces communardes, l'arrogance des forces Versaillaises n'a pas de limite, les Communards pris lors de la sortie du 3 avril sont soumis à la torture et assassinés. En guise de représailles, le gouvernement de la Commune émet, le 5 avril le décret sur les otages, d'une remarquable dureté... sur le papier. Comme trop souvent avec ce gouvernement, c'est le verbe qui a le haut du pavé, mais, dans la pratique, toute son habileté sera de faire en sorte que ce décret ne trouve pas d'application! Et quand, par leurs innombrables espions implantés à Paris, les Versaillais l'apprendront, les tortures reprendront de plus belle: viols, achèvement de blessés, entassement des autres dans de sinistres geôles, etc.

Les conditions dans lesquelles ce décret a vu le jour permettent de mieux comprendre comment des militants prolétariens se sont laissés entraîner dans la défense du droit alors que la veille du 4 avril, ils se plaçaient sur le terrain de la force. Et cela est valable aussi bien en ce qui concerne les décrets d'application immédiate que les décrets plus généraux touchant à la propriété, l'église, l'armée.

Le soir du 4 avril, les membres du gouvernement de la Commune apprennent la mort de Duval, Flourens, etc., dont voilà une partie du compte rendu¹¹⁰ :

« Tout le monde est debout... 'il faut les venger... il faut, en représailles, fusiller, nous aussi'. Les propositions les plus violentes sont clamées. Rigault veut qu'on fusille l'archevêque, arrêté la veille, détenu à Mazas... que l'on fusille les curés et les jésuites arrêtés en même temps que lui. 'Il faut ouvrir les prisons au peuple, qui fera justice, crie quelqu'un...' »

C'est à ce moment qu'intervient Protot, le délégué à la Justice; il prend la parole :

« Je représente à la Commune l'énorme responsabilité qu'elle va endosser, si elle ne résiste pas au courant de violence vers lequel on cherche à l'entraîner. 'On ne répond pas, dis-je, au massacre par le massacre. Nous ne pouvons pas violer le droit des gens. Il faut agir légalement'. La salle est frémissante. Rastoul me crie : 'alors, si on continue à nous tuer, nous continuerons à ne faire que de la légalité'. Je lui réponds : 'on peut être terrible avec ses ennemis en restant justes et humains... Du reste, il n'y a pas dans les prisons que des ennemis de la Commune, il s'y trouve des gens dénoncés, qui peuvent être des innocents... Ce que nous pouvons faire, c'est prendre une résolution légale, rédiger, discuter et adopter, si nous l'approuvons, une proposition qui institue un mode de représailles, tout en restant dans les limites du droit. »

Voilà comment ce personnage intervient pour empêcher toute riposte immédiate, dans le feu de l'action. Il jette tant d'eau froide sur les ardeurs, elles-mêmes prisonnières de la légalité bourgeoise, que ces mêmes membres qui réclamaient des représailles immédiates finissent par ac-

¹¹⁰ M. Vuillaume : cahier n°VII des *Cahiers rouges au temps de la Commune* paru en 1908, cahier supprimé dans les éditions suivantes.

clamer Protot à la fin de son intervention et lui demandent de rédiger le décret sur les otages. Non seulement ce décret n'est qu'un chiffon de papier, mais surtout son histoire montre comment des individus imprégnés de légalité, de justice, de paix en viennent à calmer, canaliser et détourner l'élan de classe visant à organiser la contre-terreur, et, en un rien de temps, vident le décret sur les otages de tout contenu.

Nous retiendrons de cette intervention la phrase clé: « ... *tout en restant dans les limites du droit* », car elle permet de comprendre les limites dans lesquelles évoluaient non seulement les éléments les plus réformistes du gouvernement de la Commune, mais aussi des militants prolétaires comme Eudes, Vaillant, Clément, Rigault. Militants qui par ailleurs continuent à défendre certains points fondamentaux du programme de la révolution comme la lutte contre la propriété privée, la nécessaire organisation de la contre-terreur tout en restant, à ce moment-là encore, prisonniers de la logique du gouvernement de La Commune.

Ce décret ne sera finalement qu'une mesure démagogique, politicarde, pour calmer les prolétaires que les échos des tueries menées à Versailles rendaient furieux, et qui réclamaient vengeance. Quand le prolétariat, acculé par les forces versaillaises, en pleine semaine sanglante, se décidera finalement à mettre en pratique la nécessaire contre-terreur et fusillera des otages le 26 mai, ceux-là mêmes qui avaient voté le décret continueront à s'y opposer de toutes leurs forces, au péril de leur vie!

Il aura fallu la pression des prolétaires saoulés d'obus et surtout dégoûtés par l'orientation criminelle du gouvernement de la Commune pour que, en pleine semaine sanglante, des militants comme Raoul Rigault et Ferré assument, contre la position du gouvernement de La Commune, des actes de contre-terreur rouge: emprisonnant des bourgeois restés dans la place (espions, curés, officiers, banquiers et autres), et exécutant ces vermines dont Chaudey. Il aura fallu être face aux canons versaillais, pris en tenailles, écœurés par toutes les palabres parlementaires, par toute cette poudre jetée aux yeux et finalement déchirant les entrailles pour clairement se ranger du côté des besoins de la lutte, et se défaire des prérogatives de ce gouvernement ennemi.

Il était enfin clair que la non-assumption de ce décret rejoignait objectivement le terrorisme d'Etat de Versailles.

Blanqui avait montré le chemin de l'intransigeance :

*« La liberté qui plaide contre le communisme, nous la connaissons, c'est la liberté d'asser-
vir, la liberté d'exploiter à merci, la liberté des grandes existences, comme dit Renan, avec
les multitudes pour marchepied. Cette liberté-là le peuple l'appelle oppression et crime. Il
ne veut plus la nourrir de sa chair et de son sang. »*¹¹¹

Autres décrets

Dans sa frénésie légaliste, le gouvernement parisien, comme tout gouvernement, a légiféré! Franchise municipale, réforme du Mont-de-piété, suppression du travail de nuit des boulangers... Alors que les prolétaires s'insurgeaient dans différentes villes de France... les décrets visaient au communalisme !

Globalement, il s'agissait pour le gouvernement de la Commune de « *gérer la victoire* ». Le politicisme s'en donne à cœur joie: les diverses réélections du gouvernement de La Commune,

¹¹¹ Blanqui, *Le communisme, avenir de la société*, écrit en 1869-70.

la valse des responsables, la jungle des commissions et leurs incessants remaniements, les parolotes, les votes... toute cette frénétique activité parlementaire exprime et concourt à creuser un fossé entre le prolétariat en armes et ceux qui se considèrent comme ses représentants.

Le gouvernement de la Commune canalisait et dévoyait la lutte des prolétaires pour leur faire abandonner leurs intérêts de classe au profit d'une réelle alternative bourgeoise au gouvernement de Versailles. L'analyse des décrets pris isolément, pourrait faire croire, à la rigueur, à une tentative -bien qu'insuffisante- de répondre à la lutte. Mais si nous les replaçons dans leur contexte global, nous nous apercevons que certains décrets ne font que répondre au coup par coup à une nécessité urgente de soulager temporairement les conditions de vie du prolétariat afin de parer à toute atteinte de la sacro-sainte propriété privée, tandis que d'autres n'ont eu pour fonction que de jeter de la poudre aux yeux. Dans tous les cas, la fonction de tous les décrets est de calmer le prolétariat, de le faire attendre, de le déposséder de sa lutte et lorsqu'il rue dans les brancards, de lui jeter un os.

Les admirateurs de la Commune ont fait beaucoup de bruit sur ces décrets, les présentant comme l'embryon d'une société communiste et/ou en rupture avec l'ordre ancien. Pourtant il n'en est rien. Les nouveaux gestionnaires s'étant fixé comme tâche de défendre Paris dans le cadre d'une guerre de front, de réorganiser l'économie et de gérer le commerce de la force de travail, sans aucunement rompre avec la logique de la valeur, de la propriété privée, de l'exploitation par le travail, ils ne pouvaient pas faire autrement que pondre des décrets réformistes; certains se situant même en deçà des mesures prises par des gouvernements antérieurs.

Pourtant la situation de bouleversement social était telle qu'elle permettait des actes en rupture avec le règne de l'argent. Comme a pu l'écrire « un vieil hébertiste »¹¹² :

« En ce moment, il n'y a qu'un droit, c'est celui du prolétaire contre le propriétaire et le capitaliste, du pauvre contre le riche et le bourgeois, du déshérité depuis des siècles, contre l'aisé et le jouissant. Pauvres et prolétaires, nous n'en avons pas, nous n'en voulons pas d'autre à la jouissance, à l'aisance. Si le gâteau n'est pas assez grand pour que tous y aient une part égale, à nous d'abord avant tous: il y a assez longtemps que nous attendons... »

Cependant le gouvernement de la Commune défend le droit du propriétaire, du banquier. Nous pouvons le voir lorsqu'il promulgue quelques décrets comme ceux touchant au logement, au Mont-de-piété, à l'octroi, il ne fait que respecter la propriété privée. Malgré des phrases ronflantes prononcées par Vaillant « *rappelez-vous que vous devez frapper la propriété par nos décrets socialistes* »¹¹³ tous les membres du gouvernement se ralliaient dans leur pratique à la formule du réformiste Jourde, prononcée lors des discussions autour du Mont-de-piété :

*« Détruire le Mont-de-piété, ce serait porter une atteinte à la propriété, ce que nous n'avons encore jamais fait. Je ne crois pas qu'il soit sage, utile, intelligent de procéder de la sorte. »*¹¹⁴

Le vieil hébertiste s'inscrit en faux contre cette position bourgeoise:

« Qu'entend-on à l'Hôtel de Ville? Des paroles surannées de respect, de droit, de probité, de décence, et même, le diable m'emporte ! de délicatesse, toutes fadaïses pour couvrir et

¹¹² Il s'agit d'un texte adressé à Audouynaud, membre du Comité central, en date du 28 avril 1871, signé un vieil hébertiste, cité dans le livre de J. Rougerie *Procès des communards*. Nous en reprenons ici certains passages car il a le mérite d'être clair, d'être une charge contre le gouvernement de la Commune et d'avoir été écrit à cette époque.

¹¹³ *Procès-verbaux*.

¹¹⁴ *Procès-verbaux*.

excuser l'oppression des prolétaires par les riches et les bourgeois. On y parle aussi, crois-moi citoyen, de capitaux et d'intérêts. »

Le décret portant sur le terme des loyers adopté le 29 mars est misérable car il signifie non pas annulation pure et simple des loyers, mais seulement l'annulation des trois derniers termes, mesure applicable à toutes les couches de la population, laissant le prolétariat se débrouiller avec ses propres propriétaires :

« Au lieu d'installer définitivement le peuple dans le logement des riches et des bourgeois, on lui fait la remise humiliante, accompagnée de considérants plus humiliants encore, de trois termes de loyer, et on l'expose pour l'avenir aux griffes des vautours qui sauront bien le rattraper dans l'avenir. On le laisse dans le cloaque. »

Un vieil hébertiste.

Par la suite, le 24 avril, le **décret sur la réquisition des appartements vacants** fut adopté. C'est uniquement sous la pression des événements –reloger les habitants de Neuilly fuyant les bombardements des Versaillais– que le gouvernement de la Commune l'adopta. Dans les faits sa politique sur le logement a consisté à maintenir les prolétaires dans leurs quartiers, souvent misérables, en toute continuité avec les gouvernements précédents, gardant en cela un Paris divisé en deux : les bourgeois à l'Ouest, les prolétaires à l'Est et pourtant il y avait urgence. J. Allemane dénonce vigoureusement cette situation :

« On réquisitionne également quelques rares logements non occupés, mais on se garde d'ordonner la destruction des immeubles infects où s'étiolent et meurent des milliers de prolétaires, pendant que dans les quartiers riches des centaines de superbes maisons demeurent inhabitées. »

Pour nous, c'est clair, une telle condition misérable ne peut se dépasser qualitativement que par « l'expropriation des propriétaires actuels, par l'occupation de leurs immeubles par des travailleurs sans abri ou trop entassés dans leur logis »¹¹⁵.

Le décret portant sur le Mont-de-piété ne va pas plus loin que les mesures prises par des gouvernements antérieurs. C'est même une mascarade, car si le décret (clôturant de longues palabres seulement le 6 mai et applicable à partir du 12 mai!) précise que les prêts ne dépassant pas 50 francs pourront être dégagés gratuitement, d'un autre côté le gouvernement de la Commune s'est engagé à rembourser intégralement l'administration du Mont-de-piété, c'est-à-dire tous les actionnaires, véritables vampires du prolétariat.

« Est-ce le projet relatif aux Monts-de-piété? Au lieu de faire rendre gorge aux riches, aux bourgeois, aux exploitants, et avec le produit de cette institution, soit en meubles, soit en argent, soit en produits alimentaires, initier enfin le prolétaire aux jouissances de l'aisance et même du luxe, on lui fait, non je me trompe, on se propose de lui faire le beau cadeau de 50 fr., puis on recule, on hésite, pour ne pas désobliger les actionnaires du Mont-de-piété. »

Un vieil hébertiste.

L'arrêté sur les impôts pris par le Comité central dès le 24 mars décidant de maintenir l'octroi aux portes de Paris, se situe lui aussi sur le terrain du capital et ménage le plus possible les intérêts des bourgeois. Cet impôt sur les marchandises fut une source de revenus non négligeable pour le nouveau gouvernement (13 millions) et comme toujours dépense supplémentaire pour les prolétaires. Pourtant historiquement, l'octroi est clairement haï par le prolétariat. Le 13

¹¹⁵ Engels, *La question du logement*. 1872.

juillet 1789, la faim à Paris pousse les prolétaires à s'attaquer aux postes d'octroi, aux barrières de Paris, à les piller de leurs marchandises entreposées et à les incendier.

« L'impôt sur les biens de consommation, et essentiellement ici sur la nourriture (octroi), continue, sous la Commune, à peser sur les pauvres, alors qu'une réforme de la fiscalité aurait dû commencer par sa suppression. »¹¹⁶

En septembre 1870, à Lyon, les révolutionnaires avaient supprimé cet octroi !

Quant à la levée d'impôts, nous pouvons lire dans le *Journal Officiel*, en date du 3 avril, que le gouvernement de la Commune de Paris demande que

« ... jusqu'à ce qu'une loi prochaine fixe de la manière la plus équitable la participation de tous aux charges de la République, nous comptons sur vous pour opérer le versement de vos contributions dans la caisse des percepteurs de la Commune ».

Et ce alors que ce gouvernement respecte la Banque de France et ses 3 milliards de francs !

Le décret sur le travail de nuit des boulangers. Un des rares décrets, adopté le 20 avril¹¹⁷ -appliqué officiellement le 3 mai- qui peut paraître sympathique est celui qui abolit le travail de nuit des boulangers et supprime les placeurs¹¹⁸. Les ouvriers boulangers avaient mené de nombreuses grèves durant le Second Empire et au courant du mois d'avril 1871. Après avoir envoyé le 8 avril une requête demeurée sans réponse, ils durent manifester à 300 devant l'Hôtel de Ville... le 20 avril pour exiger que leurs revendications soient satisfaites. Les ouvriers menaçaient aussi de « *casser leurs carreaux* »¹¹⁹. Ce décret, adopté dans l'urgence et présenté par les adorateurs de l'œuvre du gouvernement de la Commune comme socialiste, n'en était pas moins à l'étude depuis deux ans sous le Second Empire. S'il a pu entraîner une exploitation moindre chez certains ouvriers¹²⁰, ce gouvernement n'est pas allé jusqu'à lever l'interdiction aux ouvriers boulangers de faire grève et ne voulait en rien intervenir dans les salaires de misère qui sévissaient dans la profession.

La faiblesse grandissante du prolétariat

« Le premier devoir d'un gouvernement est de faire exécuter ses décrets: s'il n'a pas cette fermeté, ses adversaires ne manquent pas d'exploiter cette faiblesse, et ses partisans, même les plus chauds, se démoralisent.

C'est ce qui arrive en ce moment.

La fleur des républicains verse son sang, tandis que la non-exécution des décrets permet à une foule de gens valides, non seulement de vaguer tranquillement à leurs affaires, mais de ridiculiser les combattants...

¹¹⁶ B. Noël, *Dictionnaire de la Commune*.

¹¹⁷ Le *Journal Officiel* publie ce décret dans son édition du 21 avril. Par la suite, dans le décret final ne figurera que l'interdiction du travail de nuit, selon une affiche datée du 27 avril où il est écrit : « *Le travail dans les boulangeries ne pourra commencer avant 5 heures du matin* ». La suppression des placeurs est passée à la trappe.

¹¹⁸ Pour être embauché, les ouvriers boulangers devaient passer obligatoirement par l'intermédiaire d'un « *placeur* » qui de plus percevait une dîme sur chaque ouvrier en activité. Racket mis en place par le Second Empire.

¹¹⁹ Apparemment les carreaux, c'est le lieu où l'on fait le pain (la citation est extraite des *Procès-verbaux*).

¹²⁰ La plupart des patrons se sont mis d'accord avec leurs ouvriers comme continuer à travailler comme avant. « *Volontairement* » on s'en doute !

*Mon cœur de citoyenne craint que la faiblesse de la Commune ne fasse avorter nos beaux projets d'avenir. »*¹²¹

Le texte d'un *vieil hébertiste* porte une vigoureuse critique de ces décrets, mais il est aussi symptomatique d'un moment où il y avait beaucoup de paroles fortes, d'écrits vengeurs, mais peu d'actes portant de réels coups aux intérêts du capital. De fait, la lettre de ce prolétaire exprime bien la contradiction dans laquelle se débattait le prolétariat: une certaine lucidité quant à la fonction de ce gouvernement et de l'autre une incapacité à rompre avec tout ce fatras légaliste et à s'organiser pour imposer ses besoins de élémentaires. Nous pouvons prendre deux exemples en relation avec ce que nous avons écrit plus haut :

★ Lors de l'application du décret sur les loyers, les prolétaires profitent bien de celui-ci pour ne pas payer à leur propriétaire le terme suivant, en déménageant! Mais cela ne va pas plus loin, il n'y a pas à ce moment ébauche d'un mouvement plus offensif de négation de la propriété par l'occupation des logements bourgeois.

★ Lors de l'application du décret sur le Mont-de-piété, les prolétaires attendent sagement qu'ils puissent retirer leurs effets. Sur 1.800.000 effets (ce qui donne une image de la misère du prolétariat!), seulement 41.928 articles furent retirés. Il faut dire que lors des trois jours prévus pour ce faire, le deuxième jour fut interrompu par l'irruption menaçante d'une foule de femmes qui voulaient que les choses aillent plus vite. Et ce sont les Gardes Nationaux fidèles au gouvernement qui ripostèrent pour protéger cette institution !

Pourtant certains membres du gouvernement de la Commune étaient bien conscients du danger potentiel que le prolétariat représentait. J.B. Clément écrit ceci :

*« Il n'y a pas à en douter, si les séances de la Commune eussent été publiques, le peuple eût carrément tranché la question des échéances en nous faisant passer par la fenêtre, nous et nos projets. »*¹²²

S'il est bien normal qu'une assemblée délibère dans le secret lorsqu'il s'agit de stratégie insurrectionnelle, lorsque le secret est invoqué pour les affaires plus ordinaires, c'est que le gouvernement se méfie des réactions du prolétariat de plus en plus excédé et se reconnaissant de moins en moins dans les parolotes de la députaillerie.

De même, face à la réticence de cette assemblée bourgeoise à prendre une mesure élémentaire contre les propriétaires, et poussé par les prolétaires, J.B. Clément, membre de cette assemblée soporifique, réagit :

« Citoyens, m'écriais-je, je vous préviens, que si le décret sur les loyers n'est pas voté aujourd'hui et dans un sens tout à fait favorable aux locataires, je descends demain avec les bataillons de Montmartre. »

Pourtant, malgré l'impact de l'échec de la sortie du 3 avril et malgré le coup porté par la création du Comité central de la Garde nationale, le mouvement de la révolution continue à s'exprimer dans les *Comités de Vigilance, Clubs rouges...* Dans les clubs -qui se réunissaient quelques fois dans les églises (pervertissant par la même la fonction de ces antres de l'esclavage)- l'on débat de la révolution... Les noms de ces clubs sont éloquent: *Club des Prolétaires, Club de la Révolution, de la Révolution sociale, de la Boule Noire...* C'est en ces lieux que s'affirment le plus clairement les exigences du moment: l'exécution des otages, la libération de Blanqui, l'armement des femmes, la surveillance des faubourgs contre les espions, l'obligation

¹²¹ Lettre de la citoyenne Gérard, 159, rue Amelot, en date du 4 mai 1871.

¹²² *La revanche des Communeux*, 1886.

de tous les hommes valides de défendre la révolution, la suppression de l'Eglise et l'arrestation de la curetaille, l'appropriation des moyens de production, l'organisation en force des prolétaires contre Versailles, la préparation des barricades, etc. et que s'exprime aussi la défiance grandissante vis-à-vis de la députaille.

Des initiatives y sont prises allant dans le sens de l'autonomisation du mouvement prolétaire. Telles :

★ celle de créer, vers la mi-avril, une *Union des femmes pour la défense de Paris et des soins aux blessés*,

★ celle de créer, au début du mois de mai, une *Fédération des clubs*.

Ces initiatives sont importantes dans la mesure où elles tentent de resserrer les rangs prolétaires, de prendre en main la situation, de répondre au désarroi grandissant des prolétaires qui piétinent de dépit et de colère face à l'incapacité du gouvernement de répondre aux besoins de la lutte, d'organiser les énergies révolutionnaires, alors que la situation est fortement marquée par la dispersion, l'égarement ainsi que par une ambiance surchauffée d'où jaillissent beaucoup de phrases fortes mais ronflantes vu que peu d'actes en découlaient, d'impulsions radicales mais laissées sans suite.

Le radicalisme verbal était (est encore!) une grosse faiblesse, un piège dans lequel le prolétariat s'enfermait et s'endormait. Comme B. Malon l'a justement souligné :

*« Dans ces ardents foyers de la passion populaire, la Commune était tenue pour modérée, la minorité pour réactionnaire. 'Puisque le peuple est toujours trompé par ses élus, disaient d'ardents orateurs, qu'il déchire le mandat qu'il a donné, qu'il fasse révolutionnairement ses affaires ! Que nous importent les personnalités ! Il faut que la réaction soit vaincue, il faut que les traîtres périssent, il faut que le peuple triomphe, et il triomphera si nous sommes dignes de lui'. Ce flot de radicalisme outré montait, montait toujours, entraînant la partie militante de la masse. »*¹²³

Ainsi, en rupture avec le brouhaha de la mise en scène électoraliste, et en opposition à la mise au pas des bataillons prolétariens dans la nouvelle Garde nationale, ces initiatives marquent une tendance à marquer la fracture entre le mouvement de la révolution et le réformisme/gestionnisme du gouvernement de La Commune. C'est l'expression d'une tentative d'autonomisation du prolétariat.

Mais ce mouvement renaissant reste faible. Il n'est pas en mesure de concrètement imprimer une autre direction que celle du gouvernement de la Commune; il n'est pas plus capable de défendre Paris, en tant que bastion de la révolution, contre la menace grandissante des forces qui, à Versailles, trament lentement mais sûrement un plan de reprise de Paris.

Ce qui domine est la fraction des prolétaires qui, malgré une certaine lucidité, restent entravés par la confiance qu'ils accordent au gouvernement dont ils qualifient l'action de « *molle* ». Malgré toutes leurs critiques, ils pensent que le gouvernement de la Commune a les moyens d'être maître de la situation et réclament qu'il fasse le nécessaire. Les extraits de propos tenus à ce moment même dans les Clubs illustrent clairement cette impasse :

« Considérant le moment de péril suprême dans lequel se trouvent nos institutions sociales, et la mollesse qu'apportent les membres de la Commune à produire non seulement des décrets mais des actes révolutionnaires qui peuvent seuls sauver la situation et assurer la

123 B. Malon, *La troisième défaite du prolétariat français*. 1871.

réussite de la Révolution si heureusement éclore le 18 mars, les membres de la dite section s'adressent à vous leurs élus, pour remédier à cet état de choses qui nous conduira inévitablement à notre perte, si vous persistez dans la voie où vous vous êtes engagés (...).

Vous êtes maîtres de la place de Paris, vous êtes un gouvernement à la tête d'une grande puissance, la ville de Paris! Rien ne vous manque (...).

Que craignez-vous, vous êtes maîtres de la situation, si vous manquez d'argent, vous pouvez en faire: ne voyez-vous pas que chaque jour ajouté à la défense ébranle un trône de plus et rallie autour de nous tous les travailleurs du monde dont nous défendons la cause. »¹²⁴

Ce n'est qu'au moment de la semaine sanglante, lorsque ce même prolétariat aura le couteau sous la gorge, que ses illusions sur ce que « *l'âme bourgeoise renferme d'égoïsme et de froide cruauté* » (Allemane) s'envoleront.

La poudre aux yeux...

L'abattage de la colonne Vendôme¹²⁵, le 16 mai alors que les obus pleuvent, nous fait penser à la formule romaine: du pain et des jeux, pour distraire la populace! Idem pour la destruction de la chapelle Bréa¹²⁶, décrétée le 27 avril. Idem pour la destruction de la chapelle expiatoire de Louis XVI! Idem pour la destruction de la maison de Thiers (arrêté du 11 mai). C'était « *plus facile que d'abattre son pouvoir* » ainsi que l'a écrit Jean Allemane.

Comme bien souvent la haine du prolétariat contre tous ces symboles du pouvoir bourgeois a été utilisée dans le but d'« *amuser le peuple* », de détourner l'attention des prolétaires de l'urgence d'autres actions à mener... Le seul symbole sur lequel s'est abattue la colère directe du prolétariat, sans médiation étatique, a été la crémation en place publique de la guillotine. Celle-ci fut brûlée, après avoir été réquisitionnée de force par le 137^{ème} bataillon de la Garde nationale du 11^{ème} arrondissement, le 6 avril. Ce qui ne fut pas le cas pour l'abattage de la colonne Vendôme où pour assister au spectacle, il fallait un laissez-passer dûment tamponné par le major de la place Vendôme !

Par contre, le gouvernement de la Commune dépensait beaucoup d'énergie à distraire le prolétariat en promouvant des spectacles politiques aussi stériles qu'illusoire comme celui des « conciliateurs » : des francs-maçons revendiquant la réconciliation entre Versailles et Paris et qui, le 29 avril, manifestent sur les remparts armés d'une bannière blanche sur laquelle est inscrit : « *Aimons-nous les uns les autres* » ! Sans résultat pratique, comme nous pouvons nous en douter.

Le décret du 2 avril **sur les réquisitions des biens religieux dits de main-morte**, sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, correspondait lui aussi à donner un os à un chien enragé; ce chien enragé voulait bouffer du curé, en tout cas les emprisonner! Historiquement le prolétariat, dans sa lutte contre ses exploiters directs, s'est toujours attaqué aux curés. Ce décret signifiait, dans la pratique, que le gouvernement de la Commune ne s'attaquera pas aux biens de l'Eglise

¹²⁴ J. Rougerie, *Paris libre*, 1871.

¹²⁵ Dressée à la gloire de Napoléon 1^{er} dont les guerres ont fait au moins un million de morts, rien que dans les rangs de l'armée française !

¹²⁶ Chapelle dressée sur les lieux de son exécution et en souvenir du bourreau Bréa, qui fit fusiller des insurgés de juin 1848 auxquels il avait pourtant promis la vie sauve.

(pas plus d'ailleurs qu'à ceux des banquiers et des industriels¹²⁷). Arnould, contre les prolétaires qui s'emparaient des curés ou occupaient des églises pour y organiser leurs Clubs, a exigé de ne pas fermer les églises, afin, dit-il, « *que la population puisse y aller librement* »... et seul Rigault fit fermer quelques églises.

Enfin et pour terminer, le gouvernement de la Commune, a pris des mesures que nous livrons en vrac :

- ★ Maintien du livret de travail, institué sous l'Empire et tant haï.

- ★ Frappe de nouvelles pièces de monnaie avec les légendes suivantes : « *Dieu protège la France* » et « *Travail, Garantie Nationale* » !

- ★ Ah oui ! Le gouvernement de la Commune n'a pu mener à bien son projet d'instaurer pour chaque citoyen... une carte d'identité !

- ★ Respect de la Bourse qui rouvra ses portes le 28 mars et se portera bien. Vive le capitalisme !

Défense de la propriété privée... ou comment La Banque de France n'a même pas été inquiétée

Le respect de la propriété privée (banques, ateliers, logements, etc.) a été dramatique autant parmi les militants révolutionnaires que parmi les prolétaires en général, comme le signale J. Allemane en remarquant que pendant la semaine sanglante :

« Les combattants préféreront se faire tuer derrière de minuscules retranchements plutôt que d'envahir les maisons, d'y percer des meurtrières, d'y pratiquer des passages qui les garderaient des mouvements tournants... »

Il n'est pas étonnant que dans la section française de l'AIT dont le programme restait fort proudhonien, il n'était pas question d'abolition de la propriété privée. Proudhon lui-même déclarait :

« Je n'ai pas l'intention de supprimer la propriété privée, mais de la socialiser; c'est-à-dire, de la réduire à de petites entreprises et de la priver de son pouvoir. »

Le respect de la propriété privée et plus encore sa défense s'est exprimée de manière particulièrement grave dans la protection de cette institution vénérée qu'est la Banque de France. Celle-ci ne fut en rien menacée tout au long de ces mois. Expression on ne peut plus évidente du souci du gouvernement de La Commune: les cours mêmes de la Bourse étaient reproduits tous les jours dans le Journal Officiel de la Commune de Paris. Sans commentaire !

Par la suite le déjà nommé Jourde, assumant ouvertement sa politique de défense de la propriété privée et des institutions bancaires, déclarera, lors de sa comparution devant les juges versaillais :

¹²⁷ Il y eut même un décret garantissant des dommages et intérêts pour les patrons dont les prolétaires avaient « *utilisés* » les ateliers... que les patrons avaient eux-mêmes abandonnés ! Par contre, les usines que les exploiters maintenaient, le gouvernement de la Commune n'y a pas touché. C'est le cas du célèbre entrepreneur de chaussures Godillot qui fournissait la Garde nationale, grâce à une exploitation féroce de ses ouvriers, et qui n'a pas été inquiété le moins du monde.

*« J'affirme sur mon honneur, que je me suis dit à moi-même : si la Banque est touchée, la France est perdue, mais il faut que la Banque cède quelques fonds; sans cela les faubourgs descendront... »*¹²⁸

N'avoir pas pris la Banque de France paraît aberrant au premier abord, tellement l'entreprise était facile. Le prolétariat avait tout le loisir de le faire et aucune force, à Paris, ne pouvait, à partir du 19 mars, s'y opposer, en tout cas pas les misérables bataillons regroupant 430 gardes nationaux. Pour le gouvernement de la Commune, l'honneur est sauf. Cet antre sacré du monde de l'argent est respecté! C'est donc un manque de rupture avec le respect de la propriété privée qui est la cause de cette incroyable faiblesse. Depuis que Varlin avait soumis la question au Comité central qui s'était empressé de voter: non, surtout pas!... rien n'est fait pour récupérer le fric, expression matérielle, froide, impersonnelle, des larmes, de la sueur et du sang du prolétariat. Lorsque le 1^{er} avril des Fédérés s'étaient emparés, pistolets au poing, de la caisse d'un poste d'octroi, c'est Varlin qui avait protesté contre ce qu'il a appelé *« une usurpation de pouvoir de la part de quelques membres du Comité Central »*. Ainsi nous pouvons affirmer, contrairement à tous ceux qui parlent de « l'erreur » de ne pas s'être emparé de la Banque de France, que cette attitude est conforme à la nature démocratique de ce gouvernement.¹²⁹

J. Allemane ne pouvait que condamner cette position :

« Aussi, pendant que la Commune est en situation de tout prendre pour essayer de vaincre, ses délégués arrachent péniblement à de Plæuc vingt millions, lorsque Thiers, éloigné de Paris, en reçoit deux cent cinquante-huit ! »

... et il faut le préciser, en passant tout simplement en voiture tirée par un cheval, l'octroi étant là pour veiller à ce que les marchandises puissent circuler librement. Cette soumission à la société bourgeoise met ce militant en rage qui conclut pertinemment :

« Ce manque d'audace, né de l'incompréhension du peuple et de ses élus, se retrouvera chaque fois qu'il faudra s'attaquer aux privilèges des possédants. »

S'il est vrai que juste après le 18 mars, la prise de la Banque de France aurait certainement créé une panique dans les rangs de la bourgeoisie, plus le temps passe, plus la fraction Thiers se renforce et plus elle bénéficie de la confiance retrouvée des banquiers... et de Bismarck. A un moment donné on peut même affirmer que la bourgeoisie aurait pu sacrifier ces milliards, du moment que le rapport social capitaliste était sauvé.

Pourtant il y avait des militants qui étaient parfaitement conscients qu'il fallait s'emparer de la Banque de France sans coup férir. Trohel, militant blanquiste écrivait à Rigault, dans une lettre du 14 avril ceci :

« [...] je voudrais en finir d'un seul coup avec la bourgeoisie. Pour cela je ne vois qu'un moyen: c'est de s'emparer de la Banque de France [...] accorder 5.000 francs de prime à tout volontaire, se charger des morts et des blessés, fusiller quiconque ne voudrait pas marcher, envoyer 200 millions pour servir de fonds de caisse à l'Internationale, rendre immédiatement les objets engagés au Mont-de-Piété [...] Le temps presse, les révolutions, comme les morts, vont vite. »

¹²⁸ G. Soria, *La grande histoire de la Commune*, tome 4.

¹²⁹ Lorsque le 21 avril une partie du 208^{ème} bataillon de la Garde nationale (le même qui prit position autour de la Banque de France le 12 mai) rafla la caisse de la Compagnie du Gaz, le gouvernement de la Commune s'empressa de la rendre intégralement. Cf. Eric Cavaterra, *La Banque de France et la Commune de Paris*.

Si la difficulté et en fin de compte l'impossibilité d'organiser la prise de la Banque de France n'a pu voir le jour peut se comprendre par la force du légalisme, elle s'explique aussi par la détermination d'un Beslay à la défendre bec et ongles. Il y a eu plusieurs tentatives, non pour occuper la Banque de France et virer son gouverneur, de Plœüic, mais pour tenter d'effectuer des perquisitions afin de trouver d'éventuelles armes. Ce sont les tentatives des 8 avril et 12 mai, cette dernière, organisée par Rigault, Ferré et Cournet s'appuyant sur les bataillons de volontaires *les Vengeurs de Flourens* et les *Garibaldiens*. Ce faisant, ils s'opposaient à la majorité du gouvernement de la Commune, dont faisait justement partie Beslay, celui-ci menaçant de démissionner. Malheureusement ces camarades sont restés prisonniers de ce gouvernement et ces tentatives ne se sont pas transformées en occupation permanente ! Ce n'est que le 23 mai que le Comité de salut public exigea par la force le versement de 500.000 francs, qu'il obtint immédiatement. Il ne faut pas s'étonner que Beslay recevra de la part de Thiers l'infamante récompense sous la forme d'un sauf-conduit pour partir en exil, alors qu'au même moment des prolétaires, dans l'incapacité de s'enfuir, devront compter sur la solidarité d'autres frères de classe pour se cacher, partir et ce au péril de leurs vies !

3.7 Les Comités de salut public

Au long du mois d'avril, au fil des élans de combativité mis à rude épreuve par l'organisation délibérée de la défaite, l'étoile du gouvernement de la Commune pâlit. La démoralisation gagne du terrain. L'enjeu est d'épuiser les forces du prolétariat, organiser la débandade.

Les prolétaires sont excédés par le bombardement incessant mené par les troupes versaillaises stationnées à quelques portées de fusil de Paris. Ils sont exaspérés par le manque d'organisation de la riposte et de moyens, les ordres contradictoires, les positions remportées et aussitôt abandonnées, les failles dans le maintien des avant-postes, le laisser-aller dans la surveillance des remparts...

Le 1^{er} mai est institué un Comité de salut public¹³⁰ censé contrôler et chapeauter les diverses commissions, dans un prétendu souci d'efficacité de la lutte contre Versailles. De par sa prétention à exercer une dictature pour organiser la riposte militaire à Versailles, le gouvernement de la Commune perpétue l'illusion qu'il s'assigne la tâche de défendre Paris, de mettre fin aux massacres grandissants comme celui des 200 Fédérés égorgés le 3 mai au Moulin-Saquet. Mais de fait il ne bouge pas et les revers militaires s'accumulent : chute de Clamart le 2 mai et du fort d'Issy le 8 mai. En accaparant l'initiative de la réponse à donner, il renforce l'attitude passive du prolétariat qui attend son salut de ce Comité.

Sous des dehors d'intransigeance, le ton se veut rassurant, certains se moquent même de la prétention des Versaillais de bientôt reprendre Paris. Rapidement ridiculisé, ce Comité de salut public sera dissout le 9 mai et le gouvernement procédera immédiatement à son remaniement ! Le second Comité de salut public eut, comme son prédécesseur, pour fonction historique de maintenir l'immobilisme du gouvernement de la Commune. C'est ce Comité de salut public qui inaugura sa contribution démagogique en décrétant la démolition de la maison de Thiers ! Ces différentes moutures de Comité de salut public ne feront rien d'autre que ce qu'ont fait jusqu'ici les Comité central et gouvernement de la Commune.

Les objectifs de la lutte sont tellement confus, que de ceux qui ont contribué pendant cette année de lutte à la direction du mouvement, bien peu arrivent à se démarquer de l'orientation donnée par le gouvernement de la Commune. La plupart des leaders du mouvement sont morts ou impliqués dans le

¹³⁰ Le Comité de Salut public est une réminiscence de la *Révolution française* et selon le *Journal Officiel* du 2 mai 1871 destiné « à faire couper la tête aux traîtres » et à « frapper la trahison », rhétoriques sans effet aucun. Le Comité de salut public, pendant la *Révolution française*, fut créé le 6 avril 1793 dans le but d'avoir un organe prenant des décisions énergiques contre le danger de guerre générale.

cirque parlementaire ou, malgré une assumption partielle des besoins de la lutte, incapables de faire rebondir les ébauches de rupture portées par le mouvement pour ouvrir large la brèche et s'y propulser pleinement -tels Ferré, Eudes, Rigault.

La situation est telle à la mi-mai qu'un groupe de blanquistes (dont Eudes et Rigault) et de généraux (dont Rossel) pense à une action de renversement du gouvernement de la Commune. Ce projet ne sera pas exécuté devant l'absence de réelle alternative. Il semble que ce soit Rigault qui ait stoppé ce projet, conscient de son impossibilité.

Au sein du gouvernement de la Commune, certains s'opposèrent à ce Comité de salut public et se constituèrent en groupe minoritaire. Celui-ci restant sur le terrain parlementaire, donne dans la polarisation pour ou contre le Comité de salut public, accentuant la confusion.

La plupart des militants impliqués dans le gouvernement de la Commune, auréolés d'un passé révolutionnaire, s'enfoncent de plus en plus dans la défense de la propriété privée, de la gestion du capital et y prennent goût ! Non seulement, ce sont des militants perdus à la révolution mais, de plus, ils servent de caution de gauche à ce gouvernement bourgeois et contribuent à empêcher que puissent éclore d'autres perspectives en rupture avec celui-ci.

Recrudescence des luttes en province

Pendant qu'à Paris la députaille vote, palabre, se perd en pantalonades, amuse le prolétariat avec des artifices grotesques... en province, en solidarité avec la lutte à Paris, il y a recrudescence des luttes au mois d'avril. Albert Ollivier explique¹³¹ :

« Dans certaines villes, comme Rouen et le Havre, en dépit des instructions des partis `de gauche, les ouvriers avaient affiché leur sympathie pour Paris. A Grenoble, la foule avait empêché, à la gare, le départ des troupes et des munitions pour Versailles. A Nîmes, on avait manifesté aux cris de 'Vive la Commune, à bas Versailles'. A Bordeaux, on avait même fait le coup de feu contre la police. A Périgueux, les ouvriers de la ville avaient saisi les mitrailleuses. A Varilhes, on avait essayé de faire dérailler le train emportant des munitions. Dans bien des villes et des communes, le drapeau rouge avait flotté quelques jours. »

L'exemple de la lutte à Paris, fait des émules. Les prolétaires de Rouen, du Havre, de Grenoble, de Nîmes, de Bordeaux, de Périgueux, de Varilhes... et de bien d'autres villes et communes se reconnaissent dans la lutte des prolétaires de Paris. C'est la reconnaissance en acte du fait qu'ici comme ailleurs la lutte des prolétaires est une, où qu'elle s'exprime. Le plus souvent aux cris de « Vive la Commune ! À bas Versailles ! », les prolétaires ont pris d'assaut les mairies, se sont affrontés aux troupes... Sur base de cette solidarité, il y eut une réelle propagation du mouvement.

Le développement de toute lutte passe inévitablement par son extension à l'ensemble des villes, régions, pays ! Sortir de Paris, abattre les frontières ! Un mouvement insurrectionnel qui reste enfermé en un lieu ne peut résister à la jonction des forces bourgeoises qui lui feront inévitablement face. La seule perspective est de sortir de l'isolement et d'éviter à tout prix de tomber dans une guerre front contre front dans laquelle la bourgeoisie aura toujours la supériorité des armes. Voilà pourquoi ce mouvement d'élargissement était vraiment très important, crucial.

De fait, il n'a pas cessé depuis mars. À Lyon, depuis le 19 mars, le drapeau rouge flottait sur la Guillotière, quartier ouvrier. A l'annonce d'élections qui devaient, le 30, consolider le pouvoir de Versailles, la Guillotière s'oppose au vote. Le matin des élections, des gardes nationaux s'emparent des urnes et pla-

¹³¹ Albert Ollivier, *La Commune*. 1939.

cent des factionnaires à l'entrée de la salle de vote. Une commission révolutionnaire s'installe dans la mairie. Les autres bataillons sont convoqués pour donner l'assaut mais il y a du flottement dans les rangs; un grand nombre de gardes désapprouvent. Ils ne veulent pas devenir soldats de Versailles. Soutenus par la foule qui les entourent, ils finissent par rompre les rangs. Le 38^{ème} de ligne est amené. La foule opère de même, elle pénètre les rangs des soldats, les conjure de ne pas tirer. Les officiers sont contraints de ramener leurs hommes dans les casernes. Pendant ce temps, la Guillotière se fortifie, des barricades sont élevées. Le 38^{ème} revient cette fois encadré d'un bataillon de chasseurs. L'assaut est donné. Ce furent ensuite les bataillons de la Guillotière qui furent désarmés.

Jeanne Gaillard¹³² donne une brève chronologie de faits semblables que nous reproduisons ici :

« ★ 4 avril: A Limoges, des manifestants tentent de proclamer la Commune¹³³.

★ 10-11 avril: Mouvement insurrectionnel à La Charité-sur-Loire¹³⁴.

★ 14 avril: A Rouen, radicaux et internationaux décident de soutenir la Commune les armes à la main.

★ 15-18 avril: Mouvement insurrectionnel à Cosne et à Saint-Amand (Cher).

★ 16 avril: Manifestations en province contre le départ pour Versailles de trains de munitions et de troupes.

★ 17 avril: Défilé de 300 personnes à Bordeaux. Le drapeau rouge est arboré à Cosne. Tentative de Commune à Voiron, Tullins, Saint-Marcellin.

★ 19 avril: Le drapeau rouge est arboré à Neuvy (Nièvre).

★ 30 avril: Tentative d'insurrection au faubourg de La Guillotière à Lyon avec Caulet de Tayac et Dumont, envoyés de la Commune de Paris.

★ 1^{er} mai: Un drapeau rouge flotte au fronton du théâtre de Montargis.

★ 2-3 mai: Des partisans de la Commune essayent d'arrêter les trains à Varilhes (Ariège).

★ 7-8 mai: Mouvement insurrectionnel à Montereau.

★ 12-15 mai: Des émissaires de la Commune essayent de soulever la Nièvre.

★ 22 mai: Troubles à Romans (Drôme).

★ 24 mai: Bagarres à Voiron, Vienne. [...]

Le 5 [avril]... Les travailleurs de Rouen déclarèrent qu'ils adhéraient à la Commune. [...] Le 16 avril, à Grenoble, six cents hommes, femmes et enfants allèrent à la gare pour empêcher le départ des troupes et des munitions pour Versailles. Le 18, à Nîmes, une manifestation, drapeau rouge en tête, parcourut la ville, criant : 'Vive la Commune, Vive Paris ! A bas Versailles !'. Les 16, 17, 18, à Bordeaux, des agents de police furent emprisonnés, des officiers frappés, la caserne d'infanterie fut criblée de pierres et on cria : 'Vive Paris ! Mort aux traîtres !' Le mouvement gagna les classes agricoles. A Saincoin dans le Cher, à La Charité-Sur-Loire, à Pouilly dans la Nièvre, des gardes nationaux en armes promènèrent le drapeau rouge. Cosne suivit le 18; Fleury-sur-Loire le 19. Le drapeau rouge flotta en permanence dans l'Ariège ; à Foix, on arrêta les canons ; à Varilhes, on essaya de faire dérailler les wagons de munitions ; à Périgueux, les ouvriers de la gare saisirent les mitrailleuses. [...]

De cœur, de volonté, les ouvriers de France étaient avec Paris. Les employés des gares haranguaient les soldats au passage, les adjuraient de mettre la crosse en l'air ; les affiches officielles étaient arrachées. [...] »¹³⁵

¹³² Jeanne Gaillard, *Communes de province, Commune de Paris – 1870-1871*. 1971.

¹³³ À Limoges, des soldats de la Garde nationale refusent de marcher sur Paris et fraternisent avec les ouvriers. Ils occupent la préfecture. L'armée régulière restera cependant maîtresse de la ville.

¹³⁴ C'est aussi dans cette région que l'armée versaillaise a du arrêter provisoirement des troupes en route pour Versailles parce qu'il y avait menaces de grève des ouvriers de Fourchambault (proche de 15 km de la Charité-sur-Loire), cf. Philippe Riviale, *La ballade du temps passé* (1974).

Toutefois ce mouvement d'ouverture trouve sa limite dans le fait de rester déterminé par le mouvement de lutte à Paris, d'avoir le regard tourné vers Paris et de rester en attente de sa direction donnée. Ce qui a empêché les prolétaires de ces villes de développer leurs initiatives, de comprendre que la solidarité c'était non seulement agir de même mais surtout, aller plus loin.

Ici l'idéologie communaliste pèse de toute sa force contre-révolutionnaire. Alors que spontanément, le mouvement ne demande qu'à s'étendre au-delà des frontières de Paris, que dans toute l'Europe des prolétaires suspendent leur respiration lorsque des nouvelles leur proviennent de Paris,... l'horizon du gouvernement de la Commune s'arrête à :

« La Commission sera chargée d'entretenir avec les communes de France des relations amicales, qui doivent amener la fédération. »

Ou encore, comme cité plus haut :

« La Commune s'occupera de ce qui est local, le département de ce qui est régional, le gouvernement de ce qui est national... Ne dépassons pas cette limite... »¹³⁶

Il n'y est même pas question de lutte, encore moins d'unification des luttes. Tout au plus le gouvernement se préoccupe-t-il de diplomatie. Nous irons plus loin que Tales¹³⁷ qui écrit : *« l'œuvre fut aussi faible que la formule »* car l'œuvre fut d'abord criminelle.

L'heure est-elle de reprocher au gouvernement de la Commune de ne pas avoir cherché à étendre le mouvement au-delà de Paris ? Ou de l'avoir mal organisé ? Il y eut bien quelques émissaires mais qu'ont-ils fait ?

Dans son *Histoire de la Commune*, Lissagaray cloue au pilori les Paschal Grousset et autres responsables à la Commission aux relations extérieures:

« Au centre, à l'est, à l'ouest, au sud, on pouvait faire de puissantes diversions, troubler certaines gares, arrêter les renforts, l'artillerie dirigée sur Versailles. La délégation (envoyée le 6 avril, NDR) se contenta d'envoyer quelques rares émissaires, sans connaissance des milieux, sans autorité. Elle fut même exploitée par des traîtres qui empochèrent son argent et livrèrent leurs instructions à Versailles [...]. Cette délégation, créée uniquement pour l'extérieur, oublia à peu près le reste du monde. Par toute l'Europe, la classe ouvrière buvait avidement les nouvelles de Paris, combattait de cœur avec la grande ville devenue sa capitale, multipliait les meetings, les processions, les adresses. Ses journaux, pauvres pour la plupart, luttèrent courageusement contre les calomnies de la presse bourgeoise. Le devoir de la délégation était d'alimenter ces auxiliaires précieux. Elle n'en fit rien. »

Ce gouvernement est resté fidèle à lui-même et son programme: le communalisme. Depuis le début, il ne s'agissait, pour lui, que de gérer les affaires parisiennes.

Gérer la misère du quotidien, tout faire pour enfermer la lutte dans Paris et désarmer les prolétaires... Pour ce gouvernement il n'était pas question de tendre à l'unification des luttes ! Et, au vu des implications concrètes de l'idéologie communaliste, le soutien à ce gouvernement apparaît chaque fois plus clairement criminel.

Le gouvernement de la Commune ne comprenait pas l'enjeu crucial que constituait l'extension de la lutte dans le reste du pays. Il ne pouvait pas et il le sabotait. Les militants les plus lucides, eux-mêmes prisonniers de la logique gouvernementale, ne saisissaient pas ces luttes comme dynamique convergente, mais uniquement comme éventuels apports à ce qui se tramait à Paris.

¹³⁵ Lissagaray, *Histoire de la Commune*.

¹³⁶ Déclaration de Beslay le 26 mars lors de la proclamation de la Commune.

¹³⁷ Talès, *La Commune de 1871*.

Par contre, le gouvernement de Versailles avait très bien compris l'importance de cette extension, le danger que cela pouvait représenter. Il misait ostensiblement sur la stratégie qui consiste à briser, diviser, casser, isoler. Pour cela, le contrôle de la presse et des moyens de communication joue un rôle important. Grâce à ce contrôle, Thiers raconte ce qu'il veut quand il veut, mentant et inventant à souhait sur tous les événements, à fortiori sur ce qui se passe à Paris dont il peint un tableau le plus horrifant possible pour susciter le dégoût, la peur et le rejet.



MANIFESTE

DU

COMITE CENTRAL DE L'UNION DES FEMMES

POUR LA DEFENSE DE PARIS ET LES SOINS AUX BLESSES

Au nom de la Révolution sociale que nous acclamons ; au nom de la revendication des droits du travail, de l'égalité et de la justice ; l'Union des Femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés proteste de toutes ses forces contre l'indigne proclamation aux citoyennes, parue et affichée avant-hier, et émanant d'un groupe anonyme de réactionnaires.

Ladite proclamation porte que les femmes de Paris en appellent à la générosité de Versailles et demandent la paix à tout prix...

La générosité de lâches assassins !

Une conciliation entre la liberté et le despotisme, entre le Peuple et ses bourreaux !

Non, ce n'est pas la paix, mais bien la guerre à outrance que les travailleuses de Paris viennent réclamer !

Aujourd'hui, une conciliation serait une trahison ! Ce serait renier toutes les aspirations ouvrières, acclamant la rénovation sociale absolue, l'anéantissement de tous les rapports juridiques et sociaux existant actuellement, la suppression de tous les privilèges, de toutes les exploitations, la substitution du règne du travail à celui du capital ; en un mot, l'affranchissement du travailleur par lui-même !...

Six mois de souffrances et de trahison pendant le siège, six semaines de lutte gigantesque contre les exploiters coalisés, les flots de sang versés pour la cause de la liberté sont nos titres de gloire et de vengeance !...

La lutte actuelle ne peut avoir pour issue que le triomphe de la cause populaire... Paris ne reculera pas, car il porte le drapeau de l'avenir. L'heure suprême a sonné... place aux travailleurs, arrière à leurs bourreaux !...

Des actes, de l'énergie !...

L'arbre de la liberté croît arrosé par le sang de ses ennemis !...

Toutes unies et résolues, grandies et éclairées par les souffrances que les crises sociales entraînent toujours à leur suite, profondément convaincues que la Commune, représentante des principes internationaux et révolutionnaires des peuples, porte en elles les germes de la révolution sociale, les Femmes de Paris prouveront à la France et au monde qu'elles aussi sauront, au moment du danger suprême, – aux barricades, sur les remparts de Paris, si la réaction forçait les portes, – donner comme leurs frères leur sang et leur vie pour la défense et le triomphe de la Commune, c'est-à-dire du Peuple !

Alors, victorieux, à même de s'unir et de s'entendre sur leurs intérêts communs ; travailleurs et travailleuses, tous solidaires, par un dernier effort anéantiront à jamais tout vestige d'exploitation et d'exploiteurs !

VIVE LA REPUBLIQUE SOCIALE ET UNIVERSELLE !...

VIVE LE TRAVAIL !...

VIVE LA COMMUNE !...

Paris, le 6 mai 1871.

La Commission exécutive du Comité central,
LE MEL,
JACQUIER,
LEFEVRE,
LELOUP,
DMITRIEFF.

IV. La défaite

4.1 La semaine sanglante

« Les secousses politiques qui depuis 60 ans ne cessent d'ébranler la France, lui ont donné profondément à réfléchir sur l'influence que Paris a exercée jusqu'ici sur ses destinées. Elle paraît désormais bien décidée à ne plus courber son front devant les tribuns ambitieux et la petite armée d'émeutiers qui ont placé le centre de leur propagande au sein de la capitale, afin d'exploiter à leur profit l'influence morale et légitime qu'elle exerce sur tout le reste du pays. Cependant, se maintenir en possession de la capitale sera toujours le but le plus important du gouvernement. Si la politique ne le lui demandait pas, l'honneur et l'humanité lui en feraient une loi impérieuse, il ne pourrait pas abandonner sans crime la grande cité à l'affreuse tyrannie de l'émeute. Il faut donc se mettre en mesure par tous les moyens que peut suggérer l'art et la prévoyance, de rester maître de Paris. »

Ce texte, écrit en 1849 par le général Bugeaud¹³⁸, était tellement explicite que l'État français en empêcha la publication. Le massacreur de la rue Transnonain en 1834, où tous les habitants furent passés au fil de la baïonnette, ainsi que des insurgés en Algérie¹³⁹, écrivait trop clairement comment s'organiser contre le prolétariat, s'appuyant notamment sur l'exemple de la répression de l'insurrection de juin 1848. Il eût été avantageux que le prolétariat à Paris sache à quel point l'État français, en la personne de M. Thiers, était décidé à rétablir l'ordre, coûte que coûte, « *par tous les moyens* ». Nous n'allons pas ergoter pour savoir si oui ou non, Thiers voulait un tel massacre, il voulait l'éradication, pour longtemps, de la perspective révolutionnaire, jeter le drapeau rouge aux oubliettes de l'histoire. L'objectif était de mettre fin à la dangerosité de la classe prolétaire qui se manifestait bien trop impétueusement depuis 1789, sans avoir été matée suffisamment !

Ce qui a rendu possible cet écrasement est indéniablement la conjugaison de deux éléments : la détermination farouche de la fraction Thiers à reconstituer une armée pour nettoyer Paris de la rouge vermine, et la politique de désarmement du prolétariat menée par le gouvernement de la Commune¹⁴⁰.

Pourtant, c'est non sans mal que Thiers arriva à ses fins. Comme le souligne Lissagaray¹⁴¹ :

« Le 19 mars, que reste-t-il à M. Thiers pour gouverner la France ? Il n'a ni armée, ni canon, ni les grandes villes. »

Le rapport de force qu'avait imposé le prolétariat dans la période insurrectionnelle précédant le 18 mars marque la situation de son empreinte. Par exemple lorsque, le 13 avril, arrivent de la province sept détachements, deux manifestèrent en faveur de la Commune, les autres étaient indécis. Comment faire pour

¹³⁸ Général Bugeaud, *Guerre des rues et guerre des maisons*, publié pour la première fois en 1997 par M. Bouyssy.

¹³⁹ L'Etat français a conquis l'Algérie en 1830. Pendant les quarante premières années, les massacres se sont succédé sans relâche. Dans les années 1840, Bugeaud était le gouverneur général de l'Algérie. Il écrivait ainsi en 1845 à un massacreur galonné : « *si ces gredins se retirent dans leurs cavernes, imitez Cavaignac aux Shébas ! Fumez-les à outrance comme des renards* ». Là, Bugeaud fait référence à la mise à mort par enfumage de la tribu des Oued-Riah dans des grottes d'où l'on retira 760 cadavres. Article de Robert Louzon *Cent ans de capitalisme en Algérie 1830-1930*, paru dans la *Révolution Prolétarienne* (1930).

¹⁴⁰ Pour illustrer cela une fois de plus : le 19 mai, le gouvernement de la Commune... discute du « grave » problème de l'intervention de l'Etat dans la littérature et le théâtre, pendant que toute la zone des remparts Sud-ouest est désertée, laissant le passage libre aux troupes versaillaises.

¹⁴¹ *Histoire de la Commune*.

isoler Paris, empêcher le mouvement de s'étendre, reconstruire une armée disloquée et enfin, donner l'assaut ?

Comme nous l'avons déjà abordé plus haut, l'état-major se débarrasse de régiments difficilement contrôlables.

Outre les mesures disciplinaires dont nous avons parlé plus haut, les journaux (tels *Le Gaulois*, *Le Soir*) se mettent de la partie pour bourrer le crâne des soldats de leur propagande nauséabonde. Journaux qui d'ailleurs étaient diffusés par les corps de police et de gendarmerie jusqu'aux postes les plus avancés. Il s'agissait de fabriquer l'image d'un ennemi haïssable, un étranger, affublé de toutes les tares, de détruire l'idée que « celui d'en face » est un frère, un cousin, un camarade d'atelier. Et pour cela, tous les mensonges étaient bons.

L'état-major fait aussi appel à des éléments sûrs pour encadrer les soldats peu désireux de se battre : les gendarmes, les volontaires du 1^{er} corps d'armée qui serviront de fer de lance dans toutes les attaques, qui montreront comment massacrer sans scrupule les Fédérés, les éléments de la division Faron (qui, lors du 18 mars, restèrent à l'écart de l'insurrection), les fusiliers marins et une compagnie d'élite d'éclaireurs. On fit même appel aux gendarmes pour encadrer les troupes. La remarque de Blanqui dans son remarquable écrit *Instruction pour une prise d'armes* sur les soldats était tout à fait juste :

« Dans les luttes civiles, les soldats sauf de rares exceptions, ne marchent qu'avec répugnance, par contrainte et par eau-de-vie. Ils voudraient bien être ailleurs et regardent plus volontiers derrière que devant eux. Mais une main de fer les retient esclaves et victimes d'une discipline impitoyable; sans affection pour le pouvoir, ils n'obéissent qu'à la crainte et sont incapables de la moindre initiative. Un détachement coupé est un détachement perdu. Les chefs ne l'ignorent pas, s'inquiètent avant tout de maintenir les communications entre tous leurs corps. Cette nécessité annule une partie de leur effectif. »

Voilà le travail de M. Thiers : arriver à faire que les soldats marchent et tuent, marchent et ne reculent pas, « *ne fassent pas de prisonniers* » selon les termes militaires, fusillent des prolétaires désarmés, achèvent les blessés, continuent leur sale besogne pataugeant dans le sang, dérapant sur les boyaux de ceux assassinés de leurs propres mains; arriver à faire qu'ils ne puissent plus jamais se sentir frères de ceux qui sont tombés, arriver à faire qu'ils se sentent tellement étrangers à la lutte menée par ceux-là mêmes qui étaient leurs frères de classe.

Pourtant Thiers prend des mesures pour éviter le contact prolongé des troupes avec la population de Paris¹⁴². Malgré le bourrage de crâne, les soldats ne marchent finalement qu'avec le fusil dans le dos, la crainte d'être eux-mêmes fusillés s'ils rebutent à faire leur sale boulot. Ils sont à ce moment pris dans un engrenage dont il est d'autant plus difficile de se défaire.

Mais il est important de souligner le fait que même à ce stade, il est toujours possible de rompre les rangs, d'être dégoûté par tant de cruauté, de rendre conscience du carnage. Il est toujours possible de se retourner contre ceux pour qui le simple soldat n'est que chair à canon, ceux qui dorment les ordres, ceux qui comptent les morts, qui calculent le rendement de la guerre, qui définissent les objectifs politiques du massacre et, subsidiairement, leur avancée dans la hiérarchie militaire. Il est toujours possible de ne plus marcher, de refuser de se battre. Mettre crosse en l'air ? Ce serait tout simplement suicidaire. A ce stade d'engagement des troupes, la seule possibilité est de retourner son fusil contre ses propres officiers, empêcher de se faire tirer dans le dos, organiser la mutinerie et donner un

¹⁴² « *Vinoy donna l'ordre de cantonner les soldats à l'écart de la population civile et recommanda à Mac-Mahon d'évacuer le gros des troupes en direction de Versailles. La prolongation des contacts entre les soldats et les parisiens risquait d'avoir les résultats les plus indésirables.* » Cf. Tombs.

autre cours aux affrontements: organiser la défaite de sa propre armée et la fraternisation avec le camp jusque là désigné *ennemi*.

Voilà la différence qui subsistait dans l'armée de Thiers qu'il voulait « *la plus belle que la France ait jamais eue* », différence de détermination fondamentale entre les officiers et les simples soldats: les uns s'y voient promus, les autres chair à canon; les uns sont eux-mêmes instigateurs, stratèges, planificateurs du massacre, les autres, bêtes de somme, exécuteurs des basses œuvres, masse de manœuvre manipulable à souhait, sacrificable à merci. Loin de nous l'idée d'excuser les soldats coupables d'avoir participé à cette immense opération de pacification sociale, d'avoir trempé jusqu'au cou dans cette tuerie massive, mais il est malgré tout important de souligner que du côté des simples soldats, existe toujours la possibilité de se mutiner, de rompre les rangs, de faire basculer le rapport de force et de rejoindre le camp des révoltés¹⁴³.

Ceci montre aussi l'irresponsabilité de tous les militants révolutionnaires, de tous les prolétaires actifs qui ne sont pas allés, dès le lendemain du 18 mars et tout le long de ces deux mois, vers ces prolétaires affublés de cet uniforme infâme mais qui ont montré, à plusieurs reprises, qu'ils n'adhéraient pas d'emblée au projet sanguinaire de la contre-révolution. Il s'est avéré que les troupes versaillaises fraîchement réorganisées, mises au pas, soumises, n'étaient pas sûres et ce, jusqu'à la fin du massacre.

Les appels grandiloquents émis par le Gouvernement de la Commune à l'égard du frère encaserné par Versailles, alors que les troupes étaient déjà dans Paris, étaient tout simplement criminels dans la mesure où aucun moyen n'avait été mis en œuvre pour que cet appel devienne réalité. Ils entretenaient cette illusion que l'évocation de la grandeur de la Commune puisse suffire pour que les soldats versaillais sautent dans les bras des Fédérés et ce, malgré des massacres précédents dont publicité avait été faite dans le *Journal Officiel* ainsi que dans d'autres journaux comme *le Cri du Peuple*.

Depuis début avril, Thiers négocie avec Bismarck la libération de prisonniers et l'autorisation de constituer une armée pour assiéger Paris. Le siège de Paris était, en gros, constitué pour moitié Est par les armées prussiennes et pour moitié Ouest par les armées versaillaises. Le traité de paix conclu le 10 mai permet à Thiers de définitivement désengager les troupes de ce côté et de les ramener à Versailles, de faciliter le retour de prisonniers, en particulier les éléments fidèles, comme les officiers, les fusiliers marins et l'infanterie de marine¹⁴⁴, aptes à encadrer les troupes moins sûres. Fort aussi de sa capacité à neutraliser les troupes rebelles en province, en cinq semaines, il réussit ainsi à grossir ses troupes de 25.000 à 170.000 hommes. Vers la fin avril, l'armée versaillaise, devient opérationnelle.

L'accord avec Bismarck montre clairement comment les différentes fractions bourgeoises peuvent mettre leurs différends de côté et agir de concert quand il s'agit de se battre contre l'ennemi principal: le prolétariat en armes. Au-delà des intérêts concurrentiels des différentes fractions bourgeoises, l'intérêt suprême du capital s'exprime, il faut avant tout éradiquer le danger de révolution. Il faut unir les forces contre le prolétariat¹⁴⁵. Dorénavant, Thiers est maître de la situation, il n'attend plus que le moment propice pour porter l'estocade.

¹⁴³ C'est ce qui se passa en juin 1907 avec la mutinerie des 500 soldats du 17^{ème} à Adge puis Béziers. Ces soldats refusèrent de jouer les massacreurs de femmes, d'hommes, d'enfants quelques jours après des tirs de l'armée sur la foule lors des quatre mois d'agitation, de révoltes dans le Languedoc.

¹⁴⁴ Suite à ces accords, ces soldats prisonniers constitueront moins d'un quart des effectifs de l'ensemble des soldats qui prirent part au massacre du prolétariat dans Paris.

¹⁴⁵ La France rendra la politesse en 1923, autorisant l'armée allemande à pénétrer dans la Ruhr, qu'elle occupait alors, pour aller réprimer les mouvements de lutte ! G.Badia dans son *Histoire de l'Allemagne contemporaine* (1962) cite la lettre du maire de Düsseldorf à cette occasion :

« *Je voudrais vous rappeler qu'au moment de la Commune de 1871, le commandement allemand est venu en aide aux troupes françaises pour réprimer avec lui le soulèvement. Je vous prie de nous*

Le 21 mai, à 15 heures l'armée versaillaise rentre dans Paris par le Point du Jour, complètement abandonné, et les premiers massacres organisés (et ceux qui vont suivre) seront le fait de la Garde nationale de l'Ordre, de policiers et de gendarmes. Elle procède méthodiquement, d'abord avancée militaire pour conquérir une série de positions importantes puis, dans la foulée, les policiers, les gendarmes qui connaissent bien la ville, perquisitionnent, arrêtent (sur base de listes préparées à l'avance), désignent aux soldats ceux qu'il faut parquer dans des endroits choisis, enfermés pour y être fusillés. Des tribunaux d'exception appelés cours prévôtales sont installés au fur et à mesure de la conquête de la ville et ont siégé au Châtelet, dans les casernes (Lobau, Duplex), dans des prisons (la Roquette) et d'autres lieux comme l'Ecole polytechnique, les gares du Nord et de l'Est, les jardins du Luxembourg, le Jardin des Plantes...

Au début, le prolétariat n'oppose aucune résistance, surpris par l'attaque. Puis les illusions s'étant envolées au son des premiers pelotons d'exécution (au parc Monceau), il commence à résister vaillamment et à défaut d'un plan général de défense, les prolétaires s'épaulent dans cette lutte en faisant appel à d'autres prolétaires d'autres quartiers. C'est à ce moment, le 22 mai, que Delescluze, le délégué civil à la Guerre, après avoir refusé de reconnaître que les Versaillais étaient dans la ville et interdit (!) que l'on batte le rappel, signe la proclamation suivante au nom du Comité de salut public :

« Assez de militarisme, plus d'états-majors galonnés et dorés sur toutes les coutures ! Place au Peuple, aux combattants aux bras nus ! L'heure de la guerre révolutionnaire a sonné. [...] »

Le Peuple ne connaît rien aux manœuvres savantes ; mais quand il a un fusil à la main, du pavé sous les pieds, il ne craint pas tous les stratégestes de monarchiste. »

Quant aux moyens de le mettre en œuvre... rien !

Nous n'allons pas citer tout ce texte infâme, il revient à dire *« chacun dans son quartier, chacun se démerde »*, amplifiant ainsi la désorganisation et facilitant le travail des Versaillais. En tirant les leçons de l'insurrection de juin 1848, Blanqui a écrit en 1869 dans *Instructions pour une prise d'armes*¹⁴⁶ :

« Les armées sont en présence. Voyons leurs manœuvres. Ici va se montrer à nu le vice de la tactique populaire, cause certaine des désastres. »

Point de direction ni de commandement général, pas même de concert entre les combattants. Chaque barricade a son groupe particulier, plus ou moins nombreux, mais toujours isolé. Qu'il compte dix ou cent hommes, il n'entretient aucune communication avec les autres postes. Souvent il n'y a pas même un chef pour diriger la défense, et s'il y en a, son influence est à peu près nulle. Les soldats n'en font qu'à leur tête. Ils restent, ils partent, ils reviennent, suivant leur bon plaisir. Le soir, ils vont se coucher.

De ce qui se passe ailleurs, on ne sait rien et on ne s'embarrasse pas davantage. Les canards circulent, tantôt noirs, tantôt roses. On écoute paisiblement le canon et la fusillade, en buvant sur le comptoir du marchand de vins. Quant à porter secours aux positions assaillies, on n'en a pas même l'idée. 'Que chacun défende son poste, et tout ira bien', disent les plus solides. Ce singulier raisonnement tient à ce que la plupart des insurgés se battent dans leur propre quartier, faute capitale qui a des conséquences désastreuses, notamment les dénonciations des voisins, après la défaite [...].

soutenir de la même manière... »

Dans l'accord d'armistice, signé le 11/11/1918, la bourgeoisie internationale avait prévu de laisser, à la bourgeoisie allemande, les armes utiles à la répression des émeutes (mortiers, camions, mitrailleuses...) ! Ces précisions sont contenues dans l'ouvrage de Benoist-Méchin, *Histoire de l'armée allemande*. 1936.

¹⁴⁶ Ce texte n'a pas été édité de son vivant, seules quelques copies circulèrent.

Et voilà comme on périt par l'absurde !

Lorsque, grâce à une si lourde faute la grande révolte parisienne de 1848 a été brisée comme verre par le plus pitoyable des gouvernements, quelle catastrophe n'aurait-on pas à redouter si on recommençait la même sottise devant un militarisme farouche, qui a maintenant à son service les récentes conquêtes de la science et de l'art, les chemins de fer, le télégraphe électrique, les canons rayés, le fusil Chassepot ? »

Domage que ce texte n'ait pu être médité à temps !

Dans le même ordre d'idée, le Comité central de la Garde nationale publie une affiche le 24 mai (!) pour appeler à une conciliation avec les Versaillais, après avoir rappelé qu'il a toujours eu comme ennemi : la guerre civile. Salaud jusqu'au bout !

Nous n'allons pas revenir en détail sur cette semaine terrible puisque cela reviendrait à décrire toutes les opérations militaires qui aboutissent à la défaite. Tardivement, trop tardivement le prolétariat a montré toute sa force, tout son courage. C'est dans les quartiers rouges que la résistance fut la plus opiniâtre. Face à la répression atroce, le prolétariat n'hésite pas à recourir à la mise à feu de certains bâtiments chargés d'histoire bourgeoise ainsi que des lieux de centralisation de l'Etat : les Tuileries, le Palais Royal, la Préfecture de Police, l'Hôtel de ville, le palais de la Légion d'honneur, le Conseil d'Etat, la Cour des Comptes, le Ministère des Finances... A partir du 25 mai, dans les quartiers rouges, comme Belleville, Ménilmontant, la Villette, les Fédérés furent capables de renouer avec des méthodes plus énergiques de combat et d'élaborer une stratégie pour se défendre, renouant avec la force des combats de 1848.

C'est aussi dans cette période que les prolétaires exaspérés par les massacres en cours sont allés chercher dans les prisons les curés, gendarmes, flics, espions... pour en fusiller une soixantaine, le 26 mai, rue Haxo. Les militants blanquistes assumèrent aussi des exécutions. Le 23 mai, Rigault fit fusiller Chaudey qui assumait jusqu'au bout sa responsabilité dans la fusillade du 22 janvier à l'Hôtel de Ville. Le 24 mai, Ferré signe l'ordre d'exécuter six otages. Ce faisant, ils ont agi envers et contre la plupart des membres du gouvernement de la Commune. La force de l'idéologie pacifiste était tellement ancrée chez cette députation que celle-ci s'est opposée à ces actes vengeurs, au risque même d'y passer aussi ! Il est terrible de voir un militant comme Varlin s'opposer à l'exécution de flics et curés alors que lui-même sera traîné dans les rues de Paris pendant des heures, frappé, mutilé puis fusillé. La mansuétude à l'égard de l'ennemi est une faute fatale¹⁴⁷ !

Bien que c'était ce qu'il y avait à faire depuis longtemps, il était bien trop tard pour que ces exécutions aient quelqu'impact sur l'avancée des troupes versaillaises.

« Il (Thiers) savait que ses obus incendiait Paris, que le massacre des prisonniers, des blessés, entraînerait fatalement celui des otages. Mais que lui faisait le sort de quelques prêtres et de quelques gendarmes ? Qu'importait à la haute bourgeoisie de triompher sur des ruines si, sur ces ruines, on pouvait écrire : 'Le socialisme est fini et pour longtemps!' »¹⁴⁸

La bourgeoisie se jetera évidemment sur ces quelques sursauts d'organisation d'une contre-terreur¹⁴⁹, pour démoniser les prolétaires, pour charger de calomnies ces militants qui ont réagi au déferlement de la mitraille versaillaise... tandis qu'elle-même, au nom de la défense de la civilisation,

¹⁴⁷ À Vallès, qui, dans une crise d'humanisme bourgeois, lui reproche d'avoir fusillé un archevêque, un Fédéré répond : « Tu vois, citoyen, ma balle a quand même fait un trou dans le ciel ! » Ce prolétaire illustre pratiquement la position de notre classe sur la religion dont le secret est percé à travers la critique par les armes.

¹⁴⁸ Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*.

¹⁴⁹ En tout et pour tout, il n'y eut que 85 otages fusillés, une peccadille en regard des milliers de tués par les Versaillais.

organise un massacre systématique. Voici ce que répond Jean Allemane à ceux qui croiraient à cette propagande :

« Aux âmes sensibles qui liront ces lignes et qui, bien à tort, accuseraient les révolutionnaires de nourrir des pensées de massacre, nous répondrons en les invitant à relire l'histoire, et non seulement les parties relatant les horreurs de la Semaine Sanglante, mais toutes celles où les privilégiés, se trouvant en face des revendications de la classe ouvrière, les ont noyées dans le sang de milliers de miséreux. »

Dès le 1^{er} avril, l'état-major versaillais se charge d'organiser les gardes nationaux de l'ordre restés dans Paris. Il envoie aussi des agents, espions, fomentateurs, habiles à faire circuler de fausses nouvelles, désorganiser les services, provoquer des défections... ramener à Versailles le plan des barricades élevées dans Paris. Plusieurs occupaient des postes officiels: l'un qui par son aplomb, s'est présenté à la Guerre et se fit nommer chef de la 7^{ème} légion, un autre, directeur d'un dépôt de munitions,... des abbés et des prêtres conspirateurs, particulièrement habiles à développer un sentiment de haine auprès des soldats chargés de « nettoyer » Paris...

*« L'imprudence de certains employés de la Commune favorisait le travail des espions. Des officiers d'état-major, des chefs de servie, jouant à l'importance, s'exprimaient hautement dans les cafés des boulevards... »*¹⁵⁰

*« Plus sinistres, peut être, les cours prévôtales où l'on feignait de juger. Elles n'avaient pas surgi au hasard, suivant les fureurs de la lutte. Bien avant l'entrée dans Paris, Versailles en avait fixé le nombre, le siège, les limites, la juridiction. »*¹⁵¹

Cette tuerie froide et impersonnelle est le fruit d'une réelle volonté politique et en ce sens inaugure une ère nouvelle de répression scientifique. Ce massacre a fourni aux générations futures de galonnés la matière pour étudier comment réprimer radicalement dans un contexte urbain, comment extirper en profondeur la « racine du mal ». « L'ordre officiel de faire prisonniers les Fédérés qui se rendaient ne fut pas observé. »¹⁵²

Il est clair que l'élimination la plus large possible de tous ceux qui ont participé au mouvement, ciblant particulièrement les secteurs du prolétariat les plus combattifs et les militants les plus influents, n'« extirpe pas le mal ». Si la répression annihile pour un temps la force de se battre, elle ne fait que reculer le moment où sonnera le glas non de la révolte contre ce système mais le glas de ce système qui génère chaque fois plus violemment guerre, misère...

La répression est à la mesure de la peur de la bourgeoisie de perdre son pouvoir et à la mesure de la force révolutionnaire qui a ébranlé son monde. Le but de la répression est double. Dans l'immédiat: anéantir la poussée révolutionnaire qui jaillit comme une fièvre, fait craquer le consensus national, s'étend, prend de l'ampleur et tend à faire tomber l'Etat; dans la durée: renforcer le principe d'autorité si cher à l'Etat, par un réaménagement, perfectionnement des corps répressifs – forces armées, policières, judiciaires, de contrôle social- comme force potentielle, menace permanente, prête à être libérée à la moindre secousse révolutionnaire.

Un tel massacre s'inscrit durablement dans la mémoire. La répression transforme le corps du prolétariat: elle se fait corps, pénètre les chairs, s'inscrit dans la mémoire cellulaire, transforme notre être, nous pacifie. Au fil du temps, le prolétariat transmet et reproduit cette peur; il accepte dans sa lutte, les limites qu'impose la société bourgeoise : les règles du jeu démocratique.

¹⁵⁰ Lissagaray.

¹⁵¹ Idem.

¹⁵² R. Tombs, *La guerre contre Paris*.

Dans cette acceptation de la force dominante, la social-démocratie, se matérialisant après 1871 dans différentes sections nationales a rempli sa fonction en rejetant la perspective de la destruction du vieux monde par la violence insurrectionnelle. Dans la plupart de ses manifestations écrites, ou dans ses premières commémorations publiques dès 1878, la social-démocratie fait étalage des horreurs de la contre-révolution (tout en se gardant de mettre en lumière la responsabilité criminelle du gouvernement de la Commune), en rajoute plus que nécessaire, contribuant à instiller cette peur dans le corps du prolétariat tout en mettant en avant sa stratégie politique pacifiste dont l'axe central est la conquête du pouvoir politique... par les urnes. Quant aux émeutes, barricades et autres affrontements violents contre l'Etat, cela est présenté comme des vieilleries bonnes à figurer au musée des moyens dépassés, révolus que l'on ressort de temps en temps en insistant bien que cela a toujours mené à des répressions impitoyables. Bonne raison pour s'en dispenser, n'est-ce pas ? Toute la pratique de la social-démocratie signifie le renforcement de l'Etat et son monopole de la terreur.

Contre le massacre ainsi que cette peur que la bourgeoisie essaie de nous instiller au plus profond de nous-mêmes, contre l'humanisme de la social-démocratie qui nous désarme, la seule réponse pour briser le pouvoir bourgeois est la revendication de la violence révolutionnaire. C'est ce qu'écrivait Marx dans la Nouvelle Gazette Rhénane du 7 novembre 1848, après les massacres de juin (à Paris) et d'octobre 1848 (à Vienne) :

*« Les massacres sans résultats depuis les journées de juin et d'octobre, la fastidieuse fête expiatoire depuis février et mars, le cannibalisme de la contre-révolution elle-même convaincront les peuples que **pour abréger**, pour simplifier, pour concentrer l'agonie meurtrière de la vieille société et les souffrances sanglantes de l'enfantement de la nouvelle société, il n'existe **qu'un moyen : le terrorisme révolutionnaire.** »*¹⁵³

Le cannibalisme de la contre-révolution.

Lors les combats contre l'armée versaillaise avant le début de la semaine sanglante : 3.000 morts.

Semaine sanglante : entre 15.000 et 35.000 morts selon des historiens différents, manipulant les chiffres pour donner telle ou telle interprétation partisane à la répression.

Emprisonnés dans les pontons, prisons et autres dépôts : 20.000. Au moins un millier y laissèrent leur peau.

13.700 condamnés à des peines qui, pour certains, ont duré 9 ans.

Déportés : 3.859. Des dizaines de morts à chaque voyage et des centaines de désespoirs en Nouvelle-Calédonie.

Il faut signaler aussi un « oubli » courant : la présence de 120 déportés « algériens » impliqués dans l'insurrection de 1871 en Algérie, ainsi que de celle des Aurès de 1876 et de Bou-Amama en 1881, qui ne seront amnistiés que des dizaines d'années après les déportés de la métropole !

Le catalogue des atrocités versaillaises est long et varié : massacres de prisonniers, de Fédérés pris les armes à la main ou simplement suspectés d'avoir les mains noires ou ayant la marque du recul du fusil à l'épaule ; massacres de femmes suspectées d'être des « pétro-

¹⁵³ K. Marx, *NGR* n°136, 7 novembre 1848.

leuses » ; massacres des pompiers accusés de mettre le feu à Paris et surtout coupables d'être restés à Paris après le 18 mars ; massacres des blessés et du personnel médical ; en bref massacres du prolétariat coupable d'être monté à l'assaut du ciel : « *un colonel à badine fait fusiller le maçon Lévêque, membre du Comité central ; l'officier exprime son étonnement indigné : 'c'est un maçon, dit-il, et il voulait gouverner la France !'* » Voilà en résumé tout le mépris du bourgeois, son indignation de voir des prolétaires assumer le mouvement de destruction du vieux monde. Que dire de plus sur les massacres ?

N'oublions pas la leçon infligée par la bourgeoisie : « *Le sol de Paris est jonché de leurs cadavres. Ce spectacle affreux servira de leçon, il faut l'espérer, aux insurgés qui osaient se déclarer partisans de la Commune.* » Adolphe Thiers, 25 mai 1871.

Quelques actes de résistance prolétarienne malgré la terreur

Maintenant, quels ont été les actes de solidarité prolétarienne contre la répression versaillaise, quand le carnage battait son plein, en mai-juin 1871 ? Ceux effectués par les prolétaires sous l'uniforme allemand furent rares mais réels. Certains communards ont pu fuir la boucherie, grâce à ces prolétaires qui, désobéissants aux ordres, les ont laissé passer, retrouvant ce réflexe de classe renouant avec l'internationalisme. Citons Engels, dans son introduction à la *Guerre civile en France*, de 1891 :

« *Les troupes prussiennes, qui campaient autour de la moitié nord de Paris, avaient ordre de ne laisser passer aucun fugitif, mais souvent les officiers fermèrent les yeux quand les soldats écoutaient plutôt la voix de l'humanité que celles de leurs consignes...* »

Mais ce furent là des gestes minoritaires. La majorité des soldats prussiens a contribué à la répression en arrêtant des fuyards, parfois en leur tendant des pièges (déguisés sous l'uniforme de la Croix-Rouge par exemple), leur faisant croire qu'ils allaient les aider !

À Paris, il y eut nombre de gestes héroïques qui permirent à des communards d'échapper définitivement ou momentanément à la répression. En effet, ceux qui n'avaient pas fui avant le 21 mai, qui avaient combattu jusqu'à leur dernier souffle, étaient avidement recherché par la flicaille. Ils durent leur salut à ces courageux qui ont risqué leur vie pour les avoir caché une heure, une journée, parfois une semaine.

Notons enfin ces quelques réactions prolétariennes dans les quartiers ouvriers, après la semaine sanglante. Jusqu'en juillet, des soldats, des officiers de l'armée de Thiers ont essuyé des coups de feu, même un général près d'une caserne ! Les journaux versaillais ne comprenaient pas « *quelles raisons même futile de haine on pouvait avoir contre les troupiers qui avaient bien l'air le plus inoffensif du monde.* »¹⁵⁴

Et les milliers d'exilés, en Suisse et en Angleterre principalement, reçurent également un accueil fraternel de la part des militants de l'Internationale qui les aidèrent à survivre en les logeant, en leur trouvant du travail.

¹⁵⁴ Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*.

4.2 Autres facettes de la contre-révolution.

Il est nécessaire de rappeler que la plupart des écrivains français de cette époque étaient versaillais. La peur que la bourgeoisie a éprouvée devant le spectre du communisme a été très poétiquement exprimée par ces délicats êtres humains¹⁵⁵. Citons-en quelques-uns :

★ **Leconte de Lisle** : « *Enfin, c'est fini. J'espère que la répression sera telle que rien ne bougera plus, et, pour mon compte, je désirerais qu'elle fût radicale.* »

★ **Anatole France** : « *Enfin le gouvernement du crime et de la démence pourrit à l'heure qu'il est dans les champs d'exécution.* »

★ **Flaubert** : « *Je trouve qu'on aurait dû condamner aux galères toute la Commune et forcer ces sanglants imbéciles à déblayer les ruines de Paris, la chaîne au cou, en simples forçats.* »

★ **George Sand**, pro-versaillaise convaincue, avait ouvert la voie le 6 avril, après la déroute de la sortie malheureuse des Fédérés, en écrivant : « *Tout va bien pour les Versaillais. La déroute des Fédérés est complète. On continue à voler et à arrêter dans Paris. On ne peut plaindre l'écrasement d'une pareille démagogie.* »

★ **Emile Zola**, dont la légende nous le présente comme « *un socialiste malgré lui* » (selon Barbusse), un défenseur des ouvriers avec ses descriptions des conditions de travail des mineurs (dans « *Germinal* »), en bref un adorateur de la misère, n'a jamais été autre chose qu'un ennemi du prolétariat, dès que celui-ci s'avise de prendre l'initiative de la lutte et de remettre en question l'ordre bourgeois. Zola, après avoir écrit le 19 avril : « *Ah, comme on le désire, cet assaut des troupes de Versailles qui doit délivrer Paris* », le 24 mai : « *que l'œuvre de purification s'accomplisse* », se laisse aller à une leçon de morale le 30 mai : « *le bain de sang que le peuple de Paris vient de prendre était peut-être d'une horrible nécessité pour calmer certaines de ses fièvres. Vous le verrez maintenant grandir en sagesse et en splendeur.* »¹⁵⁶

Après ces putréfactions littéraires, nous vous livrons un souffle purificateur. La semaine sanglante à peine finie, Eugène Pottier se cachant des tueurs versaillais, écrivait à l'humanité entière ce chant d'espoir :

« *Du passé faisons table rase,
Foule esclave, debout! Debout!
Le monde va changer de base :
Nous ne sommes rien, soyons tout !* »



¹⁵⁵ P. Lidsky, *Les écrivains contre la Commune*. 1970.

¹⁵⁶ Julie Moens, *Zola, l'imposteur*.

Conclusion

5.1 Éléments de conclusion

« Février 1848

Que cette date soit pour nous un avertissement salutaire. Que cette victoire, si vite transformée en défaite, ce triomphe mort-né nous serve au moins d'enseignement.

Oh ! Disait-on, la veille encore, ce n'est pas aujourd'hui comme en 1830. Le peuple ne laissera plus escamoter sa Révolution par les physiciens politiques. Il sait ce que valent les paroles de place publique. Bien fin qui le prendra à ses vieux tours de gobelet par lesquels on lui fait voir, pour un moment, comme la noix muscade 'la meilleure des républiques'; tout juste le temps de la lui montrer et de la faire disparaître, en lui disant: 'bon peuple, peuple généreux, peuple magnanime, héros des trois jours, braves camarades, je vous porte tous dans mon cœur'; et autres balivernes du même genre. Ha !! Ha !... Ha ! Bien oui, ajoutait-on, cette fois-ci ne sera pas comme l'autre. Nous avons pour nous l'expérience; et c'est une leçon qui nous a coûté assez chère! Vienne une insurrection victorieuse et pour le coup elle sera à notre profit. -ô vanité de l'ignorance populaire ! vantarderies d'esclaves façonnés au joug ! Le 24 février arriva. Paris se hérissa de barricades, les barricades se hérissèrent d'insurgés vainqueurs et, non pas le lendemain, mais le jour même, la Révolution était escamotée à la barbe des combattants. 1848, comme 1830, avait donné son coup de collier, et cette fois comme l'autre, le collier est resté au cou de la bête... Dans son élan insurrectionnel, la multitude avait brisé le timon royal, elle piaffait en hennissant au cri de liberté ; elle croyait en avoir fini avec la servitude. Illusion éphémère ! Présomption bientôt châtiée ! On n'eut qu'à la saisir par la bride, à lui tordre le mors dans la bouche pour la faire, et à hue et à dia, rentrer entre les brancards de rechange de la Réaction, l'atteler de nouveau à l'antique char de l'Etat.

Et ce n'est pas tout! Que demain le peuple se cabre et rue encore; qu'il jette à terre et foule aux pieds sa housse impériale, et demain même, peut-être! et avant le tomber du soleil, hélas! Il rentrera dans l'obéissance passive, domptés par les moulinets de paroles, les claquements de phrases, l'érudition équestre de quelque Franconi en culotte de peau, en gilet à la Robespierre, en chapeau régence ! »

Joseph Dejacque –1857

Voilà qui pourrait sonner comme une prémonition on ne peut plus juste. En effet, comment se fait-il qu'en 1871 à nouveau, les insurgés se laissent finalement embobiner par les *paroles de place publique, les phrases qui claquent, les promesses à la noix muscade* ? Mais ce serait passer sous silence qu'entre les premières échauffourées et la semaine sanglante, le mouvement a connu tout un développement, toute une dynamique de renforcement, exacerbation des contradictions de classe qui ne peut être balayée sous prétexte qu'en dernière instance, ce mouvement fut défait.

Ce serait oublier qu'en 1871, le prolétariat a imposé un rapport de force qui a menacé l'Etat dans ses soubassements.

Ce serait omettre que les soldats ont non seulement refusé de tirer sur les insurgés mais, plus encore, qu'ils ont mis crosse en l'air et retourné leurs armes contre les officiers qui leur ordonnaient de tirer.

Ce serait omettre le mouvement insurrectionnel qui a culminé le 18 mars et qui s'est soldé par la débâcle des derniers régiments stationnés à Paris.

Ce serait nié qu'en France, en 1870-71, c'est le prolétariat qui a arrêté la guerre impérialiste dans laquelle les empires français et prussiens s'apprêtaient à l'engloutir. Le prolétariat a imposé un rapport de force qui a fait abandonner tant à l'Etat français qu'à l'Etat prussien, leurs projets bellicistes. Les deux fractions belligérantes ont été contraintes d'abandonner leurs positions respectives et de trouver des accords de paix pour combattre l'insurrection prolétarienne qui avait tendance à se généraliser à toute la France. Face à la montée du mouvement révolutionnaire, la bourgeoisie a dû mettre de côté ses dissensions particulières, ses visées concurrentielles, et unifier ses efforts. L'ennemi principal était devenu: l'insurrection prolétarienne; l'objectif: vaincre la révolution, détruire la perspective du communisme.

Mais à ce génial élan de remise en question du vieux monde, ce sont aussi imposées des limites qui l'ont dramatiquement conduit à la défaite.

La bourgeoisie était affaiblie et quasi en déroute... Le prolétariat était insurgé non seulement à Paris mais dans toute une série de villes en France. Pourtant, jusqu'au 2 avril, aucune mesure ne sera prise pour consolider le rapport de force conquis le 18 mars, aucune mesure ne sera prise pour étendre la lutte, pour garder l'initiative dans la débandade des forces armées, pour organiser la défense de Paris l'insurgée !

Comme nous l'avons souligné précédemment, l'armée était en plein désarroi; les actes d'indiscipline, les refus d'obéir, les marques d'irrespect de la hiérarchie... se multipliaient. Mais ces signes de décomposition de l'armée n'ont pas été mis à profit pour durablement organiser la défaite de cette armée, pour définitivement rallier les régiments hésitants à la révolution. C'est dans ce sens que le fait de poursuivre les forces bourgeoises en fuite à Versailles avait toute son importance. Des prises de position dans ce sens ont été exprimées mais sont restées tout à fait minoritaires et mal organisées. Les tentatives d'assumer cette nécessité -telle la sortie du 3 avril- ont été menées en comptant sur le soutien du gouvernement de la Commune. Cette illusion leur fut fatale.

Le 3 avril, c'était premièrement fort tardivement réagir. Cela faisait deux semaines que Thiers négociait avec Bismarck pour récupérer les troupes prisonnières du côté prussien, qu'il organisait le siège de Paris et qu'il forçait dans toute la France l'adhésion à son entreprise de mater l'insurrection et reprendre Paris, autant par la répression des Communes qui surgissaient ça et là que par l'intrigue contre les fractions bourgeoises qui mettaient son autorité en question.

Les militants prolétariens qui chercheront à briser l'enfermement du mouvement dans Paris et à reprendre l'offensive, seront entravés par la politique du Comité central de la Garde nationale relayé par la suite par le gouvernement de la Commune. Ils finiront par agir contre les directives de ces structures mais sans clairement assumer le fait que, pour pleinement assumer leurs initiatives, une franche rupture s'imposait. Ils persévérent dans l'idée que ces comités et gouvernement allaient les soutenir, qu'il ne s'agissait que d'une question de mauvaise coordination des décisions, de relais défectueux, d'incompétences particulières...

Pire encore, après le désastre que fut cette sortie, les militants qui étaient à l'avant-garde de cette initiative et qui en reviendront -beaucoup y perdront la vie- ne tireront pas les leçons de cette défaite.

Comme nous l'avons souligné dans l'introduction, non seulement en France, mais internationalement, les contradictions faisaient jaillir ici et là d'innombrables impulsions de lutte. Mais *le prolétariat n'avait pas conscience de sa force*. Voilà la clé de tout développement radical de la révolution, passer de l'action instinctive de classe à une conscience du pourquoi et du comment de la lutte. C'est pourquoi ce type d'expression généreuse de la fibre prolétarienne affirme chaque fois plus fortement la nécessité de l'indispensable travail militant de clarification des objectifs du mouvement, de préparation révolutionnaire de l'insurrection. Ce qui fut partiellement assumé par les forces militantes présentes dans le mouvement.

Malgré les terribles limites qui ont enserré leurs actions, il est important de souligner la présence déterminante de militants qui, organisés de longue date, aguerris aux affrontements, enrichis d'expériences passées, ont su, par moment, contribuer à donner des sauts de qualité dans le processus de démarcation des classes.

5.2 Notes sur l'AIT, les blanquistes et autres militants

Dans un mouvement de lutte d'une telle envergure, il n'est pas toujours évident de déterminer où, quand, comment se sont exprimés les moments les plus forts de la lutte, les points les plus avancés de rupture vis-à-vis du consensus national, et comment se sont cristallisées, structurées, organisées les forces porteuses de ses ruptures; autrement dit, comment le prolétariat émergeant ici et là de la boue nationaliste, de la lie social-démocrate, s'est affirmé en tant que classe, a affirmé sa dynamique propre et s'est organisé en force, en parti.¹⁵⁷

Pour tenter de déterminer les lieux et les structures où se sont exprimées, organisées les énergies révolutionnaires, commençons par éliminer les appréciations -et elles sont nombreuses- qui se bornent à sanctionner les actions menées en fonction de l'appartenance formelle des militants ou groupes de militants les plus en vue qui y ont participé, à tel courant/association/parti.

Comme l'expérience de la Commune nous ne le montre très clairement, le sceau de l'AIT tout comme celui du Parti blanquiste n'a de loin pas toujours été synonyme de rupture radicale d'avec le programme du gouvernement de la Commune. Il est donc important de ne pas s'en tenir aux titres, drapeaux, autoproclamations ou encore à la présence de telles formations politiques ou tels militants pour analyser un événement, une action, un affrontement, une prise de position.

Il est important de partir du mouvement réel d'affrontements entre les classes dont émergent des forces militantes qui tantôt se font porteuses de ruptures décisives, contribuant à donner des sauts de qualité dans la démarcation des classes et de leurs objectifs fondamentalement opposés, et qui, à d'autres moments, se noient dans le consensus pacifiste, contribuant d'autant plus dramatiquement à la confusion générale et à la perte d'autonomie du prolétariat.

Nous rejetons donc les analyses qui n'acceptent de reconnaître un caractère révolutionnaire aux manifestations du prolétariat que lorsque celles-ci font explicitement référence à leurs propres préjugés idéologiques. Par exemple, l'idéologie marxiste défendant la fédération parisienne de l'AIT comme la représentante du parti du prolétariat dans la Commune, en raison de son affiliation à l'AIT dont Marx faisait partie.

Cette façon de procéder empêche toute appréciation de la direction qu'impulsèrent les militants de la fédération parisienne de l'AIT¹⁵⁸, de même qu'elle empêche de considérer toute autre expression du mouvement qui, sans avoir appartenu à l'AIT, a pu faire, par moment,

¹⁵⁷ Comme c'est la première fois que nous introduisons ce terme dans le texte et que nous savons qu'il est l'objet d'interprétations controversées, nous tenons à préciser qu'il ne s'agit pas ici du concept social-démocrate ou marxiste-léniniste. Par contre, nous attirons l'attention du lecteur sur la tentative de dégager ce processus de constitution en parti des événements eux-mêmes, du besoin de la classe de s'affirmer en force autonome, d'affirmer ses objectifs propres, en dehors et contre toute alternative bourgeoise. Une brève critique du point de vue social-démocrate/marxiste-léniniste fait l'objet d'un addenda à la fin du texte.

¹⁵⁸ Il y a une grande autonomie entre les quatre fédérations de l'AIT en France (Rouen, Paris, Lyon, Marseille), de même qu'entre les différentes branches nationales. Nous parlons, dans ce texte-ci, de la fédération parisienne.

preuve d'une plus grande clarté. Ce point de vue ne se base pas sur la pratique réelle des militants considérés mais uniquement sur leur appartenance à tel courant/association/parti. Ce point de vue est par essence idéaliste dans la mesure où il part de l'idée -préalablement conçue- du mouvement plutôt que du mouvement lui-même.

Nous tentons par contre, d'évaluer les forces les plus clairvoyantes et organisatives du prolétariat sur base de leur capacité ou non à affirmer son essence révolutionnaire, son projet social qui par sa nature même est négation en actes de l'ordre social existant, abolition des classes, du travail, du capital, de l'Etat... et affirmation du besoin de communisme, société sans argent, sans échanges, sans propriété privée... réaffirmation de la communauté humaine.

Concrètement, étant donné qu'au départ d'un affrontement entre les classes, l'idéologie dominante est celle de la classe dominante, la clarification des objectifs révolutionnaires du prolétariat est toujours le fait de minorités.

L'évaluation de l'effort organisationnel du prolétariat consiste alors en l'évaluation de la réelle capacité de ces minorités à mettre en avant les objectifs prolétariens de la lutte, à rendre conscient le mouvement d'abolition de l'ordre existant. Plus concrètement, lors du mouvement d'affrontement entre les classes en 1870-71 en France, il s'agit d'évaluer la capacité des minorités révolutionnaires à se démarquer des forces bourgeoises républicaines, du gouvernement de la Commune, à développer l'autonomie du prolétariat, à œuvrer à l'extension du mouvement et à la centralisation des diverses expressions de la lutte en une expression unique, à organiser l'insurrection contre toutes les forces bourgeoises en présence.

De ce mouvement ont émergé des forces, structurations d'énergies militantes, les unes préexistant au mouvement, tels la fédération parisienne de l'AIT et le Parti blanquiste, les autres surgissant du contexte immédiat tels les *Clubs révolutionnaires*, *Comités de vigilance*, *Bataillons rouges de la Garde nationale*, *Tirailleurs de Belleville*, *Vengeurs de Flourens*, *Union des femmes pour la défense de Paris*... Chacune et l'ensemble de ces forces expriment le processus de constitution en parti du prolétariat.

En font également partie, ceux qui sont parfois appelés les « sans parti », militants ou groupes de militants actifs non affiliés à une organisation précise mais dont la présence, le dynamisme, les actes posés, les prises de position font partie des multiples concrétisations de ce processus.

Dans celui-ci toutes les forces n'ont pas la même importance, le même impact, la même responsabilité.

Ainsi la fédération parisienne de l'AIT et le Parti blanquiste constitués préalablement à l'explosion du mouvement à Paris, ayant l'expérience de luttes passées tant au niveau national qu'international, ont de fait une plus grande responsabilité quant à exprimer et organiser toute la force du mouvement.

C'est pourquoi nous prenons ici le temps et la place pour analyser de plus près ces deux forces militantes: leurs points forts, leurs limites et plus particulièrement quelle fut leur pratique pendant le mouvement, leur capacité à galvaniser les forces du prolétariat, à clarifier les objectifs du mouvement, à faire progresser la rupture entre nationalisme et internationalisme, entre république et révolution.



L'*Association Internationale des Travailleurs* constitue une tentative du prolétariat de se doter d'une direction commune internationale, une tentative extrêmement importante de donner

corps au besoin de centralisation de toutes les luttes au-delà des frontières. Malgré le fait qu'elle ne concernait que « le monde civilisé », ¹⁵⁹ elle constitue en ce sens l'expression la plus forte de l'internationalisme prolétarien au 19^{ème} siècle.

C'est bien cette dimension qui effraya la bourgeoisie. La campagne internationale que la bourgeoisie mena à partir de mai 1871, traquant tous les militants de l'AIT, cherchant à anéantir cette menace, était bien plus à la mesure de la peur qu'inspirait la force potentielle d'un prolétariat uni, qu'à la mesure de ce que l'AIT a réellement réussi à organiser. Pour la bourgeoisie il s'agissait bien plus de détruire cette mise en perspective de chaque conflit dont elle venait facilement à bout tant qu'il restait isolé, il s'agissait de détruire la confiance du prolétariat dans sa capacité à s'organiser et à opposer à la bourgeoisie une force internationale, de détruire l'idée même de l'internationalisme prolétarien structuré en une puissante force de frappe.

La répression des militants de la branche allemande de l'AIT ayant, en juillet 1870, manifesté leur opposition à la guerre franco-prussienne, en est un exemple. Affirmer, en ce moment de mobilisation générale des armées bourgeoises, l'internationalisme prolétarien de part et d'autre de la frontière franco-allemande contre la guerre que Bismarck et Napoléon III s'apprétaient à livrer, relève aux yeux de la bourgeoisie de la cour martiale.

La première *Adresse du conseil général de l'AIT sur la guerre franco-allemande* que Marx finit de rédiger le 23 juillet 1870, huit jours après que la France et l'Allemagne précipitent le prolétariat dans la guerre, soulignait des passages des résolutions adoptées par les ouvriers allemands dont les suivants :

« Nous sommes heureux de saisir la main fraternelle que nous tendent les ouvriers de France. Attentifs au mot d'ordre de l'Association Internationale des Travailleurs : 'Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !' nous n'oublierons jamais que les ouvriers de tous les pays sont nos amis et les despotes de tous les pays, nos ennemis !

Nous nous joignons solennellement à votre protestation... Solennellement, nous promettons que ni le son de la trompette ni le rugissement du canon, ni la victoire ni la défaite, ne nous détourneront du travail commun pour l'union des ouvriers de tous les pays. »

Malgré cela, le prolétariat en Allemagne n'a pas été à la hauteur de ces déclarations internationalistes. Pour le prolétariat en Allemagne, la guerre signifiera l'abandon de ses grèves, l'abandon de ses intentions de fraternisation et forcément un accroissement de la misère.

Une des raisons du manque de conséquence de l'AIT dans sa lutte contre la guerre est cette reconnaissance d'un caractère « défensif » à la guerre menée côté prussien, caractère qui lui accrédi-terait le soutien du prolétariat ! Point de vue d'autant plus absurde que très rapidement, l'armée conduite par Bismarck franchit la frontière et défait l'armée française sur son propre terrain. Dans tous les cas, se situer sur le terrain de l'avancement d'une armée du capital c'est toujours se situer contre le prolétariat !

Comme nous l'avons vu, la fédération parisienne de l'AIT versa dans l'exaltation du patriotisme. Les blanquistes eux-mêmes n'ont pas échappé à cette fièvre nationaliste qui donna nais-

¹⁵⁹ Tous les révolutionnaires de l'époque reprennent cette terminologie pour le moins raciste, faisant partie de ce point de vue qui oppose les sociétés « civilisées » aux sociétés « barbares » et/ou « inférieures ». Ils avaient une vision progressiste de l'histoire qui les rendait incapables de reconnaître les luttes menées en dehors de ce « monde civilisé » comme faisant partie de la lutte contre le capital imposant son mode de production mortifère à l'ensemble de l'humanité. C'est une limite à cet internationalisme.

sance dès le 7 septembre 1870 au journal *La Patrie en Danger*. Et plus largement au cours de ces événements, peu des militants parmi les plus clairs y échappèrent; ce fut même la norme !

Ceci nous montre comment les situations particulières, les contingences locales peuvent prendre le dessus et semer la confusion parmi les militants jusqu'à faire abandonner une position clé du prolétariat, expression de son essence même: une classe mondiale aux intérêts uniques et irrémédiablement antagoniques à ceux de la bourgeoisie. Ce qui veut dire que toutes les luttes, en quelque endroit du monde et quelles que soient les conditions dans lesquelles elles s'expriment, sont une seule et même lutte, sont fondamentalement de même nature et ont le même objectif; c'est ce qui définit l'internationalisme. Ce qui veut dire que le besoin immédiat de toute lutte est:

- ★ l'abolition des frontières en tout genre, barrières sectorielles, géographiques, politiques ou autres, et
- ★ l'organisation de la défaite de la bourgeoisie, que celle-ci soit républicaine ou bonapartiste et quelle que soit sa position sur l'échiquier international.

Tout patriotisme conduit nécessairement à se ranger aux côtés de l'une ou l'autre fraction bourgeoise et à prendre les armes contre ses frères de classe. Tout particularisme conduit à nier le caractère unique et mondial de la classe prolétaire.

Comme les événements nous l'ont montré: le communalisme, volonté de s'en tenir à la gestion des affaires locales, était bien un moment d'affirmation des particularismes en opposition totale au point de vue international et internationaliste. Paradoxalement, les Internationaux de l'AIT défendaient, en France, le communalisme.

Dans un manifeste de mai 1869, la branche française de l'AIT prône :

« les communes, les départements et les colonies affranchies de toute tutelle pour ce qui concerne leurs intérêts locaux et administrés par des mandataires librement élus... »

En septembre 1870, dans ce qui est considéré comme le programme de l'AIT (branche française), il est défendu:

« Ce que nous voulons tous, c'est que chaque commune recouvre son indépendance municipale et se gouverne elle-même au milieu de la France libre. Nous voulons encore la Fédération des communes. »

Le 25 mars 1871, Varlin répondait à un émissaire de Bakounine :

*« ... qu'il ne s'agissait pas de révolution internationaliste; que le mouvement du 18 mars n'avait d'autre but que la revendication des franchises municipales de Paris, et que ce but était atteint; que les élections étaient fixées au lendemain 26, et qu'une fois le Conseil municipal élu le Comité central résignerait ses pouvoirs et tout serait fini. »*¹⁶⁰

En mai 1871, H. Goullé, un membre de l'AIT, réaffirme:

« La seule issue ouverte encore devant nous, c'est la fédération des Communes de France. »

Comme les événements nous l'ont montré, ces prises de position ont dramatiquement contribué à enfermer la lutte dans Paris et à soutenir la politique criminelle du gouvernement de la Commune.

¹⁶⁰ James Guillaume, *L'Internationale*. 1905.

Avant la déclaration de la guerre, la fédération parisienne de l'AIT regroupait globalement presque tous les ouvriers combattifs de la capitale et ce grâce aux efforts d'organisation et de centralisation des luttes de certains de ses militants depuis des années, tels Varlin, Héligon, Combault, André Murat, Theisz, etc.

Lors des nombreuses grèves des années 1866-67 et 1869-70, les prolétaires adhèrent en masse à l'AIT. Mais ce n'est pas pour autant que les sections nouvellement créées se transformaient en force active; la plupart du temps elles périlcliaient une fois les grèves terminées. Le nombre de militants actifs était beaucoup plus modeste: environ 2.000 à cette époque. C'est pourquoi nous pouvons dire que l'AIT est une force rayonnante, mais pas encore un corps organisé puissant, tâche à laquelle s'employaient des militants comme Varlin à Paris, Aubry à Rouen, Richard à Lyon, Bastelica à Marseille et d'autres, en participant notamment aux sociétés ouvrières et à la chambre fédérale des sociétés ouvrières à Paris. De toute cette activité était ressortie une radicalisation tout au moins d'une minorité de la fédération parisienne de l'AIT.

Mais à partir de la déclaration de la guerre, les événements vont exalter les positions les moins claires de l'AIT. La branche française de l'AIT était fortement marquée par le proudhonisme, idéologie gestionniste dont le communalisme en est une expression. Le communalisme revendique l'affranchissement des communes de la tutelle de l'Etat central, type d'affranchissement qui n'a rien à voir avec une quelconque abrogation des rapports de classe, d'exploitation, de soumission. A quoi correspondent les franchises municipales réclamées par les communalistes sinon au besoin du capital d'une plus grande liberté de circulation des marchandises. De fait, fédéralisme, coopératisme, mutualisme... ont écarté l'AIT de l'élan de remise en question du fondement du rapport social capitaliste: la dépossession des moyens de vie et de l'asservissement au travail.

Soutien critique à la République, acceptation de siéger à l'Assemblée nationale à Bordeaux, participation à la campagne pour élire un gouvernement de la Commune, respect de la propriété privée, des institutions financières, prise de position contre la création de corps francs en dehors de la Garde nationale, contre l'exécution des otages...

Il y eut indéniablement un incroyable décalage entre la force révolutionnaire du mouvement en 1870-71 en France et la politique gestionniste dans laquelle les militants de la fédération parisienne de l'AIT ont confiné leurs agissements. Sous le feu roulant des événements, ils n'ont pas su se départir des illusions proudhoniennes et ont la plupart du temps évolué dans l'ombre des bourgeois républicains de gauche.

De ces militants, bien peu réussirent à retrouver la flamme de leur engagement d'avant 1870, flamme qui les avait portés en avant du prolétariat par une pratique d'organisation des grèves et autres expressions d'un réel mouvement d'émancipation de l'esclavage salarié.

Nous ne devons pas hésiter à affirmer que la pratique de ces militants après le 18 mars est franchement contre-révolutionnaire, lorsqu'ils refusent d'attaquer la Banque de France ou encore, d'appliquer des mesures de contre-terreur seules capables, pendant un temps, de freiner les ardeurs belliqueuses de l'armée versaillaise. Certains manques de clarté qui, dans des périodes de relative paix sociale, peuvent ne pas avoir de réelle portée contre-révolutionnaire, ont, par contre, dans des moments cruciaux, un tout autre impact et deviennent des forces opérantes de la contre-révolution. La fédération parisienne de l'AIT a donc été fortement marquée par son incapacité à se démarquer du républicanisme. Incapacité renforcée par la prise de position nationaliste bourgeoise du bureau international de l'AIT (écrite par Marx) dans sa *Seconde adresse du conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs sur la guerre franco-allemande*. Voir chapitre 2.3.

La troisième *Adresse du conseil général de l'AIT sur la guerre civile en France en 1871* dont la rédaction est achevée le 31 mai 1871 marque un changement dans les prises de position de l'AIT. La répression menée par Thiers a jonché les rues de Paris de cadavres, l'heure est au bilan. Marx y reconnaît que c'est une guerre menée contre le prolétariat et dénonce la collusion entre Bismarck et Thiers dans l'encerclement de Paris et les accords de paix négociant la reconstitution d'une armée française pour donner l'assaut à la Commune. Était-il trop tôt pour pouvoir distinguer ce qui dans la Commune était expression du prolétariat de ce qui était politique bourgeoise rejoignant dans les faits, les agissements d'un Thiers? Comme nous l'avons souligné, la frontière entre révolution et contre-révolution n'était pas entre Paris et Versailles mais au sein même de la Commune entre prolétariat insurgé et gouvernement de la Commune qui, œuvrant à la désorganisation et au désarmement du prolétariat, se rangeait de fait du côté de ceux qui livrèrent le dernier assaut: Thiers soutenu par Bismarck. Malgré les faiblesses de cette troisième *Adresse*, nous la considérons comme une contribution aux leçons à tirer de cette lutte de plus d'une année. Elle se situe donc sur notre terrain de classe, au contraire des deux premières *Adresses*, se situant sur le terrain de la bourgeoisie.



En général, l'historiographie bourgeoise –livres, brochures, articles de journaux écrits après coup– a donné plus de place à la geste des membres de l'AIT, tandis que celle des blanquistes est reléguée au second plan. La raison en est qu'ils opèrent comme opère toujours la social-démocratie: présenter les écueils du mouvement comme ses moments les plus forts, et présenter les moments où le prolétariat a réellement mis en danger la domination bourgeoise comme étant les moments les moins intéressants, les choses à ne pas retenir ou, pire encore, comme des déviations tout à fait condamnables.

De l'AIT ils ont justement valorisé ce que nous soulignons comme étant ses limites: le gestionnisme, le communalisme, le réformisme, le républicanisme... tous ces mécanismes démocratiques qui ont absorbé l'énergie de ses militants, émoussé leur discernement et les ont éloignés des besoins de la lutte classe contre classe.

Des blanquistes, ils retiennent la claire décision d'organiser l'insurrection non, bien évidemment, dans le sens de valoriser cette clarté mais dans le sens de: comment faire pour que le prolétariat ne retienne pas cela comme une nécessité incontournable de la lutte, comment faire pour le détourner de cette décision. Àuprès de la social-démocratie cela s'est traduit par des années de propagande en faveur du suffrage universel. Il fallait abandonner l'affrontement classe contre classe et faire confiance à la voie parlementaire. Une ère nouvelle de progression pacifique vers le socialisme s'ouvrait. La semaine sanglante était, pour la social-démocratie, la preuve que toute pratique insurrectionnelle vouait la lutte à l'échec. Toute intransigeance dans la lutte, de toute tendance à organiser l'autodéfense, la contre-terreur fut fustigée comme étant du « blanquisme ». « Blanquisme » était devenu l'appellation sous laquelle ranger tout ce qui était honni par la social-démocratie, brandi comme une peste noire dont les prolétaires succombant à la tentation de répondre coup pour coup seraient menacés.



Mais qu'en est-il de la pratique réelle des *militants blanquistes* ?

Ce que nous appelons les blanquistes, c'est la constitution d'un groupe de révolutionnaires autour d'Auguste Blanqui à partir de 1865, intervenant dans différents milieux (au début chez les francs-maçons, les enterrements civils, puis dans les grèves, les manifestations, les réunions publiques, les émeutes) et d'une organisation clandestine de groupes de combat. Les points forts que nous retrouvons dans ce groupe sont de plusieurs ordres :

Une nette délimitation des classes sociales. Blanqui a toujours été clair sur l'antagonisme irréconciliable entre prolétariat et bourgeoisie. Dans une lettre à Maillard, écrite en 1852, il dénonce la terminologie *démocrate* qu'il jugeait être « *l'instrument des intrigants* ». Il écrivait à l'égard de ceux qui utilisent ce terme :

« Voilà pourquoi ils proscrivent les termes : prolétaires et bourgeois. Ceux-là ont un sens clair et net; ils disent catégoriquement les choses. C'est ce qui déplaît. On les repousse comme provocateurs de la guerre civile. Cette raison ne suffit-elle pas pour vous ouvrir les yeux? Qu'est-ce donc nous sommes contraints de faire depuis si longtemps, sinon la guerre civile? Et contre qui? Ah! Voilà précisément la question qu'on s'efforce d'embrouiller par l'obscurité des mots; car il s'agit d'empêcher que les deux drapeaux ennemis ne se posent carrément en face l'un de l'autre, afin d'escroquer, après le combat, au drapeau victorieux les bénéfices de la victoire et de permettre aux vaincus de se retrouver tout doucement les vainqueurs. On ne veut pas que les deux camps adverses s'appellent de leurs vrais noms: prolétariat, bourgeoisie. Cependant ils n'en ont pas d'autres. »

Un rejet catégorique d'alliance avec les républicains et socialistes bourgeois comme L. Blanc, Ledru-Rollin, Crémieux, Albert... qui ont eu leur part de responsabilités dans la répression du prolétariat en 1848. Le toast de Londres, écrit par Blanqui depuis la prison de Belle-Ile en février 1851, est une dénonciation lapidaire de ces républicains :

« Quel écueil menace la révolution de demain ?

L'écueil où s'est brisé celle d'hier: la déplorable popularité de bourgeois déguisés en tribuns.

Ledru-Rollin, Louis Blanc, Crémieux, Lamartine, Garnier-Pagès, Dupont de l'Eure, Flocon, Albert, Arago, Marrast !

Liste funèbre ! Noms sinistres, écrits en caractère sanglants sur tous les pavés de l'Europe démocratique.

C'est le gouvernement provisoire qui a tué la Révolution. C'est sur sa tête que doit retomber la responsabilité de tous les désastres, le sang de tant de milliers de victimes. »

La nécessité pour le prolétariat de s'organiser clandestinement, de préparer l'insurrection.

Et le besoin de lutter pour que l'organisation ne soit pas l'objet d'infiltration (tâche remplie par R. Rigault avec succès¹⁶¹).

La nécessité de préparer l'insurrection est l'aspect fondamental de toute l'activité des militants blanquistes. Blanqui chercha toute sa vie à donner un saut de qualité au mouvement contrairement à l'idée par la suite répandue que c'était fait en dépit de tout lien avec le rapport de force en cours. Les différentes tentatives insurrectionnelles des 12 et 13 mai 1839, du 14 août, du 4 septembre et de la fin décembre 1870 ne sont pas des actions menées à l'aveuglette, en dehors de toute analyse sérieuse. C'est dans les périodes marquées par des manifestations, affrontements avec les forces de l'ordre qu'à un moment donné les blanquistes décident de passer à l'action, après une intense préparation. Ce n'est pas parce que ces tentatives ont échoué qu'elles doivent être jetées au rebut. Ceux qui abondent dans ce sens, se placent nécessairement sur le terrain de la réforme pacifique de la société bourgeoise. Ainsi Emilio Lussu écrit:

¹⁶¹ Nous pouvons lire dans le livre de Maurice Dommanget, Blanqui et l'opposition révolutionnaire au second Empire : « *aussi quand, après le 4 septembre, le préfet de police De Kératry le nommera commissaire spécial en remplacement de Lagrange, ce sera un jeu pour lui de présenter au commissaire Lambquin, maintenu en fonction, la liste complète et exacte de toute la brigade politique.* »

*« Il n'existe pas de thermomètre qui puisse enregistrer scientifiquement sa température, et c'est précisément ce qui constitue l'inconnue de toute insurrection et la part de risque que comporte toute révolution. S'il n'en était pas ainsi, l'insurrection serait toujours une opération sûre, sans risque ni péril. »*¹⁶²

En toute cohérence avec ce but, s'organisent clandestinement des groupes de combat. En 1870, leur effectif est de 800 environ (sur un total estimé de 2.000 à 3.000 militants) dont 100 hommes armés de fusil. Ces groupes sont mis sur pied par Jaclard, Duval, Genton pour la rive droite (Montmartre, La Chapelle, Belleville...) et par Eudes, Granger pour la rive gauche. Il est remarquable de voir que ces groupes sont constitués sur base locale (quartier) ainsi que sur base d'atelier (dans la métallurgie, la chaudronnerie, la fonderie...).

Au vu de ces activités, il est logique que nous retrouvions les blanquistes en première ligne pour mener des actions énergiques contre l'Empire, le gouvernement de la Défense nationale puis contre les Versaillais. Nous rappelons que c'est autour des blanquistes que s'organisa tant bien que mal la sortie du 3 avril pour briser l'enfermement dans Paris et défaire Thiers et sa clique. C'est autour d'eux également que s'organisèrent les quelques actions de contre-terreur pour tenter de dissuader Thiers de continuer à humilier, torturer et exécuter les prisonniers.

Les militants blanquistes, formés à l'école de la conspiration, rompus à la lutte clandestine, constituaient effectivement une force organisationnelle. En 1870, ayant à leur actif au moins six ans de présences dans les luttes (quarante pour Blanqui) la poussée insurrectionnelle les a propulsés aux premières lignes des affrontements. Mais ainsi portés à la tête du mouvement, ils s'en sont retrouvés désarçonnés. Leur vision de l'insurrection se limitant essentiellement à la question militaire, il leur manquait la dimension politique: quelle direction donner à la guerre contre la bourgeoisie ? Une fois les forces de répression, l'armée, la police, la gendarmerie, mises hors d'état de nuire, que faire de ce pouvoir qui leur tombe entre les mains ? Que faire des forces politiques en présence ? Que faire des rapports sociaux ?

La limite de leur conception de l'insurrection s'exprimait par la non-assomption de l'insurrection en tant qu'acte politique. C'est sur cette limite précisément que s'est basée la social-démocratie pour, par la suite, amalgamer la pratique des militants blanquistes durant la Commune à une pratique « aventuriste », « putschiste », sans aucun lien avec la lutte, sorte de ridiculisation qui permit à la social-démocratie de donner du poids à sa volonté d'éradiquer de la mémoire prolétarienne la perspective insurrectionnelle.

Concrètement, en 1870-71 à Paris, cette vision militariste de l'insurrection fera que le fruit des efforts des militants blanquistes pour imposer un rapport de force en faveur du prolétariat leur glissera entre les doigts.

Cette séparation entre le militaire et le politique les ont amenés à manquer de recul vis-à-vis de la République et du gouvernement de Défense nationale dans un premier temps et vis-à-vis du Comité central de la Garde nationale et du gouvernement de la Commune dans un second temps et à charrier des manques de rupture qui ont pesé lourds aux moments cruciaux du développement du mouvement.

Nous avons déjà rappelé ci-dessus leur compromission patriotique. Comme nous l'avons souligné, en septembre 1870, lorsque l'Empire est renversé, la république proclamée et qu'un Gouvernement de la Défense nationale prend place, aucun groupe prolétarien ne résistera aux appels des sirènes patriotiques. Les blanquistes surenchérent en décidant de brutalement laisser tomber la lutte menée contre la classe ennemie, et en appelant le prolétariat à se mettre

¹⁶² Emilio Lussu, *Théorie de l'insurrection*. 1935.

« sans plus de partis ni de nuances » au service de la nation française ! Dans *La Patrie en Danger*, des appels à la collaboration républicaine et à la défense nationale côtoyaient d'infâmes délires racistes associant la France à la civilisation et le Teuton à un barbare « *aux pieds plats, aux mains de singe* », pourvu d'« *un mètre de tripe de plus que la nôtre* » ! L'attitude du Parti blanquiste en septembre 1870 fut d'autant plus néfaste que ses précédents exploits révolutionnaires lui avaient apporté un énorme crédit auprès du prolétariat, et c'est ce crédit qui, à un moment aussi crucial de la contradiction nationalisme ou communisme, permit de consolider l'union nationale à laquelle appelait la bourgeoisie pour mener sa guerre contre l'Allemagne.

Malgré ces limites qui sont aussi expression du rapport de force général en présence, les principales tentatives de donner un saut de qualité au mouvement à Paris entre janvier 1870 et mai 1871, ont été assumées par les militants blanquistes. Comme nous l'avons montré au fil des événements, ceux-ci, portés par le mouvement, ont assumé un véritable rôle dynamisant et galvanisant la combativité du prolétariat. C'est dans cet effort organisatif que nous reconnaissons une expression du parti du prolétariat en tant que tendance générale à s'affirmer en tant que classe.



Mais comme nous l'avons vu aussi, membres du Parti blanquiste ou membres de l'AIT, le manque de clarté sur les objectifs de classe, a fait qu'ils n'ont pas opéré les ruptures nécessaires vis-à-vis des forces républicaines. Ils ont la plupart du temps rendu l'initiative à la bourgeoisie.

Alors que leur activité antérieure à juillet 1870 consistait justement à s'organiser en dehors des structures bourgeoises, à développer l'auto organisation du prolétariat, la précipitation des événements a vu ces militants perdre cette capacité. Habitué à développer une résistance dans l'ombre de l'omniprésence de la répression, ils ont été surpris, désorientés et dépassés par le cours des événements; ils ne sont pas arrivés à prendre le recul nécessaire pour s'adapter aux nouvelles conditions de lutte. Chacune des deux organisations a perdu l'avantage de l'expérience accumulée; aucune n'a pu faire de l'expérience passée une force pour le présent. A certains moments, sur le fil du rasoir, à d'autres ayant franchement basculé du côté de la contre-révolution, ils ont plutôt exprimé l'incapacité générale du prolétariat à rompre clairement avec toutes les structures mises en place par la société au fur et à mesure des événements, pour répondre aux nouvelles situations.

En fait la fraction républicaine a été fort habile à créer à chaque fois des structures nouvelles qui répondaient au niveau de radicalisation de la lutte. Elle a été suffisamment souple pour à chaque fois s'adapter, rebondir et ramener le prolétariat dans l'arène où c'était elle qui définissait les règles du combat. Cette capacité à s'adapter — chute de l'Empire, proclamation de la république, gouvernement de Défense nationale, Comité central de la Garde nationale, élections, gouvernement de la Commune, Comités de Salut public...- a permis d'éviter les francs débordements, les ruptures claires, a brouillé la ligne de démarcation entre bourgeoisie et prolétariat.

Dans ce cadre là, le mouvement prolétarien et les minorités révolutionnaires qui lui étaient propres ont été déboussolés. Aussitôt qu'ils portaient le coup fatal à une fraction bourgeoise, ils se faisaient désarçonner par la promptitude d'une autre fraction bourgeoise à s'emparer de la place vacante. Tout en ayant été à plusieurs reprises au premier plan des événements, le prolétariat est resté désarmé face aux possibilités qui s'offraient à lui de prendre la direction des événements et d'imposer ses propres objectifs de classe. Tout en faisant preuve d'une énorme combativité, il a montré une propension à se laisser berner par les promesses républicaines.

Ceci nous montre une fois de plus que c'est rarement la combativité ou l'armement qui manque au prolétariat ; ce qu'il lui manque c'est la direction à donner à sa lutte, la définition de ses objectifs de classe.



Autant les militants blanquistes et la fédération parisienne de l'AIT, en tant qu'organisations, se sont enlisés dans le parlementarisme, républicanisme, communalisme... autant il est important de souligner que, de ces organisations, des militants ont, de leur autorité personnelle et en rupture avec les directives de leur organisation, pris des initiatives répondant aux besoins de renforcement de la lutte.

« Chose pénible à constater et qui doit être dite : les 'vrais révolutionnaires' sous la Commune furent surtout hors des rangs de l'Internationale. Ou bien c'était des Internationaux affiliés en même temps aux groupes blanquistes ou jacobins et qui, par conséquent, n'étaient pas de stricte observance. »¹⁶³

Il est important de se rappeler le nom de certains de ces camarades qui, par moments, envers et contre le corpus programmatique de ces deux organisations, ont donné corps à des Clubs pour organiser toute la force qui fusait des quartiers prolétaires insurgés. Nous rappelons quelques noms : Emile Duval, blanquiste depuis 1866, organisateur des premiers groupes de combat avec Granger, Eudes, Genton, Jaclard et d'autres, militant qui avant la guerre avait organisé et centralisé de nombreuses grèves dans le secteur de la métallurgie. Il est libéré de prison le 5 septembre, suite au 3^{ème} procès intenté contre l'AIT. Dès lors il se replonge dans l'activité révolutionnaire. Son parcours est intéressant, car il est à l'image de tous ces prolétaires combatifs qui, emballés par le patriotisme, avaient laissé de côté la lutte contre les rapports d'exploitation, mais qui, sous l'aiguillon de la faim apportée par la guerre et du froid de l'hiver reprirent le chemin de la lutte pour d'autres conditions de vie. Au mois de septembre il participe au Comité de vigilance et à son Comité central puis, rapidement avec d'autres camarades comme Martin Constant, Léo Meillet, Adoué et d'autres, il va développer une structure de lutte parallèle au Comité de vigilance de son quartier où l'on recommence à parler de révolution : c'est le *Club des républicains démocrates socialistes du 13^{ème} arrondissement*. Puis, suite à tous les événements du mois d'octobre, la radicalisation s'accroît et c'est la naissance (officiellement le 16 novembre) dans la continuité du club précédent du *Club démocratique et socialiste* qui précise dans son règlement :

« Le club démocratique et socialiste du 13^{ème} arrondissement a pour but d'étudier tous les problèmes politiques et sociaux relatifs à l'affranchissement du travail et à l'émancipation des travailleurs, d'en poursuivre la solution par des moyens révolutionnaires et d'user de son influence pour provoquer l'insurrection du travail contre toutes tentatives de restauration monarchique ou toute action d'un gouvernement quelconque qui pourrait arrêter ou différer l'avènement de la République démocratique et sociale. »

Tous ces camarades ne restent pas inactifs. S'appuyant sur des bataillons prolétaires de la Garde Nationale, ils impulsent, organisent, dirigent le mouvement de rassemblement des forces révolutionnaires principalement dans le secteur de la rive gauche de la Seine.

La tentative insurrectionnelle de fin décembre 1870 et début janvier 1871 est d'ailleurs née par tous ces prolétaires aussi bien organisés dans le *Club démocratique et socialiste*, que dans les sections de l'AIT du Panthéon, de la Sociale des Ecoles, des Gobelins et de Montrouge. On retrouvera Duval et ses camarades plus tard, après avoir subi la répression suite à cette

¹⁶³ Dommanget dans son introduction à des lettres de communards et de militants de la 1^{ère} Internationale à Marx, Engels et autres au cours des journées de la Commune de Paris en 1871, paru dans un recueil intitulé *La Commune*.

tentative insurrectionnelle, en train de constituer la 13^{ème} légion quasi indépendante aussi bien du Comité central de la Garde Nationale que de l'AIT.

Nous avons vu précédemment (point 3.1) l'activité d'Emile Duval lors du 18 mars. Pourtant, au risque de paraître anecdotique, nous reprenons le fait suivant parce qu'il concentre en lui toutes les forces et contradictions véhiculées par ce camarade.

Lorsque le général Chanzy (ancien commandant en chef de l'armée de la Loire) descend de train vers 17 heures le 18 mars, il est aussitôt arrêté. A ce moment la discussion est vive entre Emile Duval et Léo Meillet parce que le premier voulait l'incarcérer et s'en servir comme otage et le deuxième voulait le libérer immédiatement. A cet instant précis Emile Duval incarne la force de la révolution, alors que Meillet incarne la défense de l'ordre bourgeois. Lors de cet affrontement, Léo Meillet¹⁶⁴ aura alors cette phrase historique de clarté bourgeoise :

*« Vous ne représentez que l'insurrection, moi je suis nommé par les électeurs, investi d'un mandat régulier... »*¹⁶⁵

Des gardes nationaux voulaient fusiller le général Chanzy et Meillet dut user de toute son éloquence -il était même prêt à se faire fusiller avec lui!- pour que celui-ci soit finalement incarcéré, en attendant d'autres conditions. Ce qui fut fait.

*« Cependant le Comité, sensible au prestige de Chanzy, songeant plus encore à assurer les élections de la Commune qu'à procurer, par un coup de force, leur chef aux blanquistes, décida, à l'unanimité, la libération du général. Duval avait déchiré un premier ordre de mise en liberté, signé de Lullier. Il fallut l'insistance du général Crémer, l'affirmation de Babick que le Comité central en avait délibéré, pour qu'un second ordre fut suivi d'effet. »*¹⁶⁶

Voilà un exemple, de l'affrontement entre les besoins de consolider l'insurrection défendus par Emile Duval et les calculs politiques du Comité central de la Garde Nationale qui, maître des lieux, l'emporte. Emile Duval déchirant l'ordre de libérer Chanzy, créant la 13^{ème} légion, en dehors de la Garde nationale, exprime très concrètement l'instinct de classe de se méfier des institutions telles que le Comité central de la Garde nationale. Pourtant au même moment et fort contradictoirement, ce même Emile Duval se présente aux élections pour la désignation du gouvernement de la Commune alors que, par ailleurs, il y a d'autres militants qui refusent d'y participer, considérant les élections comme nuisibles.

Il y a d'autres noms comme Gustave Flourens, « sans parti », qui participera au processus de centralisation du mouvement de révolte à Belleville: il est commandant en chef de cinq bataillons et il est un des rares (sinon le seul), avant le 31 octobre, à avoir tenté de rassembler les divers bataillons révolutionnaires de la Garde nationale.

Enfin, pour clore ce bref énoncé de quelques militants, il y a Eugène Chatelain qui, comme d'autres membres de l'AIT, s'est démarqué de la politique conciliatrice de leur organisation, refuse de poser sa candidature aux élections pour la Commune parce qu'en désaccord avec la ligne temporisatrice du Comité central à l'égard des Versaillais, après le 18 mars. Avec Napias-Piquet et le Comité de vigilance du 1^{er} arrondissement, il estime lui aussi que les élections sont nuisibles ! Voici ce qu'écrivit Chatelain à ce sujet :

¹⁶⁴ C'est ce même Meillet qui participe au *Club des républicains démocrates socialistes du 13^{ème} arrondissement* avec Duval, Constant... C'est dire le niveau de contradiction !

¹⁶⁵ Edmond Lepelletier, *Histoire de la Commune de 1871*, tome III. 1911.

¹⁶⁶ George Laronze, *Histoire de la Commune*.

« Citoyens, je ne vois pas la victoire du 18 mars de la même façon que vous. On a laissé sortir l'armée de Paris; on n'a point arrêté les traîtres de la défense nationale alors qu'on pouvait le faire; la Banque de France est gardée par les bataillons réactionnaires; je ne veux assumer la responsabilité d'aucun de ces faits irréparables. En politique, toute faute est un crime. La lutte que nous aurons à soutenir sera terrible; et, sans vouloir insulter personne, je dis à ceux auxquels je réponds: beaucoup de vous seront à l'abri des balles que je ferai encore face à l'ennemi. »¹⁶⁷

Malheureusement ce militant, ainsi que les membres du Comité de vigilance ne trouveront pas la force, à l'instar d'un Jean Allemane qui ne put imposer la nécessité d'aller à Versailles, de mener une lutte ouverte contre le gouvernement de la Commune.



Comme nous le voyons, les moments d'affirmation du mouvement prolétarien, les plus forts en clarté, décision, rejet des alternatives bourgeoises n'ont pas été portés *de façon continue* par telle ou telle formation militante, ni tel ou tel militant, ni tel ou tel corps organisé,... ni par le Parti blanquiste, ni par l'AIT, ni par les Clubs rouges, Corps francs... ni par les « sans parti ». Ils ont tous et chacun d'eux, été ballottés de part et d'autre de la frontière de classe, tantôt à la tête de ruptures essentielles vis-à-vis de l'engence républicaine, tantôt imbus de responsabilités dans le gouvernement de la Commune. Ni les militants blanquistes, ni l'AIT, ni les Clubs rouges, ni les Corps francs, ni les « sans parti » n'ont à eux seuls ni tous ensemble représenté *le* parti du prolétariat dans le mouvement insurrectionnel de 1870-71 à Paris. Ces organisations ne sont que des concrétisations incomplètes, limitées et contingentes du parti, elles sont expression de la tendance à s'organiser en parti. Elles font partie de cet effort d'organisation de la classe en parti.

Chacun des moments les plus forts en clarté et décision, chaque moment de rupture vis-à-vis du consensus républicain, porté tantôt par les uns, tantôt par les autres, tous ces moments sont l'expression vivante du prolétariat qui s'organise en parti. C'est un processus au cours duquel le prolétariat prend conscience de sa force, s'organise de plus en plus clairement en dehors et contre les structures de l'Etat bourgeois, met en avant ses propres objectifs de classe, se reconnaît comme classe et développe ses propres structures organisatives.

Dans une lettre à Freiligrath datée du 29/02/1860, Marx exprime ce processus concernant la vague de lutte précédente :

« *La ligue* [la Ligue des communistes, fondée en 1847] *de même que la société des Saisons*¹⁶⁸ *de Paris, que cent autres sociétés, ne fut qu'un épisode dans l'histoire du parti qui surgit de toutes parts et tout naturellement du sol de la société. »*

Autrement dit, pour apprécier où s'est exprimé le parti dans l'histoire de la Commune, il s'agit de reprendre les moments clés de rupture au cours de la lutte, ceux qui expriment organiquement les perspectives les plus globales, au-delà des limites de telle ou telle organisation née au feu de la lutte, charriant nécessairement toute une série de contradictions.

Plus généralement dans l'histoire, le parti se manifeste, en un lieu et une période donnés, par la présence dans la lutte d'un condensé des expériences de lutte du prolétariat, concrétisé en une force organisée visant à défaire l'ennemi de classe et à imposer la dictature des besoins humains. Il s'agit d'une réalité historique qui s'exprime au-delà des organisations particulières nées des circonstances,

¹⁶⁷ Jean Dautry et Lucien Scheler, *Le Comité central républicain des vingt arrondissements de Paris*.

¹⁶⁸ Société secrète dirigée, de 1837 à 1839, par Blanqui, Barbès, Martin Bernard. C'est elle qui est à l'origine de l'insurrection des 12 et 13 mai 1839.

au-delà des séparations imposées par le temps et l'espace entre les différentes générations de militants.

Le parti historique du prolétariat, se réfère donc à l'ensemble des expressions qui, hier, aujourd'hui, demain, assument une pratique organisée de défense des objectifs prolétariens de destruction de l'esclavage salarié.

Concernant une vague de lutte en particulier, telle celle de 1870-1871 en France, nous reconnaissons l'affirmation du parti dans l'ensemble des énergies militantes -minorités révolutionnaires diversement structurées et parfois même dites « sans-parti » parce que ne recoupant pas une organisation précise, structurations diverses surgies de la lutte- qui, imprégnées de la mémoire accumulée lors des batailles précédemment livrées (dont celle de 1848, elle-même nourrie de celle de 1792-97...), structurent la lutte autour du besoin d'en finir avec la guerre bourgeoise et de donner un saut de qualité dans la lutte contre ce monde de la propriété privée et du travail. Quand les militants blanquistes, de l'AIT, des Clubs,... ou « sans-parti », agissaient dans le sens d'affirmer les besoins de la lutte contre les directives du Comité central de la Garde nationale ou du gouvernement de la Commune, ils agissaient en tant que parti du prolétariat.

C'est le propre de toute lutte que de générer des structures organisatives, minorités révolutionnaires qui, du fait d'avoir tiré les leçons des luttes passées sont d'autant plus capables d'identifier tous les pièges de la contre-révolution. La mémoire accumulée par des générations de militants mettant au clair la frontière de classe entre les pratiques révolutionnaires et les pratiques qui sont l'œuvre de la contre-révolution est d'une importance cruciale pour faire en sorte que les nouvelles explosions sociales ne buttent pas contre les mêmes écueils. Cette mémoire traduite en prises de position fait de l'expérience passée une force directrice d'autant plus claire et intransigeante. D'où l'importance des minorités révolutionnaires qui mettent au centre de leur activité cette priorité donnée à la mémoire non en tant qu'activité tournée vers le passé mais en tant que lignes forces à mettre en avant dans les luttes présentes et futures.

L'expérience accumulée par le prolétariat dans l'histoire, condensée sous forme de mémoire ou encore, mémoire des luttes et pratique de rupture, ainsi pourrait être résumé ce qu'est le parti du prolétariat dans l'histoire.

Cela ne fait pas de ce dernier un être irréel, une entité métaphysique sans vie véritable et absente de contradiction. Tout au contraire, le parti historique n'existe qu'au travers des structurations qu'en fait le prolétariat, des concrétisations forcément limitées mais à la recherche constante du saut de qualité leur permettant d'assurer la victoire révolutionnaire.



Addenda

La conception léniniste du parti est reprise par Trotsky dans ses *Leçons de la Commune de Paris*, écrites en 1921. Celui-ci prétend qu'en 1870-71 : « le prolétariat parisien n'avait ni un parti, ni des chefs auxquels il aurait été étroitement lié par les luttes antérieures. » C'est la conception du parti telle que Lénine l'a développé dans « *Que faire?* ». Elle ne voit dans le prolétariat qu'une masse inconsciente incapable de s'élever au-dessus de la révolte « spontanée », « trade-unioniste », et qui, livrée à elle-même, ne pourrait mener la lutte que sur le terrain économique, s'organiser en syndicats et réaliser le programme minimum. Il en conclut la nécessité d'un parti composé d'intellectuels capables d'apporter la conscience au prolétariat, de mener la lutte sur un plan politique et de réaliser le programme maximum.

Cette conception reproduit toutes les séparations social-démocrates entre économie et politique, programme minimum et programme maximum, luttes immédiates et luttes historiques, masse et

parti, spontanéité et conscience... catégories propres à la démocratie, au fonctionnement du capital et au programme de réformes qui lui est propre. Le prolétariat n'aurait que des préoccupations immédiates; le parti se serait, lui, élevé au-dessus de la mêlée et conscient des intérêts historiques, aurait d'autres visées! Selon ce point de vue, le prolétariat n'est pas un être historique en lutte pour ses besoins, mais est l'instrument d'une idée qui le façonne. Sur ce plan, Lénine à la suite de Kautsky reproduit le matérialisme vulgaire qui opère une séparation au sein du corps vivant entre l'esprit et la matière: d'un côté un corps inerte, vulgaire pâte et de l'autre l'idée, seule capable d'animer la matière¹⁶⁹. Pour la social-démocratie, seul un tel parti peut commander les masses.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire Karl Kautsky qui écrit :

« Or, le porteur de cette science (c'est-à-dire la science économique contemporaine) n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois: c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés, qui l'introduisent ensuite dans la lutte de classe du prolétariat là où les conditions le permettent. Ainsi donc, la conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose qui en surgit spontanément. »

Notre désaccord est total avec ce parti léniniste (trotsko-stalinien) qui dans les faits, a réprimé l'insurrection prolétarienne en Russie et dans le monde, et a aussitôt relancé l'économie capitaliste, liquidant toutes les forces révolutionnaires qui ne reconnaissaient pas l'autorité du Parti bolchevik. A plusieurs reprises, Trotsky a dirigé l'Armée rouge contre les prolétaires insurgés, à Kronstadt, en Ukraine... et nous n'avons que faire de ses leçons de la Commune qu'il tire à l'image de ce que le parti bolchevik a fait de la révolution en Russie. Le prolétariat en Russie s'est affirmé comme force agissante contre la vieille structure du parti bolchevique. La conception léniniste du Parti est à l'image de ce qu'est devenue la Russie, un immense camp de concentration de main d'œuvre bon marché pour un essor capitaliste inégalé. Expérience terrible et terrifiante qui a scellé plus de 70 ans de contre-révolution menée au nom du communisme et de la révolution, du parti du prolétariat! D'où la difficulté de parler aujourd'hui de la révolution, de la classe prolétaire cherchant à se constituer en parti sans être assimilé à ceux qui ont de l'*Internationale Communiste* une multinationale représentant les intérêts capitalistes de la Russie dans le monde, et des *Partis Communistes* les ambassadeurs de la plus grande entreprise de répression de la révolution dans le monde.

L'étude présente n'a pas pour objet de développer cette critique de l'idéologie marxiste-léniniste mais cet ajout était nécessaire vu l'importance du poids de cette idéologie aujourd'hui dans le monde, responsable de l'amalgame fait de façon récurrente entre toute affirmation du processus de constitution du prolétariat en classe/en parti et cette idéologie léniniste/trotskye/stalinienne.

Dans la réalité, il n'y a pas de séparation entre classe et parti, il s'agit d'un processus d'affirmation, d'organisation d'un seul et même être: le prolétariat révolutionnaire exprimant son propre besoin, le besoin de communisme -communisme qui n'a, faut-il le préciser, lui non plus rien à voir avec l'esclavage salarié qui n'a cessé d'exister en Russie.

Réapproprions-nous le contenu révolutionnaire des termes tant usurpés de « prolétariat » et « communisme ». Il s'agit de notre lutte contre notre condition de classe exploitée qui fait que, quotidiennement nous sommes privés du produit de notre travail, privés de tout moyen de vie sinon

¹⁶⁹ Cette vision n'est pas l'apanage des marxistes-léninistes, elle est aussi le propre de l'idéologie anarchiste qui opère selon le même schéma. Bien qu'avec des modalités différentes, telles la propagande écrite ou/et par le fait, l'action exemplaire... il s'agit toujours d'éduquer les masses, de leur apporter l'idée de la lutte. Dans les deux cas, ils ne partent pas de la matière sociale en mouvement mais de l'idée qu'ils s'en font. C'est le propre de l'idéalisme.

celui qui consiste en la vente de notre propre énergie vitale, force, sueur... à la classe propriétaire des moyens de production, les capitalistes. Battons-nous jusqu'à l'insurrection de la commune mondiale, de la communauté humaine, du communisme !



Jusqu'ici, nous avons tenté de brosser les traits principaux des forces et limites du mouvement. Nous sommes repartis des événements eux-mêmes pour prendre distance vis-à-vis de l'apologie a-critique qui est généralement faite du mouvement. Parce que cette apologie donne le beau rôle au gouvernement de la Commune soucieux de démontrer à l'ensemble de la classe bourgeoise qu'il pouvait être un bon gestionnaire de l'Etat. Parce que l'apologie c'est l'ignorance de ce qu'il en fut vraiment, l'aveuglement d'une mise en scène qui laisse dans l'ombre les faits qui dérangent et font réfléchir. C'est l'organisation de l'oubli de l'expérience vécue, aussi profondes, violentes et sanglantes qu'en aient été les traces. C'est l'édification d'une idéologie dominante qui permet à l'Etat de reprendre le contrôle de nos mémoires.

C'est pourquoi nous laissons, entre autres, une place importante aux citations de l'époque des protagonistes et de ceux qui, encore imprégnés des événements, en ont tiré des leçons pertinentes, rendant compte des contradictions de classe. Même si ce ne furent parfois que ces courts moments de lucidité dans la confusion générale, les propos qu'ils nous laissent sont toujours aussi percutants et nous montrent encore aujourd'hui la voie à suivre.

C'est dans ce cadre que nous proposons à la lecture les documents suivants.

6.1 Texte signé un vieil hébertiste

(Texte adressé au citoyen Audouynaud, membre du Comité central, le 28 avril 1871, publié dans le livre de J. Rougerie, *Procès des communards*).

Je m'adresse à toi, citoyen, sans te connaître, mais parce que ton nom est en tête de la liste du Comité, et que je présume que tu communiqueras mes observations à tes collègues.

Cela ne marche pas, citoyen, la Commune est au-dessous de sa mission, il faut y aviser au plus tôt. Ce sont les vieux errements monarchiques et parlementaires. Rien autre chose. Des ménagements pour les vieux préjugés économiques, philosophiques et sociaux. Nulle mesure révolutionnaire comme l'entend le peuple. Est-ce la loi relative aux loyers? Au lieu d'installer définitivement le peuple dans le logement des riches et des bourgeois, on lui fait la remise humiliante, accompagnée de considérants plus humiliants encore, de trois termes de loyer, et on l'expose pour l'avenir aux griffes des vautours qui sauront bien le rattraper dans l'avenir. On le laisse dans le cloaque.

Est-ce le projet relatif aux Monts-de-piété? Au lieu de faire rendre gorge aux riches, aux bourgeois, aux exploitants, et avec le produit de cette institution, soit en meubles, soit en argent, soit en produits alimentaires, initier enfin le prolétaire aux jouissances de l'aisance et même du luxe, on lui fait, non je me trompe, on se propose de lui faire le beau cadeau de 50 fr., puis on recule, on hésite, pour ne pas désobliger les actionnaires du Mont-de-piété.

Qu'a-t-on fait pour l'alimentation? Des cantines municipales où l'on débite d'affreuses compotes, tandis qu'à côté on voit encore des restaurants de luxe où le riche et le bourgeois vont se goberger, et cela lorsqu'il est si facile de mettre la main sur les caves et les réserves des jouissants actuels et des marchands qui les alimentent.

Qu'entend-on à l'Hôtel de Ville? Des paroles surannées de respect, de droit, de probité, de décence, et même, le diable m'emporte! de délicatesse, toutes fadaïses pour couvrir et excuser

l'oppression des prolétaires par les riches et les bourgeois. On y parle aussi, crois-moi citoyen, de capitaux et d'intérêts.

Je te le demande, à toi et à tes collègues, n'est-ce pas là la défaillance, la défection et la trahison ?

En ce moment, il n'y a qu'un droit, c'est celui du prolétaire contre le propriétaire et le capitaliste, du pauvre contre le riche et le bourgeois, du déshérité depuis des siècles, contre l'aisé et le jouissant. Pauvres et prolétaires, nous n'en avons pas, nous n'en voulons pas d'autre à la jouissance, à l'aisance. Si le gâteau n'est pas assez grand pour que tous y aient une part égale, à nous d'abord avant tous : il y a assez longtemps que nous attendons...

Qu'on ne nous berne plus avec ces mots vides de sens et vieux de probité, respect de la propriété, de droit, de produit du travail et de l'épargne; tout nous revient, à nous prolétaires, tout est à nous, et nous le prendrons, entendez-le bien, beaux parleurs de l'Hôtel de Ville. L'air des salons dorés vous a déjà corrompus! Nous le prendrons, vous dis-je, et si vous n'avez pas par des mesures générales et régulières, nous le prendrons, comme nous l'entendrons, à notre heure, à notre aise, mais nous le prendrons. Vous aurez beau écrire et afficher : Mort aux pillards! mort aux voleurs! qu'est-ce que cela nous fait? Nous serons les plus forts. Ce sera tant pis que tout cela, car le préjugé contre nous est encore bien enraciné, d'une part et de l'autre il y aura beaucoup de gaspillage, de valeurs perdues. Mais tout cela c'est votre faute, parlementaires de l'Hôtel de Ville; au lieu de détruire les vieux préjugés, vous les alimentez, vous les arrosez de vos phrases sentimentales et morales; au lieu de régulariser par une mesure générale la restitution qui nous est due, vous parlez et vous agissez comme des gens qui n'ont point la moindre notion de ce que veut et exige le prolétariat.

Il y a encore un préjugé que je vois s'épanouir dans les affiches et les arrêtés de la Préfecture de police. C'est celui de la pudeur, de la décence, de la morale publique. Dans quels vieux bouquins de morale religieuse et philosophique va-t-on chercher ces mots vides de sens? Vides de sens, oh non! je me trompe, ils ont un vrai sens; ils ont été créés pour enlever les jouissances de la nature aux niais, et les réserver aux riches et aux aisés. Arrière donc avec vos affiches et vos arrêtés, citoyens de la Préfecture de police! Il n'y a ni décence, ni pudeur, ni vice, ni prostitution. La nature s'occupe peu de ces stupidités, elle a ses besoins, ses exigences, et il faut y satisfaire comme on l'entend, à sa manière, quand et où l'on veut, à l'occasion, à la fantaisie, au hasard, après une longue attente ou à la première rencontre, avec qui plaît, comme nous le faisons, nous autres prolétaires, entre nous. Seulement aujourd'hui ce qu'il nous faut, ce sont tes filles, ô riche et aisé, ce sont tes femmes; ce qu'il nous faut c'est qu'elles rentrent, au profit du prolétaire et de tous, dans la grande famille commune. Régularise au plus tôt cette mesure, pudibonde Commune, sinon nous y procéderons nous-mêmes, et crânement je t'en réponds. Hélas, je n'en parle pas pour moi personnellement, car mon âge ne me permettra plus que d'assister au spectacle de cette grande et magnifique priapée qui sera l'inauguration de la véritable communauté. Au reste, quand le résultat n'en serait pas aussi grandiose qu'il apparaît à mon esprit, cette fête est due au prolétariat. Assez longtemps le riche et l'aisé ont accaparé les filles les plus belles, lui laissant les laides, les sottes et les acariâtres. Quant à les débaucher, nous savons que ce n'est pas tout à fait vrai, nous ne leur lâchions que nos restes, mais ils les gardaient et les infectaient de leur orgueil...

Aussi ai-je haussé les épaules en lisant l'arrêté relatif aux cafés, où l'on parle de prostitution... Arrière, vieux oripeaux, vieux préjugés rentrez dans l'ombre ! Disparaissez au souffle de la raison, fantômes imaginaires de vol, de pillage, de viol, d'inceste... Voilà notre déclaration à nous prolétaires...

Et vous, membres du Comité, inspirez-vous du grand esprit des hébertistes, rejetez les vieux préjugés de vertu, de pudeur, d'humanité, allez de l'avant; appuyez-vous sur ce qui est vrai, sur ce qui est fort; inscrivez sur votre drapeau cette devise : tout à tous; toutes à tous et à nul. Mais pour le moment, restreignez-le au profit du prolétaire. Sachez-le bien, Citoyens du Comité, l'orage gronde; renvoyez sans retard ces phraseurs idéalistes de la Commune, supprimez ces stupides journaux, y compris le pâle Père Duchêne, et clémenthomatisez ceux qui résisteraient.

Salut et hébertisme.

6.2 Manifeste Aux Communeux

Ce texte fut publié en 1874 par le groupe blanquiste exilé à Londres en 1871. Ce groupe s'était organisé en Commune Révolutionnaire (représentant une centaine de personnes) et à la différence d'autres groupes d'exilés, pris dans les récriminations mutuelles et autres rivalités personnelles et politiques qui surgissent avec force dans l'exil, parvint à se maintenir plus solidement au moins jusqu'en 1876, date de parution de leur texte Les syndicats et leur congrès. Nous laissons le soin aux lecteurs d'apprécier la force du texte qui suit. Celui-ci s'inscrit dans une trajectoire de rejet de ce qu'est devenu l'AIT après la Commune. Les militants blanquistes jugeaient dans leur texte Internationale et Révolution (novembre 1872) que l'AIT « se montra timide, divisée, parlementaire » et qu'elle « devenait chaque jour un obstacle ». Ce texte est une protestation claire contre l'emprise social-démocrate montante, ainsi que, plus ouvertement, contre « les amateurs de demi-mesures », les communalistes.

AUX COMMUNEUX

PUBLIÉ PAR LES PROSCRITS DE LONDRES EN 1874

Acta, non verba (Amilcare Cipriani).

Après trois ans de compromis, de massacres, la réaction voit la terreur cesser d'être entre ses mains affaiblies un moyen de gouvernement.

Après trois ans de pouvoir absolu, les vainqueurs de la Commune voient la Nation, reprenant peu à peu vie et conscience, échapper à leur étreinte.

Unis contre la Révolution, mais divisés entre eux, ils usent par leurs violences et diminuent par leurs dissensions, ce pouvoir de combat, seul espoir du maintien de leurs privilèges.

Dans une société, où disparaissent chaque jour les conditions qui ont amené son empire, la bourgeoisie cherche en vain à le perpétuer; rêvant l'œuvre impossible d'arrêter le cours du temps, elle veut immobiliser dans le présent, ou, faire rétrograder dans le passé, une nation que la Révolution entraîne.

Les mandataires de cette bourgeoisie, cet état-major de la réaction installé à Versailles, semblent n'avoir d'autre mission, que d'en manifester la déchéance par leur incapacité politique, et d'en précipiter la chute par leur impuissance. Les uns appellent un roi, un empereur, les autres déguisent du nom de République la forme perfectionnée d'asservissement, qu'ils veulent imposer au peuple.

Mais quelle que soit l'issue des tentatives versaillaises, monarchie ou République bourgeoise, le résultat sera le même: la chute de Versailles, la revanche de la Commune.

Car nous arrivons à l'un de ces grands moments historiques, à l'une de ces grandes crises, où le peuple, alors qu'il paraît s'abîmer dans ses misères et s'arrêter dans la mort, reprend avec une vigueur nouvelle sa marche révolutionnaire.

La victoire ne sera pas le prix d'un seul jour de lutte, mais le combat va recommencer, les vainqueurs vont avoir à compter avec les vaincus.

Cette situation crée de nouveaux devoirs pour les proscrits. Devant la dissolution croissante des forces réactionnaires, devant la possibilité d'une action plus efficace, il ne suffit pas de maintenir l'intégrité de la Proscription en la défendant contre les attaques policières, mais il s'agit d'unir nos efforts à ceux des communaux de France, pour délivrer ceux des nôtres tombés entre les mains de l'ennemi, et préparer la revanche.

L'heure nous paraît donc venue pour ce qui a vie dans la proscription, de s'affirmer, de se déclarer.

C'est ce que vient faire aujourd'hui le groupe :

LA COMMUNE REVOLUTIONNAIRE.

Car il est temps que ceux-là se reconnaissent qui athées, communistes, révolutionnaires, concevant de même la Révolution dans son but et ses moyens, veulent reprendre la lutte et pour cette lutte décisive reconstituer le parti de la Révolution, le parti de la Commune.



Nous sommes **ATHEES**, parce que l'homme ne sera jamais libre, tant qu'il n'aura pas chassé dieu de son intelligence et de sa raison.

Produit de la vision de l'inconnu, créée par l'ignorance, exploitée par l'intrigue et subie par l'imbécillité, cette notion monstrueuse d'un être, d'un principe en dehors du monde et de l'homme, forme la trame de toutes les misères dans lesquelles s'est débattue l'humanité, et constitue l'obstacle principal à son affranchissement. Tant que la vision mystique de la divinité obscurcira le monde, l'homme ne pourra ni le connaître ni le posséder; au lieu de la science et du bonheur, il n'y trouvera que l'esclavage de la misère et de l'ignorance.

C'est en vertu de cette idée d'un être en dehors du monde et le gouvernant, que se sont produites toutes les formes de servitude morale et sociale: religions, despotismes, propriété, classes, sous lesquelles gémit et saigne l'humanité.

Expulser Dieu du domaine de la connaissance, l'expulser de la société, est la loi pour l'homme s'il veut arriver à la science, s'il veut réaliser le but de la Révolution.

Il faut nier cette erreur génératrice de toutes les autres, car c'est par elle que depuis des siècles l'homme est courbé, enchaîné, spolié, martyrisé.

Que la Commune débarrasse à jamais l'humanité de ce spectre de ses misères passées, de cette cause de ses misères présentes.

Dans la Commune, il n'y a pas de place pour le prêtre: toute manifestation, toute organisation religieuse doit être proscrite.



Nous sommes **COMMUNISTES**, parce que nous voulons que la terre, que les richesses naturelles ne soient plus appropriées par quelques-uns, mais qu'elles appartiennent à la Commune.

nauté. Parce que nous voulons que, libres de toute oppression, maîtres enfin de tous les instruments de production: terre, fabriques, etc., les travailleurs fassent du monde un lieu de bien-être et non plus de misère.

Aujourd'hui, comme autrefois, la majorité des hommes est condamnée à travailler pour l'entretien de la jouissance d'un petit nombre de surveillants et de maîtres.

Expression dernière de toutes les formes de servitude, la domination bourgeoise a dégagé l'exploitation du travail des voiles mystiques qui l'obscurcissaient; gouvernements, religions, famille, lois, institutions du passé, comme du présent se sont enfin montrés, dans cette société réduite aux termes simples de capitalistes et de salariés, comme les instruments d'oppression au moyen desquels la bourgeoisie maintient sa domination, contient le Prolétariat.

Prélevant pour augmenter ses richesses tout le surplus du produit du travail, le capitaliste ne laisse au travailleur que juste ce qu'il lui faut pour ne pas mourir de faim.

Maintenu par la force dans cet enfer de la production capitaliste, de la propriété, il semble que le travailleur ne puisse rompre ses chaînes.

Mais le Prolétariat est enfin arrivé à prendre conscience de lui-même: il sait qu'il porte en lui les événements de la société nouvelle, que sa délivrance sera le prix de sa victoire sur la bourgeoisie et que, cette classe anéantie, les classes seront abolies, le but de la Révolution atteint.

Nous sommes Communistes, parce que nous voulons arriver à ce but sans nous arrêter aux moyens termes compromis qui, ajournant la victoire, sont un prolongement d'esclavage.

En détruisant la propriété individuelle, le Communisme fait tomber une à une toutes ces institutions dont la propriété est le pivot. Chassé de sa propriété, où avec sa famille comme dans une forteresse il tient garnison, le riche ne trouvera plus d'asile pour son égoïsme et ses privilèges.

Par l'anéantissement des classes, disparaîtront toutes les institutions oppressives de l'individu dont la seule raison était le maintien de ces classes, l'asservissement du travailleur à ses maîtres.

L'instruction ouverte à tous, donnera cette égalité intellectuelle sans laquelle l'égalité matérielle serait sans valeur.

Plus de salariés, de victimes de la misère, de l'insolidarité, de la concurrence, mais l'union de travailleurs égaux, répartissant le travail entre eux, pour obtenir le plus grand développement de la Communauté, la plus grande somme de bien-être pour chacun. Car chaque citoyen trouvera la plus grande liberté, la plus grande expansion de son individualité, dans la plus grande expansion de la Communauté.

Cet état sera le prix de la lutte et nous voulons cette lutte sans compromis ni trêve, jusqu'à la destruction de la bourgeoisie, jusqu'au triomphe définitif.

Nous sommes Communistes, parce que le Communisme est la négation la plus radicale de la société que nous voulons renverser, l'affirmation la plus nette de la société que nous voulons fonder.

Parce que, doctrine de l'égalité sociale, elle est plus que toute doctrine la négation de la domination bourgeoise, l'affirmation de la Révolution. Parce que, dans son combat contre la bourgeoisie, le Prolétariat trouve dans le Communisme l'expression de ses intérêts, la règle de son action.

Nous sommes **RÉVOLUTIONNAIRES**, autrement Communeux, parce que voulant la victoire, nous en voulons les moyens. Parce que, comprenant les conditions de la lutte, et voulant les remplir, nous voulons la plus forte organisation de combat, la coalition des efforts, non leur dispersion, mais leur centralisation.

Nous sommes révolutionnaires, parce que pour réaliser le but de la Révolution, nous voulons renverser par la force une société qui ne se maintient que par la force. Parce que nous savons que la faiblesse, comme la légalité, tue les révolutions, que l'énergie les sauve. Parce que nous reconnaissons, qu'il faut conquérir ce pouvoir politique que la bourgeoisie garde d'une façon jalouse, pour le maintien de ses privilèges. Parce que dans une période révolutionnaire, où les institutions de la société actuelle devront être fauchées, la dictature du prolétariat devra être établie et maintenue jusqu'à ce que, dans le monde affranchi, il n'y ait plus que des citoyens égaux de la société nouvelle.

Mouvement vers un monde nouveau de justice et d'égalité, la Révolution porte en elle-même sa propre loi et tout ce qui s'oppose à son triomphe doit être écrasé.

Nous sommes révolutionnaires, nous voulons la Commune, parce que nous voyons dans la Commune future, comme dans celle de 1793 et de 1871, non la tentative égoïste d'une ville, mais la Révolution triomphante dans le pays entier: la République communautaire. Car la Commune c'est le Prolétariat révolutionnaire armé de la dictature, pour l'anéantissement des privilèges, l'écrasement de la bourgeoisie.

La Commune, c'est la forme militante de la Révolution sociale. C'est la Révolution debout, maîtresse de ses ennemis. La Commune, c'est la période révolutionnaire d'où sortira la société nouvelle.

La Commune, ne l'oublions pas non plus, nous qui avons reçu charge de la mémoire et de la vengeance des assassinés, c'est aussi la revanche.



Dans la grande bataille, engagée entre la bourgeoisie et le Prolétariat, entre la société actuelle et la Révolution, les deux camps sont bien distincts, il n'y a de confusion possible que pour l'imbécillité ou la trahison.

D'un côté tous les partis bourgeois: légitimistes, orléanistes, bonapartistes, républicains, conservateurs ou radicaux, de l'autre, le parti de la Commune, le parti de la Révolution, l'ancien monde contre le nouveau.

Déjà la vie a quitté plusieurs de ces formes du passé, et les variétés monarchiques se résolvent, en fin de compte, dans l'immonde Bonapartisme.

Quant aux partis qui, sous le nom de république conservatrice ou radicale, voudraient immobiliser la société dans l'exploitation continue du peuple par la bourgeoisie, directement, sans intermédiaire royal, radicaux ou conservateurs, ils diffèrent plus par l'étiquette que par le contenu; plutôt que des idées différentes, ils représentent les étapes que parcourra la bourgeoisie, avant de rencontrer dans la victoire du peuple sa ruine définitive.

Feignant de croire à la duperie du suffrage universel, ils voudraient faire accepter au peuple ce mode d'escamotage périodique de la Révolution; ils voudraient voir le parti de la Révolution entrant dans l'ordre légal de la société bourgeoise, par là même cesser d'être, et la minorité révolutionnaire abdiquer devant l'opinion moyenne et falsifiée de majorités soumises à toutes les influences de l'ignorance et du privilège.

Les radicaux sont derniers défenseurs du monde bourgeois mourant; autour d'eux seront raliés tous les représentants du passé, pour livrer la lutte dernière contre la Révolution. La fin des radicaux sera la fin de la bourgeoisie.

A peine sortis des massacres de la Commune, rappelons à ceux qui seraient tentés de l'oublier que la gauche versaillaise, non moins que la droite, a commandé le massacre de Paris, et que l'armée des massacreurs a reçu les félicitations des uns comme celles des autres. Versaillais de droite et Versaillais de gauche doivent être égaux devant la haine du peuple; car contre lui, toujours, radicaux et jésuites sont d'accord.

Il ne peut donc y avoir d'erreur et tout compromis, toute alliance avec les radicaux doivent être réputés trahison.

Plus près de nous, errant entre les deux camps, ou même égarés dans nos rangs, nous trouvons des hommes dont l'amitié plus funeste que l'inimitié, ajournerait indéfiniment la victoire du peuple s'il suivait leurs conseils, s'il devenait dupe de leurs illusions.

Limitant plus ou moins, les moyens de combat à ceux de la lutte économique, ils prêchent à des degrés divers l'abstention de la lutte armée, de la lutte politique.

Érigeant en théorie, la désorganisation des forces populaires, ils semblent en face de la bourgeoisie armée, alors qu'il s'agit de concentrer les efforts pour un combat suprême, ne vouloir qu'organiser la défaite et livrer le peuple désarmé aux coups de ses ennemis.

Ne comprenant pas que la Révolution est la marche consciente et voulue de l'humanité, vers le but que lui assignent son développement historique et sa nature, ils mettent les images de leur fantaisie au lieu de la réalité des choses et voudraient substituer au mouvement rapide de la Révolution, les lenteurs d'une évolution dont ils se font les prophètes.

Amateurs de demi-mesures, fauteurs de compromis, ils perdent les victoires populaires qu'ils n'ont pu empêcher; ils épargnent sous prétexte d'équité les vaincus; ils défendent sous prétexte d'équité les institutions, les intérêts, d'une société contre lesquels le peuple s'était levé.

Ils calomnient les Révolutions quand ils ne peuvent plus les perdre.

Ils se nomment communalistes.

Au lieu de l'effort révolutionnaire du peuple de Paris pour conquérir le pays entier à la République Communeuse, ils voient dans la Révolution du 18 mars un soulèvement pour des franchises municipales.

Ils renient les actes de cette Révolution qu'ils n'ont pas comprise, pour ménager sans doute les nerfs d'une bourgeoisie, dont ils savent si bien épargner la vie et les intérêts. Oubliant qu'une société ne périt que quand elle est frappée aussi bien dans ses monuments, ses symboles, que dans ses institutions et ses défenseurs, ils veulent décharger la Commune de la responsabilité de l'exécution des otages, de la responsabilité des incendies. Ils ignorent, ou feignent d'ignorer, que c'est par la volonté du Peuple et de la Commune unis jusqu'au dernier moment, qu'ont été frappés les otages, prêtres, gendarmes, bourgeois et allumés les incendies.

Pour nous, nous revendiquons notre part de responsabilité dans ces actes justiciers qui ont frappé les ennemis du Peuple, depuis Clément Thomas et Lecomte jusqu'aux dominicains d'Arcueil; depuis Bonjean jusqu'aux gendarmes de la rue Haxo; depuis Darboy jusqu'à Chaudey.

Nous revendiquons notre part de responsabilité dans ces incendies qui détruisaient des instruments d'oppression monarchique et bourgeoise ou protégeaient les combattants.

Comment pourrions-nous feindre la pitié pour les oppresseurs séculaires du Peuple, pour les complices de ces hommes qui depuis trois ans célèbrent leur triomphe par la fusillade, la transportation, l'écrasement de tous ceux des nôtres qui ont pu échapper au massacre immédiat.

Nous voyons encore ces assassinats sans fin, d'hommes, de femmes, d'enfants; ces égorgements qui faisaient couler à flots le sang du Peuple dans les rues, les casernes, les squares, les hôpitaux, les maisons. Nous voyons les blessés ensevelis avec les morts; nous voyons Versailles, Satory, les pontons, le bain, la Nouvelle-Calédonie. Nous voyons Paris, la France, courbés sous la terre, l'écrasement continu, l'assassinat en permanence.

Communeux de France, Proscrits, unissons nos efforts contre l'ennemi commun; que chacun, dans la mesure de ses forces, fasse son devoir !

Le groupe : **LA COMMUNE RÉVOLUTIONNAIRE.**

Aberlen, Berton, Breuillé, Carné, Jean Clément, F. Cournet, Ch. Dacosta, Delles, A. Derouilla, E. Eudes, H. Gausseron, E. Gois, A. Goullé, E. Granger, A. Huguenot, E. Jouanin, Ledrux, Léonce, Luillier, P. Mallet, Marguerittes, Constant-Martin, A. Moreau, H. Mortier, A. Oldrini, Pichon, A. Poirier, Rysto, B. Sachs, Solignac, Ed. Vaillant, Varlet, Viard.

Londres, juin 1874.

6.3 Article tiré du *Révolté* du 18 mars 1882

La Commune de 1871.

Voilà onze ans que le peuple de Paris, poussé, d'un côté par la crainte d'un coup d'état et par la honte d'une capitulation, imposée par un gouvernement lâche ou vendu, d'un autre côté par un vague sentiment de mission civilisatrice et par des aspirations nobles, quoique indéterminées, vers la fraternité et le bonheur universel, chassa d'un élan vigoureux le gouvernement de la république et se proclama maître de lui-même... et pour un instant il le fut.

A l'annonce de la révolution parisienne, un frémissement d'espoir agita tout ce qu'il y avait de révolutionnaire en Europe. Tous s'attendaient à de grands événements. Aux socialistes de l'époque, jeunes, enthousiastes et naïfs, à tous ceux d'entre nous qui étaient déjà dans la lutte, il sembla que nous étions à la veille d'un 93 socialiste, d'un 93 de l'humanité!

Mais, hélas! Trois mois n'étaient pas encore écoulés, et Paris était jonché de cadavres; les prisons et les pontons étaient remplis de milliers d'hommes; l'élite du prolétariat parisien était destinée en grande partie à aller s'étioler et mourir physiquement ou moralement dans les bagnes de la Nouvelle-Calédonie. L'ordre régnait à Paris.

Le monde révolutionnaire de 1871 considéra généralement la chute de Paris comme un accident de la lutte matérielle; on tâcha de s'expliquer la défaite par la présence des Prussiens, par la fatigue des deux sièges, par la faute capitale qui fut faite lorsqu'on ne marcha pas sur Versailles dès le premier jour, par des fautes militaires ou par des trahisons de tout genre.

C'est à peine si quelques uns comprirent et dirent que la Commune tomba principalement parce qu'elle avait failli à sa raison d'être; parce que, surgie au nom d'une idée nouvelle, accueillie comme révolution des prolétaires, elle n'osa pas s'affranchir des vieux procédés jacobins: elle fut gouvernementale et bourgeoise.

Mais, d'année en année, cette interprétation des événements parisiens, confirmée par une plus large connaissance des faits, a gagné du terrain et est devenue l'opinion presque unanime des socialistes.

L'accueil fait par le monde civilisé à la Commune de Paris est un des équivoques les plus remarquables, que nous ait présenté l'histoire. L'état des esprits, qui commençaient déjà à comprendre que l'avenir est au socialisme, les précédents des hommes en vue de la Commune, des manifestes exprimant des sentiments socialistes et faisant usage de terminologie socialiste, le spectre de l'Internationale qui hantait les esprits, l'origine toute populaire et spontanée du mouvement; tout cela, secondé par l'affolement des bourgeois qui voyaient tout en rouge, consacra l'opinion que la Commune de Paris avait été socialiste.

Ce fut un bien pour la propagande, et on doit en partie à cette erreur l'essor que le parti socialiste prit en Europe après la Commune. Mais à présent la situation a changé, et si cette erreur se maintenait encore, elle pourrait devenir fatale à la révolution, en nous entraînant dans les mêmes errements qui tuèrent le mouvement de 1871.

D'ailleurs, la bourgeoisie qui nous a rendu ce service en 1871, sans le vouloir, nous rend aujourd'hui aussi un service - pourvu, que nous-mêmes ne soyons pas aveugles. Les radicaux, - ces bourgeois qui, s'ils ne sont pas les pires, sont certainement les plus dangereux ennemis du prolétariat, - ont inscrit dans leurs programmes toutes les revendications de la Commune, parce qu'ils y voient un moyen d'amuser le peuple, sans aucun danger pour les privilèges bourgeois. Sachons profiter de l'avertissement!

Nous n'entendons pas jeter le blâme sur les hommes de la Commune; nous avons nous-mêmes beaucoup de fautes à expier et nous pensons que ceux qui ne se sont jamais trompés sont ceux qui n'ont jamais rien fait. Mais, tout en fêtant le mouvement populaire de 1871, et en honorant les hommes dévoués qui l'ont défendu, nous voulons profiter des erreurs du passé comme d'une leçon pour l'avenir; et nous voulons empêcher que quelques hommes faiblissants se servent de la vieille erreur de l'opinion sur la Commune de Paris, pour faire, consciemment ou non, le jeu de la bourgeoisie radicale.

Voyons les faits. - A part quelques discours et quelques manifestations plus ou moins socialistes, - tels qu'il serait même difficile de découvrir un mouvement quelconque qui n'en ait produit en abondance, - à part quelques petites mesures au cachet philanthropique, plutôt que révolutionnaire, - quel est l'acte par lequel la Commune ait affirmé dans l'ordre des faits, l'idée nouvelle ?

En dehors de la routine jacobine, on ne trouve qu'un fait: la revendication du droit à l'autonomie. Mais, même - sans insister sur ce que l'autonomie, proclamée par la Commune, n'était qu'un demi-terme, - qu'est-ce que c'est que l'autonomie en dehors de la révolution sociale? Elle est, comme la liberté en dehors de l'égalité: elle n'est rien, si ce n'est de la réaction.

Quels changements, la Commune de Paris a-t-elle apportés dans le régime de la production, de la consommation et de l'échange? Quels changements dans l'organisation des fonctions, dites politiques? N'a-t-elle pas été un gouvernement qui a enrayé le mouvement populaire, comme tous les gouvernements, et impuissant comme pas un seul? N'a-t-elle pas professé pour la propriété individuelle le respect d'une vieille douairière? A quoi donc devait servir cette révolution ?

Et comment pouvait-elle résister à la coalition de toutes les bourgeoisies, aussi dépourvues d'intérêt et aussi dépourvue d'idée qu'elle l'était?

Les révolutions ne triomphent qu'avec les masses, et si tous les Parisiens eussent soutenu la Commune, elle eût triomphé. Mais comment les masses pouvaient-elles se battre pour un ordre de choses qui laissait le peuple dans la misère pour respecter la propriété des bourgeois? qui couvrait de sa responsabilité le milliard de la banque? qui laissait le peuple pourrir dans les taudis, à l'ombre des palais occupés par la bourgeoisie? qui, en pleine révolution, permettait qu'il y eût à Paris des patrons et des ouvriers, des exploités et des exploités? que les petits et gros crevés de la bourgeoisie puissent se gorger dans les cafés et se moquer des « Trente sous » qui allaient se faire trouer la peau par les Versaillais ?

La grande masse n'a pas soutenu, n'a pas pu soutenir le mouvement de la Commune.

Après avoir châtré le mouvement en donnant à Paris un gouvernement, parce que... parce qu'il faut un gouvernement, - quel emploi a-t-on fait du pouvoir qu'on s'était fait déléguer? On dirait que la Commune de Paris est honteuse de son audace. Toute sa préoccupation, c'est de se justifier aux yeux de l'Europe des calomnies versaillaises et de bien rester dans la légalité.

Elle a été vaincue, et elle l'a méritée. Sachons faire mieux à l'avenir.

La prochaine fois, nous ne nous en remettons pas à un gouvernement. Ce sera le peuple qui, directement, sans délégation, expropriera les bourgeois et organisera de lui-même et pour lui-même l'exploitation de la richesse sociale.

6.4 Témoignage d'Elisée Reclus¹⁷⁰

Témoignage d'Elisée Reclus (Extrait d'un numéro de la *Revue Blanche* de 1898, Enquête sur la Commune de Paris).

Mon rôle, pendant la Commune, a été nul officiellement. Je me suis trouvé dans la foule anonyme des combattants et des vaincus. Simple garde national dans les premiers jours de la lutte, puis, à partir du 5 avril et pendant un an, détenu dans les diverses prisons de Satory, Trébéron, Brest, Saint-Germain, Versailles, Paris, je n'ai pu me faire une opinion sur la Commune que par ouï-dire et par l'étude postérieure des documents et des hommes.

Dans les premières années qui suivirent la Commune, il me semblait que tous ceux qui avaient pris part au mouvement étaient solidaires, par le fait de la répression et des outrages subis en commun : je ne me fusse pas alors permis de porter un jugement sur les hommes qui, à mon avis, avaient été peu dignes de la cause défendue par eux. Mais le temps est venu de dire la vérité, puisque l'histoire impartiale commence à se faire et qu'il s'agit de recueillir des enseignements en vue des événements futurs. Je puis donc affirmer que, pendant les premiers jours de la Commune, l'organisation militaire fut aussi grotesque, aussi nulle qu'elle l'avait été pendant le premier siège, sous la direction du lamentable Trochu. Les proclamations étaient aussi ampoulées, le désordre aussi grand, les actes aussi ridicules.

Qu'on en juge par ce simple fait: le général Duval, qui se trouvait sur le plateau de Châtillon avec 2 000 hommes, dépourvus de vivres et de munitions, et qu'entourait la foule grandissante des Versaillais, avait instamment demandé du renfort. On battit le rappel dans notre arrondissement, autour du Panthéon, et vers cinq heures, environ 600 hommes étaient rassemblés sur la place. Pleins d'ardeur, nous désirions marcher immédiatement au feu, en

¹⁷⁰ Extrait d'un numéro de la *Revue Blanche*, 1898, *Enquête sur la Commune de Paris*.

compagnie des autres corps envoyés des quartiers méridionaux de Paris, mais il paraît que ce mouvement n'eût pas été conforme aux précédents militaires, et l'on nous dirigea vers la place Vendôme où, privés de toute nourriture, de tout objet de campement, nous n'eûmes, pendant plus de la moitié de la nuit, d'autre réconfort que d'entendre chanter dans le ministère voisin les brillants officiers du nouvel Etat-major :

« *Buvons, buvons à l'Indépendance du Monde !* »

A deux heures de la nuit, un ordre du général fait quitter à notre troupe, déjà bien diminuée par la désertion, l'abri précaire de la place Vendôme et l'on nous mène à la place de la Concorde, où nous essayons de dormir sur des dalles, jusqu'à six heures du matin. C'est alors qu'on nous dirige vers Châtillon, les os rompus par ce premier bivouac et sans nourriture aucune. Pendant la marche, notre petite bande se fond encore et, partis six cents la veille, nous arrivons cinquante sur le plateau, une demi-heure avant que les troupes versaillaises, feignant de passer en armes à la cause de la Révolution, se fassent aider à l'escalade des remparts, aux cris répétés de « *Nous sommes frères ! Embrassons-nous, vive la République !* » Nous étions prisonniers, et tous ceux que l'on reconnaissait, à leur allure, comme ayant été soldats tombèrent fusillés près de la clôture d'un château voisin.

D'après ce que mes compagnons m'ont raconté, j'ai lieu de croire qu'en d'autres faits de guerre nos chefs empanachés, du moins ceux qui commandèrent les premières sorties, firent preuve de la même inintelligence et de la même incurie. Peut-être le gouvernement de la Commune eût-il plus de capacité en d'autres matières; en tout cas, l'histoire dira que ces ministres improvisés restèrent honnêtes en exerçant le pouvoir. Mais nous leur demandions autre chose: d'avoir le bon sens et la volonté que comportait la situation et d'agir en conséquence. N'est-ce pas avec une véritable stupeur qu'on les vit continuer tous les errements des gouvernants officiels : garder tout le fonctionnarisme, en changeant simplement les hommes, maintenir toute la bureaucratie, laisser tous les gens d'octroi fonctionner dans leurs guérites et protéger chaque jour le convoi d'argent que la Banque expédiait à Versailles. Le vertige du pouvoir et l'esprit de niaise routine les avaient saisis, et ces hommes, tenus d'agir héroïquement et de savoir mourir, eurent l'inconcevable et honteuse naïveté d'adresser aux puissances des notes diplomatiques en un style qu'eussent approuvé les Metternich et les Talleyrand. Ils ne comprirent rien au mouvement révolutionnaire qui les avait portés à l'Hôtel de Ville.

Mais ce que ne firent pas les chefs, la foule sans nom sut le faire. Ils furent nombreux, 30000, 40000 peut-être, ceux qui moururent autour de Paris, pour la cause qu'ils aimaient. Ils furent nombreux aussi ceux qui, dans l'intérieur de la Ville, tombèrent sous la décharge des mitrailleuses en criant : « *Vive la Commune !* » On sait par les débats de l'Assemblée Versaillaise que ce peuple égorgé sauva, par son attitude, la forme républicaine du gouvernement français. Toutefois la présente république, bonne à tout faire pour le service du tsar et du kaiser, est tellement éloignée de toute pratique de liberté, qu'il serait puéril d'éprouver de la reconnaissance envers la Commune pour ce vain mot qu'elle nous a conservé. Elle a fait autre chose. Elle a dressé pour l'avenir, non par ses gouvernants mais par ses défenseurs, un idéal bien supérieur à celui de toutes les révolutions qui l'avaient précédée; elle engage d'avance ceux qui veulent la continuer, en France et dans le monde entier, à lutter pour une société nouvelle dans laquelle il n'y aura ni maîtres par la naissance, le titre ou l'argent, ni asservis par l'origine, la caste ou le salaire. Partout le mot « Commune » a été compris dans le sens le plus large comme se rapportant à une humanité nouvelle, formée de compagnons libres, égaux, ignorant l'existence des frontières anciennes et s'entraînant en paix d'un bout du monde à l'autre.

Voilà pourquoi ils proscrivent les termes : prolétaires et bourgeois. Ceux-là ont un sens clair et net : ils disent catégoriquement les choses. C'est ce qui déplaît. On les repousse comme provocateurs de la guerre civile. Cette raison ne suffit-elle pas pour vous ouvrir les yeux ? Qu'est-ce donc nous sommes contraints de faire depuis si longtemps, sinon la guerre civile ? Et contre qui ? Ah ! Voilà précisément la question qu'on s'efforce d'embrouiller par l'obscurité des mots ; car il s'agit d'empêcher que les deux drapeaux ennemis ne se posent carrément en face l'un de l'autre, afin d'escroquer, après le combat, au drapeau victorieux les bénéfices de la victoire et de permettre aux vaincus de se retrouver tout doucement les vainqueurs. On ne veut pas que les deux camps adverses s'appellent de leurs vrais noms : prolétariat, bourgeoisie. Cependant ils n'en ont pas d'autres.

Auguste Blanqui – 1852